

À propos de ce manuel de formation

Produit par Louise Naudé pour le [Centre international Olof Palme](#) et [SOLIDAR](#)

Illustration: Nhung Lê

Design: [Ida Flik](#)

Mise en page: Dagmar Bleyová

Première publication en février 2023



Publié sous licence Creative [CC BY-NC-SA](#). Cette licence autorise les réutilisateurs à distribuer, remixer, adapter et développer le matériel sur tout support ou dans tout format, à des fins non commerciales uniquement, et à condition que le créateur soit cité. Si vous remixez, adaptez ou développez le matériel, vous devez concéder sous licence le matériel modifié dans des conditions identiques.



Ce document a été produit avec l'aide financière de l'Union européenne. Le contenu de ce document relève de la seule responsabilité du Centre international Olof Palme et de SOLIDAR et ne peut en aucun cas être considéré comme reflétant la position de l'Union européenne.

À qui s'adresse ce manuel de formation ?

Ce manuel accompagne [une formation en ligne](#) organisée par le Centre international Olof Palme et SOLIDAR. Le nom du cours est "Formation des formateurs : Construire des alliances sur la transition juste".

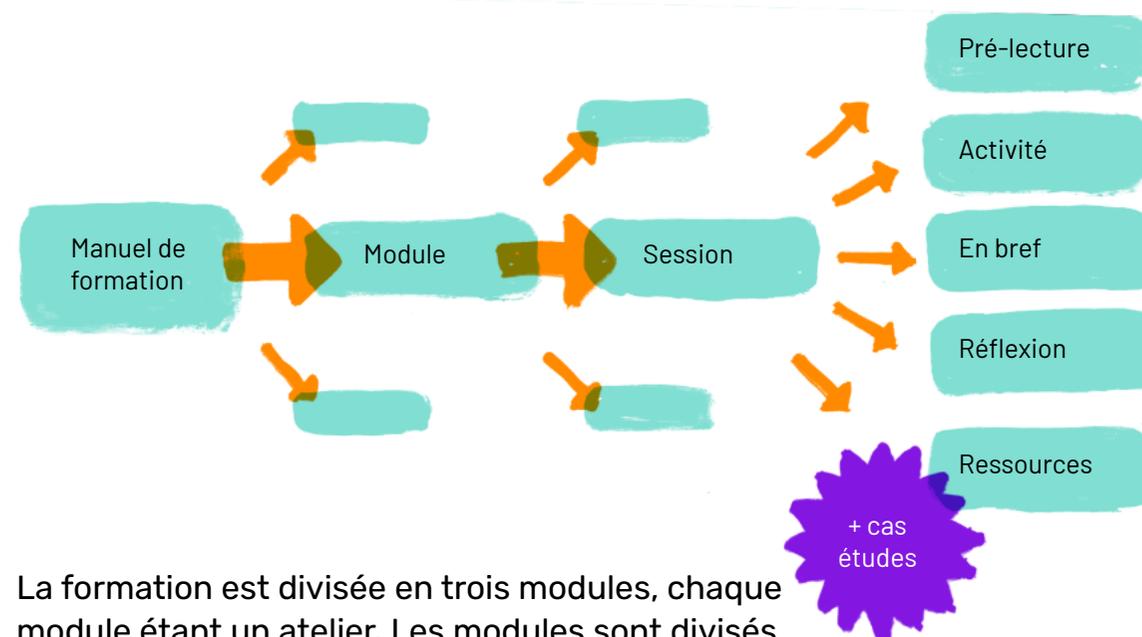
La formation et le manuel ont été élaborés à l'intention des militants expérimentés du monde entier qui souhaitent prendre l'initiative d'organiser des alliances autour de la transition juste dans leur pays ou leur région.

Le manuel est utilisé comme support de cours dans le cadre de la formation initiale des formateurs. Une fois que les participants ont terminé la formation, ils peuvent réutiliser les outils et les informations contenus dans ce manuel pour construire leurs alliances locales, élaborer des agendas communs et planifier leurs actions de plaidoyer. Ils peuvent également choisir d'organiser à nouveau l'ensemble de la formation avec des participants locaux s'ils le souhaitent.

Vous pouvez également utiliser le manuel comme source d'information et d'inspiration pour agir sans suivre la formation.

Comment utiliser le manuel

Dans la première partie de chaque module, vous trouverez des instructions pour le programme de formation à la création d'alliances sur la transition juste. La deuxième partie fournit des éléments d'information contextuelle et de fond dans lesquels les formateurs et les participants peuvent puiser en fonction de leurs besoins et de leurs intérêts.



La formation est divisée en trois modules, chaque module étant un atelier. Les modules sont divisés en sessions. Chaque session au sein d'un atelier a un objectif particulier. Au sein d'une session, il peut y avoir une ou plusieurs activités.

 **Lecture préalable** : Les participants doivent lire, regarder ou écouter ce document avant la session de formation.

➤ Cette icône indique que le formateur doit dire quelque chose comme le texte dans la bulle.

 **Conseils pour les formateurs** : Conseils à l'animateur, lorsqu'il réalise l'activité dans le cadre d'un atelier. Dans la mesure du possible, nous avons suggéré combien de temps consacrer à chaque activité ou aux étapes impliquées. Cependant, dans certains cas, le temps requis dépend du nombre de participants. À la fin du manuel de formation complet, vous trouverez comme outil pour les formateurs des modèles que vous pouvez utiliser pour planifier votre atelier en détail. Ceux-ci vous donneront une idée du temps que vous devez allouer à chaque activité.

 **Outils pour les formateurs** : Matériel à utiliser par l'animateur ou les participants dans le cadre des activités de l'atelier.

En bref : Les formateurs et les participants n'ont pas tous les mêmes connaissances sur les sujets abordés dans le cours de formation. Le manuel propose des sections En bref pour s'assurer que tout le monde a accès aux connaissances de base dont vous pourriez avoir besoin. En bref est là pour fournir un contenu qu'un animateur ou un participant peut souhaiter afin de participer plus pleinement à la formation, ou de préparer ses contributions. Il serait bon que les

animateurs soient familiarisés avec ce contenu.

 **Réflexion** : Chaque session se termine par cet élément, qui permet aux participants de vérifier ce qu'ils ont appris et de réfléchir à la manière de l'appliquer dans leur contexte.

 **Ressources** : Sur [la page web du cours de formation](#), vous trouverez des liens vers des ressources supplémentaires pour chaque module. Il peut s'agir de rapports, de vidéos, etc. Nous avons essayé de trouver des ressources dans de nombreuses langues différentes.

 **Travail** : Chaque module se termine par un devoir qui permet aux formateurs d'évaluer l'impact du cours sur les participants.

Études de cas : Six études de cas ont été développées pour cette formation. Elles sont utilisées dans les sessions 1.2 et 2.3. La session 1.2 contient des études de cas sur les développements de la transition en Colombie, en Espagne et en Afrique du Sud, que les participants doivent analyser. La session 2.3 présente des études de cas de mouvements pour la justice climatique aux niveaux local, national et multinational. De nombreuses études de cas sont tirées d'autres documents, tout au long du manuel ou disponibles dans les ressources en ligne.

Programmes d'ateliers : Des exemples de programmes d'ateliers pour chaque module sont fournis sur la page web du cours. Il s'agit des programmes utilisés lors de la première formation. Ils indiquent les horaires des activités sur la base d'une participation d'environ 25 personnes au cours de formation.

Contenu

À propos de ce manuel de formation	2
Module 1 : Comprendre les transitions justes	12
Session 1.1 : La crise climatique exige des transitions	13
Activité 1.1.1 : Partager les expériences en matière de changement climatique	14
Activité 1.1.2 : Contribution sur les causes, les impacts et l'atténuation du changement climatique	15
Activité 1.1.3 : Explorer les aspects sociaux et professionnels des mesures d'atténuation	16
Réflexion	17
En bref : Impacts du changement climatique en cas de réchauffement de la planète de 1,5°C et de 2°C	18
En bref : Le "carbone" est à l'origine du changement climatique	20
En bref : Inégalité en matière de carbone	22
En bref : Il est urgent d'agir	23
En bref : Que peut-on faire pour réduire les émissions ou créer des puits ?	24
Session 1.2 : Quelles sont les transitions en cours ?	25
Activité 1.2.1 : Contribution aux transitions visant à réduire les émissions et à renforcer la résilience climatique	26

Activité 1.2.2 : Analyser une étude de cas sur la transition	27
Activité 1.2.3 : Partager l'analyse des études de cas	29
Réflexion	30
En bref : Tendances de la transition liées à l'eau	31
En bref : Tendances de la transition en matière d'alimentation	35
En bref : Tendances de la transition en matière d'énergie	39
Étude de cas : la Colombie	44
Étude de cas : l'Espagne	53
Session 1.3 : Développer un agenda pour la justice dans les transitions	62
Activité 1.3.1 : Les questions de justice de surface	63
Activité 1.3.2 : Intégrer la justice de genre dans l'action climatique	64
Activité 1.3.3 : Développer des principes communs pour une transition juste	66
Réflexion	80
En bref : Ne laisser personne de côté	81
En bref : Questions de justice en matière de genre dans la transition climatique	82
En bref : Vulnérabilités et capacités face aux catastrophes	86

En bref : Questions relatives aux moyens de subsistance, à l'emploi et au travail décent dans le cadre de la transition	88
--	----

Module 2 : Apprendre de ce que les autres font 91

Session 2.1 : Ce que font les gouvernements 92

Activité 2.1.1 : Ce que les gouvernements pourraient faire pour une transition juste	94
---	----

Réflexion	96
------------------	----

En bref : À propos de la CCNUCC	97
--	----

En bref : Le concept de « part équitable » d'un pays	100
---	-----

En bref : Outils d'évaluation des CDN des pays	102
---	-----

En bref : Initiatives de transition juste menées par les gouvernements	105
---	-----

Session 2.2 : Ce que font les syndicats 107

Activité 2.2.1 : Écouter des syndicalistes	108
---	-----

Activité 2.2.2 : Intégrer le changement climatique dans les programmes de travail décent	109
---	-----

Activité 2.2.3 : Jeu de rôle sur les négociations collectives	110
--	-----

Réflexion	114
------------------	-----

En bref : Une analyse des travaux et des ressources des fédérations syndicales internationales sur le changement climatique	115
--	-----

Session 2.3 : Ce que font les organisations de la société civile What civil society organisations are doing	126
Activité 2.3.1 : Tirer des enseignements des études de cas	127
Activité 2.3.2 : Parlez de vos propres alliances ou mouvements	128
Réflexion	129
En bref : Réseaux mondiaux de la société civile sur le climat	130
Étude de cas: TierrActiva Pérou	132
Travail pour le module 2	137

Module 3 : Prendre des mesures collectives 138

Session 3.1 : Démarrer avec une alliance pour une transition juste	140
Activité 3.1.1 : Débattre de la manière de s'organiser pour une transition juste	143
Activité 3.1.2 : Lancer un mouvement qui relie les syndicats et les organisations de la société civile	145
Activité 3.1.3 : Organiser une réunion qui permette de réaliser les étapes 4 et 5 du processus de création d'alliances	147
Réflexion	149

Session 3.2 : Analyse des parties prenantes	150
Activité 3.2.1 : Explorer un ensemble d'outils d'analyse des parties prenantes	152
Réflexion	157
Session 3.3 : Envisager un pacte social	158
Activité 3.3.1 : Construire un accord social national entre les principaux groupes d'acteurs	159
Activité 3.3.2 : Clôture de l'atelier	160
Réflexion	161
Travail pour le module 3	162
Organiser cette formation dans vos propres réseaux	163

Activité 0:

Accueil et ouverture

L'organisation/les organisations organisatrice(s) peut/peuvent souhaiter qu'un responsable souhaite la bienvenue à tout le monde et explique pourquoi nous sommes ici. L'animateur devra peut-être expliquer certaines choses pratiques, comme l'emplacement des sorties de secours ou la traduction en ligne. (10 minutes)



MODULE 1

Comprendre les transitions justes

Session 1.1

La crise climatique exige des transitions

Cette session donne aux participants les informations dont ils ont besoin pour comprendre le changement climatique et les transitions vers une économie à faible émission de carbone.

À l'issue de cette session, les participants seront en mesure de :

- **Décrire certains impacts de la crise climatique dans leur pays.**
- **Expliquer les termes clés du changement climatique.**
- **Expliquer les causes physiques du changement climatique.**
- **Donner des exemples de mesures qui peuvent être prises pour remédier à cette situation (atténuation).**

Activité 1.1.1 : Partager les expériences en matière de changement climatique

L'animateur peut dire quelque chose comme ce qui suit pour planter le décor de la première session du cours de formation :



Le climat est l'ensemble des conditions météorologiques habituelles sur une période d'au moins 30 ans, et non le temps qu'il fait un jour ou une année. Il y a déjà eu des sécheresses, des inondations, des tempêtes et des conditions météorologiques difficiles, mais aujourd'hui, des conditions météorologiques inhabituelles continuent de se produire. Dans différentes parties du monde, les gens sont confrontés plus fréquemment à des conditions météorologiques extrêmes, telles que des sécheresses et des inondations, des vagues de chaleur et des ouragans. Les régimes pluviométriques sont incertains et le niveau des mers monte.

Ces changements climatiques menacent notre eau, notre alimentation, notre santé, nos emplois, nos moyens de subsistance, ainsi que la survie de l'humanité et des autres espèces de la planète. Nos économies, nos infrastructures, nos populations et nos systèmes naturels doivent devenir "résistants au climat"; capables de s'adapter et de faire face aux ces changements.

Le changement climatique est dû à notre système actuel de production, de distribution et de consommation, un système à la fois injuste et non durable. Nous devons changer notre façon de produire de l'énergie, de travailler, de produire des biens et de fournir des services. Nos économies doivent devenir sobres en carbone pour tenter d'enrayer un changement climatique encore plus important. <<

Commencez l'atelier par un tour de table de tous les participants. À tour de rôle, dites à chaque participant ... : (2 min par personne)

- Présentez-vous, votre organisation et votre rôle au sein de celle-ci.
- Décrivez une expérience que vous avez eue du changement climatique et de son impact sur votre lieu de travail ou votre communauté.

CONSEILS POUR LES FORMATEURS

Cette activité permettra à chacun d'apprendre à se connaître. Les expériences des uns et des autres leur permettront d'en apprendre davantage sur les effets du changement climatique. Cela vous donnera une idée de ce que les gens savent de la crise climatique et de leurs centres d'intérêt. Pendant que les participants discutent, notez les lacunes en matière de connaissances.

Activité 1.1.2 : Contribution sur les causes, les impacts et l'atténuation du changement climatique

CONSEILS POUR LES FORMATEURS

Sur la base de vos notes de l'activité 1.1.2 et de votre compréhension des connaissances des participants, utilisez le contenu de de la section En bref pour expliquer ou montrer les concepts dont vous pensez que les participants pourraient avoir besoin. (30 minutes, y compris les questions interactives)



Les entreprises et les gouvernements aux niveaux national et infranational prennent des mesures pour réduire les gaz à effet de serre à l'origine du changement climatique. Ce n'est pas assez rapide, ni à l'échelle nécessaire, mais la transition vers une économie à faible émission de carbone est en cours. Elle se fait à des rythmes différents selon les régions du monde et les secteurs économiques.

Cela crée ce que nous appelons des **risques de transition** pour différentes économies, ainsi que pour les travailleurs et les personnes dont les moyens de subsistance dépendent de secteurs et de processus qui émettent beaucoup de gaz à effet de serre. La transition crée également des **opportunités de transition** pour de nouveaux produits, services et processus, ainsi que pour les emplois et les moyens de subsistance qui pourraient en découler. 

Activité 1.1.3 :

Explorer les aspects sociaux et professionnels des mesures d'atténuation

Dites à chaque participant :

1: Regarder l'infographie " En bref : Que peut-on faire pour réduire les émissions ou créer des puits ? (5 min)

2: Choisir une mesure d'atténuation pertinente dans votre contexte. Pour cette action d'atténuation, réfléchissez à l'une des questions suivantes : (10 min)

- Quels pourraient être les impacts négatifs et positifs sur les travailleurs et la classe ouvrière ?
- Cette initiative affecterait-elle différemment les femmes et les hommes ?

Pensez aux emplois, aux conditions de travail, aux compétences, aux questions sociales, à la vie familiale et aux communautés.

3: Tourner vers votre voisin et chacun votre tour, prenez 5 minutes pour parler de votre réflexion. (10 min)

CONSEILS POUR LES FORMATEURS

Demandez aux participants de taper leurs idées dans le Chat, en commençant par nommer la mesure d'atténuation qu'ils ont choisie. Lorsqu'ils ont terminé leurs propres commentaires, ils peuvent lire ceux des autres. Sauvegardez le chat, car il contiendra des idées intéressantes. Demandez à 5 participants de dire quelle est l'idée émise par quelqu'un d'autre qui les a fait réfléchir différemment. (15 min)

Session 1.1

Réflexion

À la fin de chaque session, vous trouverez des questions auxquelles vous pouvez réfléchir par vous-même. Elles peuvent vous inciter à vérifier votre compréhension en lisant une section En bref pertinente. Elles peuvent vous inciter à effectuer un suivi après la session. Elles peuvent vous aider à mettre en œuvre ce que vous avez appris au cours de la session.

- **Pouvez-vous expliquer les termes relatifs au changement climatique :** ■ gaz à effet de serre ■ réchauffement climatique ■ budget carbone ■ zéro émissions nettes (neutralité carbone) ■ risques de transition ■ atténuation ■ adaptation ■ résilience climatique
- **Pouvez-vous expliquer ce qui cause physiquement le changement climatique et ce que l'on peut faire pour y remédier ?**
- **Comment convaincre quelqu'un de l'urgence d'agir à grande échelle pour réduire les émissions, en utilisant le concept de budget carbone mondial ?**
- **Qu'avez-vous appris sur les moyens de rendre les communautés plus résistantes au changement climatique ?**

EN BREF :

Impacts du changement climatique en cas de réchauffement de la planète de 1,5°C et de 2°C

Le réchauffement climatique est l'augmentation moyenne de la température mondiale par rapport à la température moyenne de l'ère préindustrielle, mesurée en degrés Celsius (°C). Le réchauffement de la température entraîne des changements physiques dans les climats, comme le régime des précipitations, qui ont à leur tour des répercussions sur l'homme et d'autres espèces.

Les scientifiques ont modélisé ce qui se passe à différentes températures. Chaque partie d'un °C a son importance. Voici une comparaison des effets d'un réchauffement de 1,5 °C et de 2 °C, tirée du rapport spécial du GIEC sur le réchauffement planétaire de 1,5 °C. (Le GIEC est le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, organe scientifique des Nations unies).

RISQUES CLIMATIQUES : RÉCHAUFFEMENT GLOBAL DE 1.5°C OU DE 2°C

Océans

Risques moindres pour la biodiversité marine, les écosystèmes et leurs fonctions et services écologiques à 1.5°C par rapport 2°C.

GLACE DE LA MER ARCTIQUE

Des étés sans glace dans l'Arctique au moins une fois tous les 100 ans contre 10 ans.

BLANCHIMENT DES CORAUX

70% contre la quasi-totalité des récifs coralliens de la planète auront disparu d'ici 2100.

CONDITIONS MÉTÉOROLOGIQUES EXTRÊMES

100% contre 170% d'augmentation du risque d'inondation.

ÉLEVATION DU NIVEAU DE LA MER

46 millions contre 49 millions de personnes touchées par une élévation du niveau de la mer 48cm / 56 cm d'ici 2100.

COÛTS

Croissance économique plus faible à 2°C qu'à 1.5°C pour de nombreux pays, en particulier les pays à faible revenu.

ALIMENTATION

Chaque demi-degré de réchauffement entraînera systématiquement une baisse des rendements et du contenu nutritionnel dans les régions tropicales.

DISPONIBILITÉ DE L'EAU

350 millions contre 410 millions de résidents urbains exposés à de graves sécheresses d'ici 2100.

POPULATION

9% contre 28% de la population mondiale sera exposée à des vagues de chaleur extrême au moins une fois tous les 20 ans.

ESPÈCES

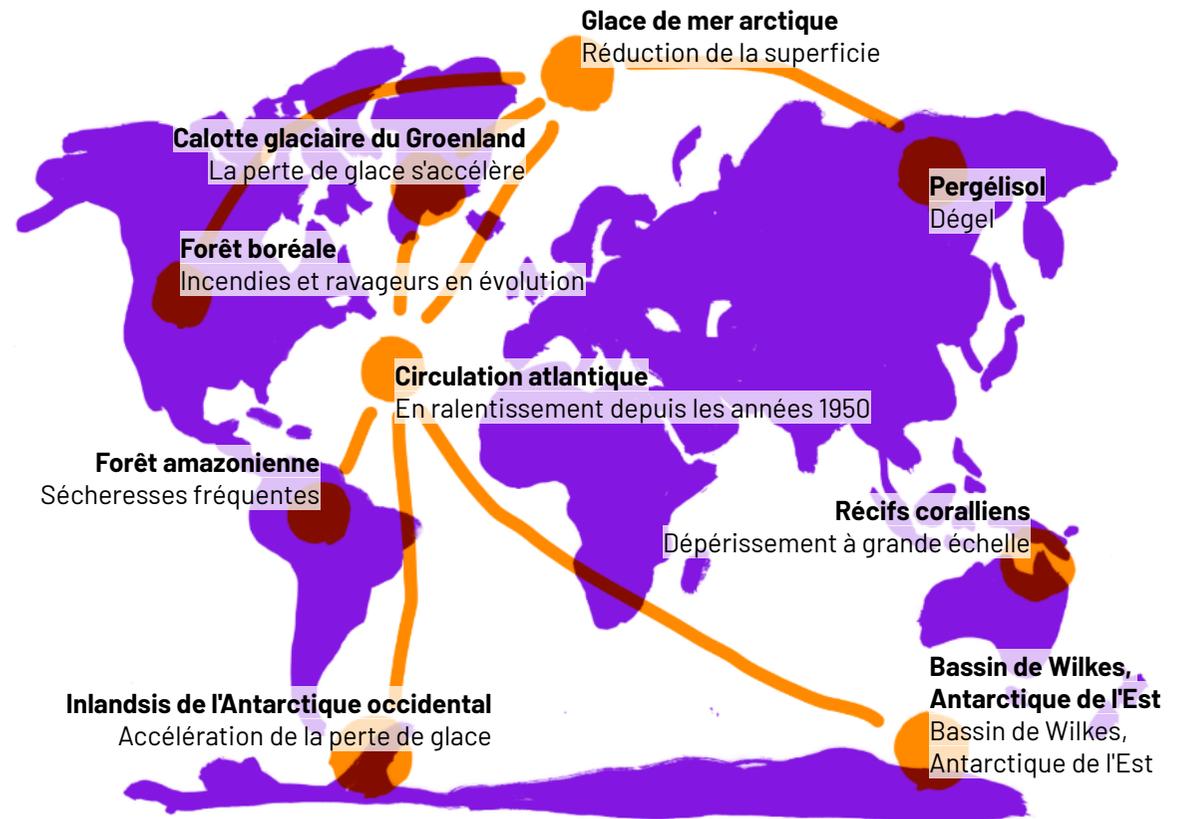
6% contre 18% des insectes, 8% contre 16% des plantes et 4% contre 8% des vertébrés seront touchés.



Source: WWF

Nous parlons d'adaptation aux impacts des changements climatiques en cours. Il s'agit de ce que nous faisons pour y faire face, par exemple en nous déplaçant vers le haut lorsque le niveau de la mer augmente. La "résilience climatique" désigne le renforcement de la capacité des personnes, des économies et de l'environnement à se préparer, à résister et à réagir aux effets du changement climatique. Il s'agit d'être capable de faire face aux coups et de rebondir, comme de s'assurer que tout le monde dispose de revenus décents.

Nous sommes déjà à 1,2°C de plus que les températures préindustrielles.² À un certain moment, nous ne pourrons plus nous adapter. Les pays situés sur des îles basses sont déjà submergés par la montée des eaux - leurs habitants ne peuvent rien faire d'autre que de se déplacer. D'autres régions finiront par devenir trop chaudes et humides pour y vivre.³ À mesure que la température augmentera, nous atteindrons des points de basculement irréversibles. Par exemple, nous ne pourrons pas regagner toute la glace perdue aux pôles sud et nord et nous ne pourrons pas inverser les courants océaniques.



[4]

EN BREF :

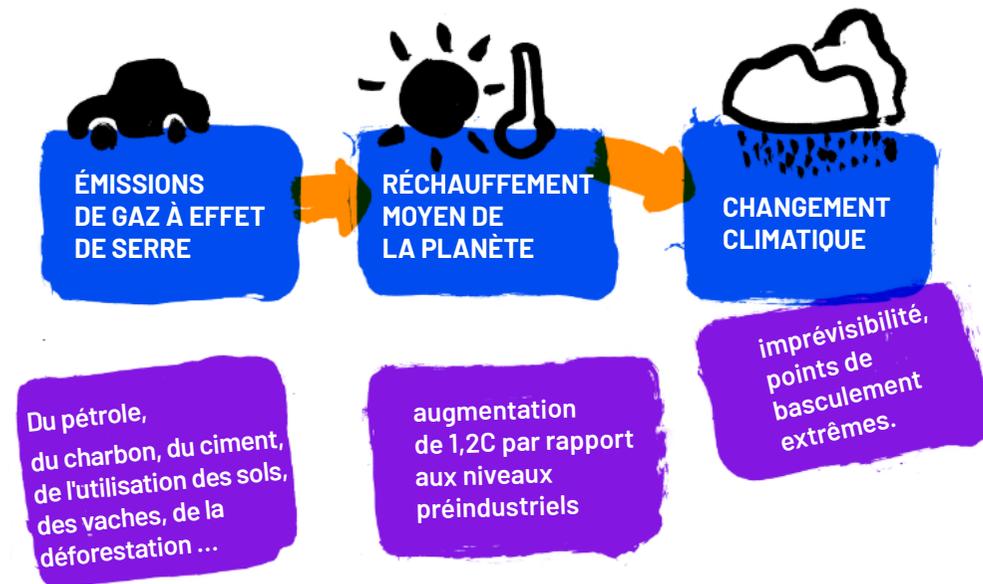
Le “carbone” est à l'origine du changement climatique

Avec l'**industrialisation** à partir du milieu des années 1700, l'activité humaine a libéré des quantités croissantes de gaz à effet de serre dans l'atmosphère. Ces gaz retiennent la chaleur, ce qui entraîne un **réchauffement de la planète**, à l'origine des **changements climatiques**. Les gaz s'accumulent dans l'air au fil du temps et deviennent de plus en plus concentrés dans l'atmosphère, piégeant ainsi de plus en plus de chaleur.

Les différents types de gaz à effet de serre

Le gaz à effet de serre le plus communément libéré par l'activité humaine est le dioxyde de carbone (CO₂), qui est émis lorsque nous fabriquons du ciment, brûlons du bois et utilisons des combustibles fossiles tels que le gaz, le charbon ou le pétrole. Un autre gaz à effet de serre important est le méthane provenant des bouses de bétail, des décharges et des matières en décomposition.

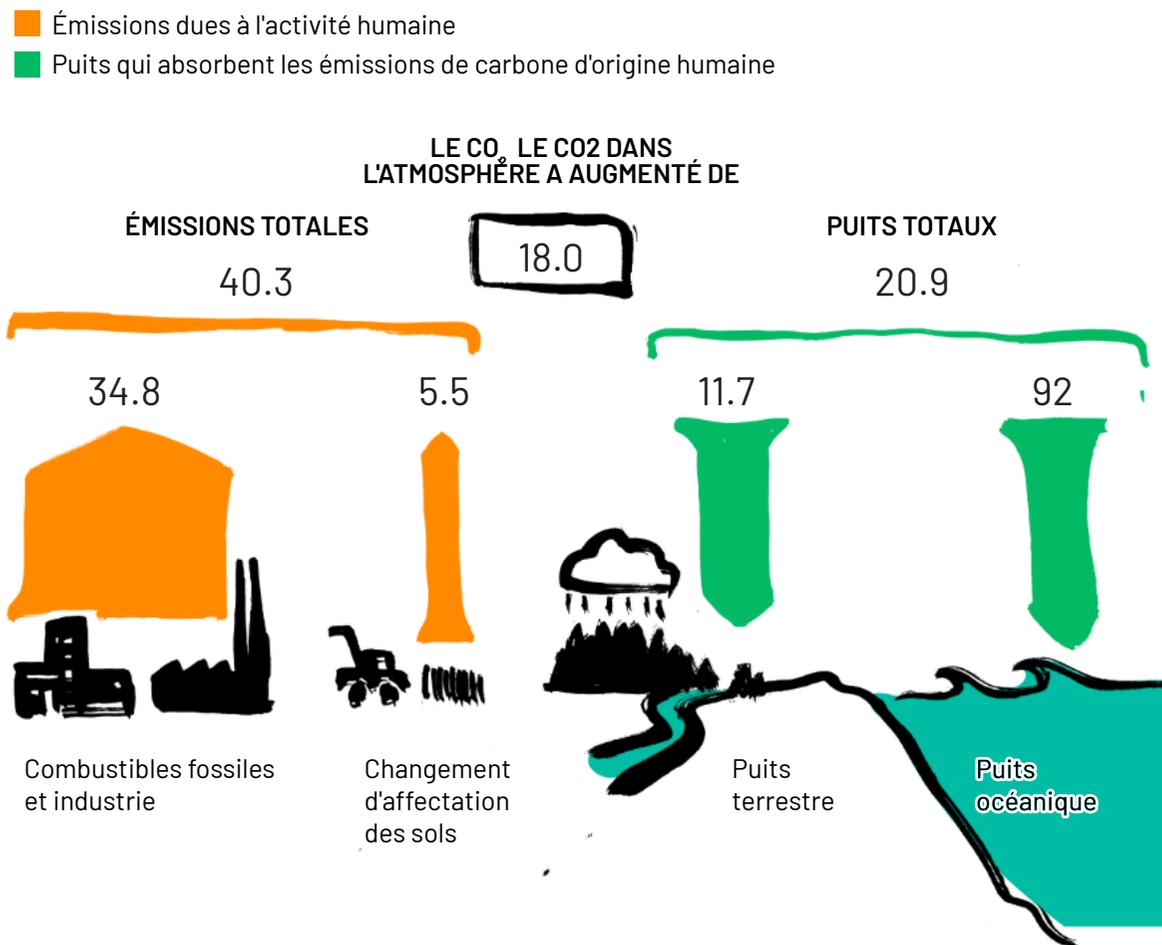
Les différents gaz à effet de serre ont des effets différents sur le réchauffement de la planète et donc sur le changement climatique. Pour pouvoir comparer les émissions de ces gaz, on les convertit en une base commune appelée **équivalent dioxyde de carbone** (CO₂-eq). En abrégé, on parle souvent des "**émissions de carbone**".



L'équilibre entre ce que nous émettons et ce que la planète peut absorber

Les océans, le sol et la végétation agissent comme des "puits de carbone", absorbant ou stockant plus de carbone qu'ils n'en émettent. Par conséquent, la modification de l'utilisation des sols contribue aux émissions, à la fois en détruisant les puits de carbone de sorte qu'ils ne peuvent plus absorber le carbone et en libérant le carbone qu'ils ont stocké.

Nous devons réduire les émissions de carbone provenant des activités humaines et maintenir les puits de carbone, afin d'éviter que les changements climatiques ne dépassent ce à quoi l'homme peut faire face. C'est ce qu'on appelle l'**atténuation**.



Émissions et puits en milliards de tonnes de CO₂ par an, moyenne 2009-2018⁵

Source: [Global Carbon Project and Fondation BNP Paribas](#).

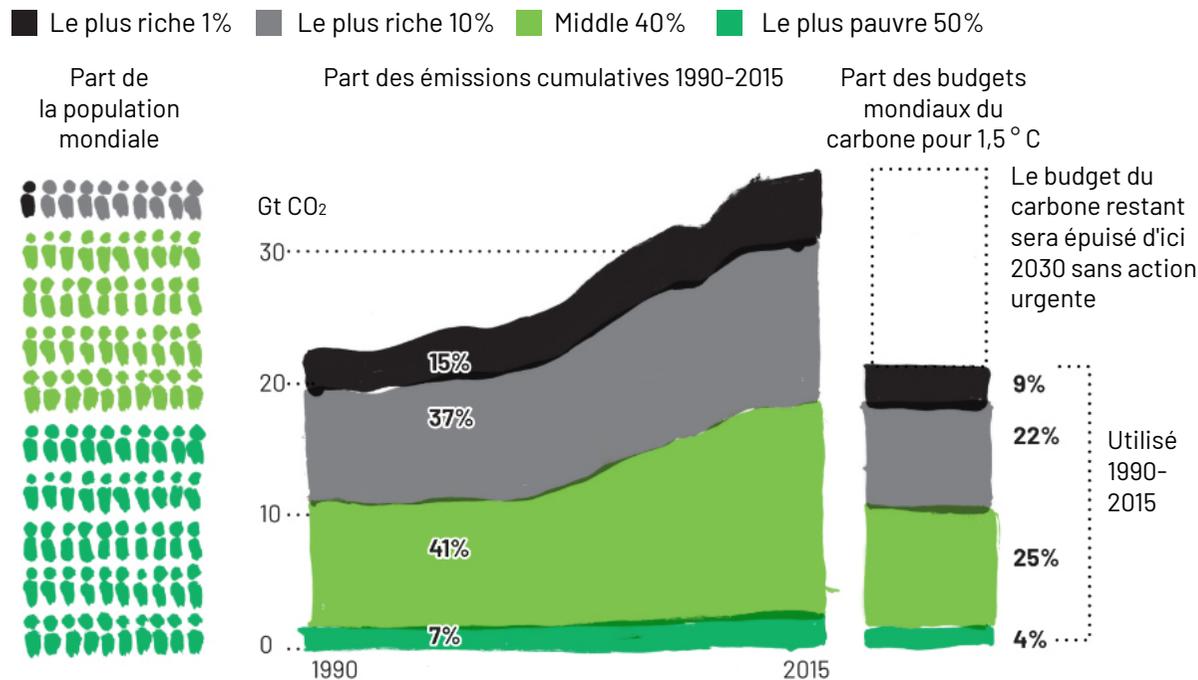
EN BREF :

Inégalité en matière de carbone

Tous les pays et toutes les personnes ne sont pas responsables à parts égales des émissions à l'origine de la crise climatique.

Les pays qui se sont industrialisés en utilisant des combustibles fossiles pendant plus longtemps ont contribué davantage aux émissions de gaz à effet de serre que les pays moins industrialisés ou industrialisés depuis moins longtemps, le "Sud global". Le cours de formation aborde ce sujet dans la session 2.1.

Une étude d'Oxfam s'est penchée sur les émissions de carbone par groupe de revenus au cours de la période allant de 1990 à 2015. Ces 25 années ont été marquées par une escalade rapide de la crise climatique, les émissions annuelles mondiales de carbone ayant augmenté d'environ 60 % et le total des émissions ajoutées à l'atmosphère depuis le milieu du XIXe siècle ayant approximativement doublé. Le rapport indique qu'il convient également d'accorder une attention particulière à l'impact démesuré des personnes les plus riches du monde - où qu'elles vivent - afin d'encourager une utilisation plus équitable du budget carbone mondial



Source: [Oxfam, 2020. Confronting Carbon Inequality: Putting climate justice at the heart of the COVID-19 recovery.](#)

restant". Voici les conclusions de l'étude :

Les 10 % les plus riches de la population mondiale (environ 630 millions de personnes) sont responsables de 52 % des émissions de carbone cumulées. Ils ont utilisé près d'un tiers (31 %) du budget carbone mondial au cours de ces seules 25 années. Les 50 % les plus pauvres (environ 3,1 milliards de personnes) n'ont été responsables que de 7 % des émissions cumulées et n'ont utilisé que 4 % du budget carbone disponible.

Nous devons nous attaquer aux inégalités et à l'idée de ce qu'est une bonne vie.

EN BREF :

Il est urgent d'agir

Les derniers rapports de l'organe d'experts des Nations unies sur le climat, le GIEC, nous le disent :

- Pour avoir au moins **67 % de chances** de stabiliser le réchauffement moyen de la planète à **1,5 °C** par rapport aux températures de l'ère préindustrielle, à partir de 2018, nous ne devons pas libérer plus de 420 milliards de tonnes de dioxyde de carbone (et ce, pour toujours). C'est ce qu'on appelle notre **budget carbone mondial**. Ce que nous faisons avec d'autres gaz à effet de serre peut modifier les chiffres relatifs au dioxyde de carbone.⁷
 - En 2019, nous avons émis au moins 37 milliards de tonnes de CO₂.⁸ Si nous continuons à ce niveau d'émissions, nous épuiserons le budget carbone mondial avec une probabilité de 67 % d'atteindre 1,5 °C d'ici 2030. Si nous émettons moins chaque année, nous aurons plus de temps pour éliminer progressivement les émissions.
 - Pour avoir au **moins 50 % de chances** de rester en dessous de 1,5 °C, c'est-à-dire si le monde prend un risque plus élevé en ce qui concerne l'objectif de 1,5 °C, le monde doit réduire les émissions de 45 % par rapport aux niveaux de 2019 d'ici à 2030, et continuer à les réduire par la suite.⁹ Il nous reste sept ans pour y parvenir.
- Nous ne sommes pas sur la bonne voie pour atteindre ces objectifs climatiques mondiaux. Climate Action Tracker constate qu'il existe un **écart de réduction des émissions** entre ce que le GIEC estime nécessaire en 2030 et les *objectifs* que les pays se sont engagés à atteindre dans le cadre de l'Accord de Paris des Nations unies sur le changement climatique.¹⁰ En d'autres termes, les objectifs climatiques nationaux des pays sont trop faibles.
 - En outre, il existe un **écart de mise en œuvre** entre les objectifs des pays et les *politiques qu'ils* ont effectivement mises en place. Selon le GIEC, les politiques actuellement en place permettent d'atteindre un réchauffement de la planète d'au moins 2,4 °C.¹¹ Le Carbon Action Tracker estime que la température mondiale augmentera en moyenne de 2,7 degrés d'ici à la fin du siècle. Après cela, il fera encore plus chaud.
 - Nous devons parvenir à des **émissions nettes nulles** d'ici 2050 environ, c'est-à-dire les émissions rejetées moins les absorptions par les puits. Toutefois, cette échéance suppose que nous puissions parvenir à des **émissions négatives** après cette année-là, en aspirant de grandes quantités de gaz à effet de serre de l'atmosphère. Les experts doutent que cela soit possible à cette échelle. Si nous ne prenons pas le risque de compter sur des émissions négatives, l'échéance réelle pour des émissions nettes nulles serait beaucoup plus proche.

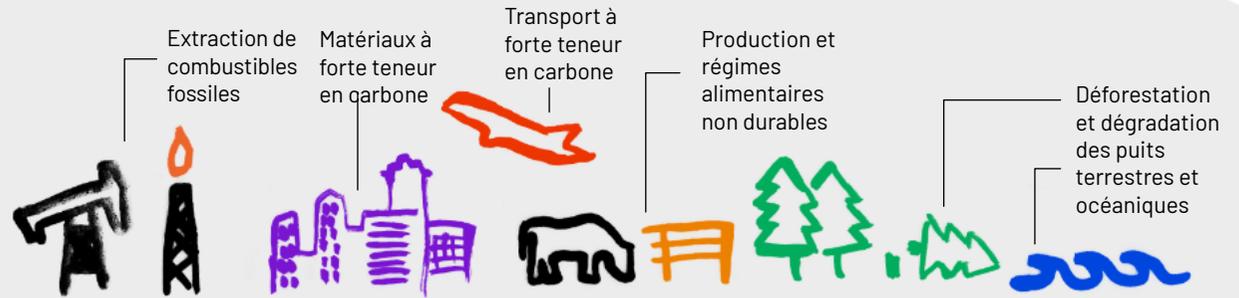
EN BREF :

Que peut-on faire pour réduire les émissions ou créer des puits ?

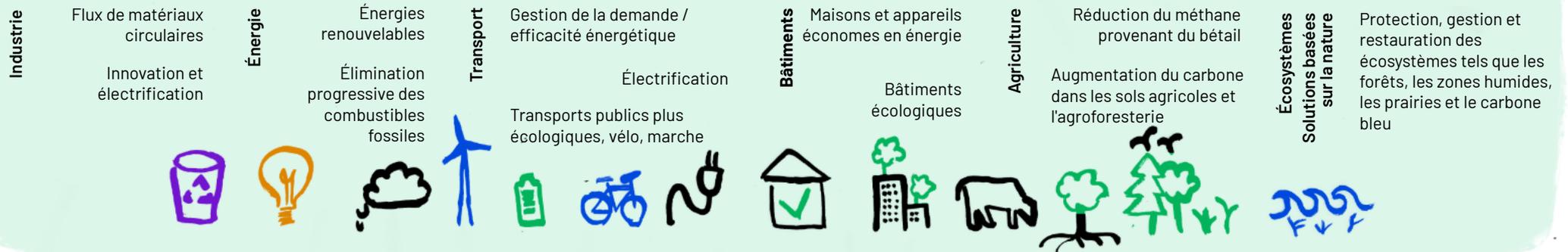
ATTÉNUATION DU CHANGEMENT CLIMATIQUE Intervention humaine visant à réduire les émissions et à renforcer les puits de gaz à effet de serre.

OÙ NOUS EN SOMMES AUJOURD'HUI

- **23 à 42 %** des émissions mondiales de gaz à effet de serre sont associées aux systèmes alimentaires
- **15 %** des émissions mondiales de gaz à effet de serre sont dues aux **transports**
- **67 à 72 %** des émissions mondiales peuvent être attribuées aux **zones urbaines**
- **81 %** des émissions mondiales de dioxyde de carbone proviennent des combustibles **fossiles** (charbon, pétrole et gaz).



EXEMPLES D'ATTÉNUATION



TRANSFORMATION DES SYSTÈMES

Société

- Renforcer les politiques climatiques
- Augmenter le financement de la lutte contre le changement climatique
- Améliorer la gouvernance et les institutions
- Équité et transition juste

Zones urbaines

- Parcs et arbres
- Modes de vie à faible empreinte écologique
- Meilleures pratiques en matière de conception et de planification
- Mobilité durable

Système alimentaire

- Réduire les pertes et les déchets alimentaires
- Manger moins de viande et plus de végétaux
- Améliorer les pratiques agricoles
- Infrastructures économes en énergie

Source: WWF

Session 1.2

Quelles sont les transitions en cours ?

Cette session fournit aux participants des informations sur les changements nécessaires en ce qui concerne l'eau, les systèmes alimentaires et l'énergie afin que ces systèmes soient respectueux du climat. Elle les amène également à réfléchir aux aspects de justice dans ces transitions. Elle donne aux participants un cadre pour analyser le caractère des transitions liées au climat par rapport à l'économie politique d'un pays. Ils pourront également s'exercer à appliquer ce cadre à une étude de cas portant sur un pays.

A l'issue de cette session, les participants seront en mesure de :

- **Décrire ce qu'il faut faire pour assurer la sécurité hydrique, alimentaire et énergétique, voire la souveraineté, d'une manière qui permette également de trouver des solutions au problème du climat.**
- **Analyser les transitions dans leur propre pays ou dans d'autres contextes et évaluer leur degré de transformation.**
- **Appliquer à leur propre pays les bonnes idées issues des transitions dans d'autres pays.**

Activité 1.2.1 : Contribution aux transitions visant à réduire les émissions et à renforcer la résilience climatique



Tous les secteurs économiques, tous les lieux de travail, toutes les communautés et tous les ménages sont touchés par les changements climatiques et doivent s'adapter. En ce qui concerne l'atténuation, si nous voulons stabiliser le réchauffement de la planète à 1,5 °C maximum, il faudra que tout le monde fasse tout son possible pour réduire les émissions. Nous pouvons à peu près y arriver.

Pour mettre en place une transition juste, nous devons comprendre ce qui doit faire l'objet d'une transition et ce qui est déjà en train de se produire. Je vais vous parler de certaines de ces évolutions, que vous pouvez soutenir ou non.

Il n'est pas possible de tout couvrir en une seule présentation. Je n'aborderai pas certains aspects importants de la transition, liés à la santé humaine, aux établissements humains et à l'environnement bâti, aux transports, aux océans et aux zones côtières, ainsi qu'à chaque secteur d'activité. Par exemple, le ciment et l'acier sont importants pour les infrastructures au service des populations, mais il est difficile de réduire les émissions

liées à leur fabrication. Il est également difficile de résoudre le problème des poids lourds, du transport maritime et de l'aviation.

Ma présentation se concentre sur l'eau, l'alimentation et la terre, ainsi que sur l'énergie, car il s'agit d'aspects essentiels de la justice. Chacun mérite un accès sûr à une eau propre en quantité suffisante, à une alimentation nutritive en quantité suffisante, à une énergie gratuite ou abordable en quantité suffisante et à un logement décent. La crise climatique et l'évolution des technologies et des économies modifient les conditions dans ce domaine.

Une période de changement dans l'histoire de l'humanité offre l'occasion de remodeler nos sociétés et nos économies afin d'assurer une plus grande justice sociale et une vie meilleure pour tous. <<

CONSEILS POUR LES FORMATEURS

L'animateur ou un autre présentateur fait une contribution sur les développements de la transition dans les domaines de l'eau, du système alimentaire et de l'énergie. (30 min avec questions interactives) Les sections En bref et Ressources en ligne peuvent vous aider à élaborer votre contribution.

Activité 1.2.2 :

Analyser une étude de cas sur la transition

» Le Centre international Olof Palme et SOLIDAR ont élaboré une étude intitulée "[A Just Transition for the Global South](#)" (Une transition juste pour le Sud) qui fournit un cadre d'analyse des processus de transition en cours. Cette étude a été [élaborée par le Labour Resource Service](#).

Comme ceci :

Vous allez utiliser ce cadre pour analyser une étude de cas. «

LES DIFFÉRENTS NIVEAUX D'UNE TRANSITION JUSTE

Approche du statu quo

Revendication d'emplois :
Programmes de reconversion,
régimes de retraite,
indemnisation des travailleurs
concernés, etc.
La nature est considérée
comme une marchandise
S'appuyer sur les forces du marché

Approche de la réforme managériale

Dialogue social et négociations
tripartites
Accès à l'énergie mais pas à la
propriété
L'énergie reste une marchandise

Approche de la réforme structurelle

Appropriation démocratique
Un pas au-delà du dialogue social
Pas seulement les forces du
marché
Approche des emplois verts et du
bien-être

Approche transformatrice

Changement du système économique
et politique à l'origine de la crise
climatique
Pas seulement les forces du marché
Démantèlement des systèmes
d'oppression interdépendants
Suppression de la division entre les sexes



Ce manuel présente deux études de cas sur des processus de transition en cours, en Colombie et en Espagne. Les participants travaillent en deux groupes, un par étude de cas. (20 min pour les étapes 1 à 3, 20 min pour les étapes 4 et 5)

1. Au sein du groupe, les participants se **répartissent les sous-titres de l'étude de cas.**
2. Chaque personne **lit seule la section de son titre.**
3. Ensuite, chaque personne **explique ce qu'elle a lu** à tous les autres.
4. Le groupe **discute** ensuite **ensemble pour** savoir s'il pense que cette étude de cas reflète une approche de statu quo / de réforme managériale / de réforme structurelle / d'approche transformatrice. Il s'agit d'une interprétation et d'une analyse par le groupe, il n'y a pas une seule bonne réponse.
5. Débattiez ensemble : **Que pourrait-on faire pour favoriser une approche plus transformatrice** dans ce pays ?

CONSEILS POUR LES FORMATEURS

Si une personne du Centre international Olof Palme ou de SOLIDAR participe à l'atelier, elle pourra expliquer le cadre Statu quo / Réforme managériale / Réforme structurelle / Approche transformatrice. Si ce n'est pas le cas, lisez d'abord l'étude à ce sujet.

Si l'atelier se déroule en personne, les participants peuvent choisir le pays qu'ils souhaitent analyser et aller dans ce groupe. Les groupes ne doivent pas nécessairement être égaux en nombre, mais s'ils sont très inégaux, l'animateur peut les équilibrer.

Les participants auront plus de temps pour discuter s'ils lisent l'une des études de cas de leur choix avant l'atelier.

(10 minutes pour expliquer le cadre et constituer les groupes)

Si l'atelier est en ligne :



Créez deux salles de réunion et nommez-les "Colombie" et "Espagne". Laissez Zoom répartir les participants au hasard dans l'une des salles. Dites aux participants que s'ils ne sont pas satisfaits du pays auquel ils ont été affectés, ils peuvent revenir à la réunion principale et être réaffectés.

Activité 1.2.3 :

Partager l'analyse des études de cas

Lorsque tout le monde revient des groupes, l'animateur fait ressortir les idées en posant des questions : (30 min)

1. **Qui a vu des caractéristiques d'une approche de statu quo** dans le pays que vous avez analysé ? Expliquez pourquoi.
2. **Qui a vu les caractéristiques d'une approche de réforme managériale** dans le pays que vous avez analysé ? Expliquez pourquoi.
3. **Qui a vu les caractéristiques d'une approche de réforme structurelle** dans le pays que vous avez analysé ? Veuillez expliquer.
4. **Qui a vu les caractéristiques d'une approche transformatrice** dans le pays que vous avez analysé ? Veuillez expliquer.

Débattez ensemble : Quelles sont les **idées qui vous sont venues pour une approche plus transformatrice ?**

CONSEILS POUR LES FORMATEURS

Vous ne demandez pas de rapports groupe par groupe ou pays par pays. Par approche, vous invitez quiconque à réfléchir sur tout pays qui affiche cette approche.. Un pays peut présenter des aspects de plusieurs approches, et les personnes qui ont étudié le même pays peuvent avoir des interprétations différentes. Laissez les gens ajouter des commentaires par approche jusqu'à ce qu'il n'y en ait plus, puis passez à l'approche suivante.

Session 1.2

Réflexion

- **Dans les fiches suivantes sur l'eau, l'alimentation et l'énergie, examinez les questions sous les rubriques « Quelles sont les questions de justice ? »
Comment ces questions se recoupent-elles avec le travail de votre organisation ? Quelles questions de justice ajouteriez-vous ?**
- **Au-delà de l'eau, de l'alimentation et de l'énergie, vous serait-il utile de comprendre les tendances relatives à la santé humaine, aux établissements humains, à l'environnement bâti, aux transports, aux océans et aux côtes, ainsi qu'à diverses industries ?
Comment allez-vous les découvrir ?**
- **Qu'avez-vous appris de l'étude de cas nationale discutée par votre groupe qui pourrait être pertinent dans votre pays ?**



Parama Ram, 23 ans, entretient les panneaux solaires qui alimentent l'usine de dessalement d'eau du village de Kotri, au Rajasthan. L'usine produit plus de 3 000 litres d'eau potable par jour. Avant l'installation de l'usine, les villageois devaient souvent boire l'eau salée de la nappe phréatique. Photo : © Prashanth Vishwanathan/Greenpeace

Tendances de la transition liées à l'eau

Qu'est-ce que la sécurité de l'eau ?

"La sécurité de l'eau [est] la disponibilité et l'accessibilité d'une quantité suffisante d'eau propre pour permettre à une population d'assurer durablement ses moyens de subsistance, sa santé, son développement socio-économique et sa stabilité politique. (...) Il est de plus en plus évident que le changement climatique contribue largement à l'insécurité de l'eau dans le monde, certaines régions étant plus exposées que d'autres."¹

En 2018, plus de 2 milliards de personnes vivaient dans des pays soumis à un stress hydrique élevé. Cette situation s'aggrave à mesure que la demande en eau augmente et que les effets de la crise climatique s'intensifient. Si nous n'agissons pas, des études prévoient que jusqu'à 52 % de la population mondiale vivra dans des régions soumises au stress hydrique d'ici à 2050. En 2019, 12 % de la population mondiale buvait de l'eau provenant de sources insalubres et non potables. Plus de 30 % de la population vivait sans services d'assainissement.²

Impacts du climat sur l'eau

SUR LA QUALITÉ DE L'EAU ET LA SANTÉ HUMAINE

- Moins d'eau pour boire, se laver, nettoyer, cuisiner.
- Événements météorologiques extrêmes qui ont un impact direct sur la santé humaine, les économies et les écosystèmes. Ils peuvent entraîner la perte de vies humaines, de moyens de subsistance et de biens, déplacer des communautés et endommager des infrastructures.
- Des précipitations plus intenses et des inondations peuvent entraîner des perturbations dans l'approvisionnement en eau et une mauvaise qualité de l'eau, par exemple :
 - les canalisations d'égouts sont obstruées par des débris emportés par les eaux, ou l'infrastructure de gestion des eaux usées est endommagée. Cela peut entraîner le débordement des égouts ou le déversement d'eaux usées brutes dans les rivières.
 - des substances dangereuses telles que l'essence, les huiles, les produits chimiques, les herbicides et les engrais sont transportées par les eaux de surface, les eaux souterraines et les sols.
- Des sécheresses plus nombreuses et plus longues signifient qu'il y a moins d'eau disponible pour diluer les rejets d'eaux usées. La qualité de l'eau en aval se dégrade, cela entraînera des risques pour la santé humaine.

- Sous l'effet de la chaleur, l'évaporation de l'eau des barrages, des zones humides et des systèmes sol/plante augmente la salinité de l'eau.
- L'augmentation des températures de l'air et de l'eau crée des conditions plus favorables aux maladies transmises par l'eau.

SUR L'AGRICULTURE ET L'ALIMENTATION

- L'évolution du régime des précipitations influe sur les cultures adaptées à une région.
- Les agriculteurs de subsistance et les petits exploitants qui dépendent des précipitations pourraient être durement touchés.
- Augmentation de l'érosion et de la sédimentation, entraînant la perte de la couche arable fertile et la diminution de la qualité des produits agricoles.
- Pertes de récoltes et de bétail dues à des tempêtes extrêmes, au vent, aux inondations ou à la sécheresse.
- L'eau polluée, salée ou sédimentée affecte les cultures, le bétail et les poissons.

SUR LE MONDE NATUREL

- Les écosystèmes fluviaux ont besoin d'une certaine quantité et d'une certaine qualité d'eau pour se maintenir. C'est ce qu'on appelle la "réserve écologique" : les humains doivent d'abord donner à la rivière avant de commencer à utiliser l'eau eux-mêmes. Nous avons besoin des services que les écosystèmes nous fournissent.

- L'érosion, la sédimentation, la pollution et la salinité affectent les écosystèmes aquatiques.
- Davantage de poissons et d'autres créatures aquatiques meurent en raison de la diminution de l'oxygène dans l'eau ou de l'augmentation des températures.
- Modifications des attractions aquatiques naturelles.
- Tout cela pourrait avoir une incidence sur le tourisme, dans les régions où le tourisme axé sur la nature constitue le principal attrait.

Eau et émissions climatiques³

L'utilisation, le stockage, la distribution et le traitement de l'eau et des eaux usées contribuent pour environ 10 % aux émissions climatiques mondiales. Les gaz à effet de serre se forment dans les décharges, les égouts à ciel ouvert, les barrages et les lagunes.

En outre, environ 4 % de la production mondiale d'électricité est utilisée pour transporter et traiter l'eau et les eaux usées. La consommation d'énergie dans le secteur de l'eau devrait doubler d'ici 2040 en raison de l'augmentation du dessalement de l'eau de mer. Si l'électricité provient de sources d'énergie renouvelables, son utilisation par le secteur de l'eau ne posera pas de problème majeur en termes d'émissions de carbone.

Outre tous les avantages qu'elles procurent en matière d'eau, la protection et l'extension des zones humides, des tourbières et des sols de mangrove améliorent également les puits de carbone et sont essentiels à l'action

climatique. Les tourbières stockent au moins deux fois plus de carbone que toutes les forêts. Les sols des mangroves peuvent fixer jusqu'à trois ou quatre fois plus de carbone que les sols terrestres. Les zones humides sont actuellement soumises à une forte pression et disparaissent à un rythme trois fois supérieur à celui des forêts. Une étude suggère que les zones humides, si elles sont protégées, peuvent prendre en charge 14 % de l'atténuation des gaz à effet de serre d'ici à 2030. Les zones humides purifient également l'eau, réduisent les risques d'inondation et de sécheresse et abritent de nombreuses espèces.

Quelles sont les questions relatives à la justice dans le domaine de l'eau ?

- L'eau est un **bien public essentiel** et ne doit pas être une marchandise privatisée.
- **Chacun doit disposer de suffisamment d'eau** pour boire, cuisiner, se laver et nettoyer. La qualité de l'eau doit être suffisante pour chaque usage.
- **Les agriculteurs de subsistance et les petits exploitants doivent avoir accès à l'eau** pour leurs cultures et leur bétail.
- **L'insécurité de l'eau touche davantage les groupes marginalisés.** Leur participation à la gouvernance de l'eau peut contribuer à améliorer les solutions et leur sécurité hydrique.

- La mise en place d'infrastructures hydrauliques, leur entretien, le traitement de l'eau, l'acheminement de l'eau jusqu'à son utilisation finale et son retour à la nature ont un coût. Ces coûts **doivent être répartis équitablement** dans la société. Les grandes entreprises peuvent se permettre de payer l'eau plus cher, tout comme les personnes plus riches. Les pollueurs doivent payer pour nettoyer l'eau qu'ils polluent. Le coût ne doit jamais être un obstacle à l'obtention d'une quantité d'eau suffisante pour mener une vie normale.
- Les personnes et les économies locales détruites par des **phénomènes météorologiques extrêmes** peuvent avoir besoin d'aide pour faire face à la situation et se rétablir. Pensez à l'ouragan Katrina à la Nouvelle-Orléans, aux inondations de 2022 au Pakistan ...
- Le rapport mondial des Nations unies sur la mise en valeur des ressources en eau de 2009 prévoit que si la crise climatique se poursuit, la pénurie d'eau dans certaines régions arides et semi-arides entraînera le **déplacement de 24 à 700 millions de personnes d'ici à 2030**⁸
- La concurrence pour accéder à l'eau devenue rare peut conduire à des **conflits** entre les pays, entre les résidents et les entreprises gourmandes en eau ou polluant l'eau, et entre les personnes. Un exemple pourrait être le barrage hydroélectrique construit en Éthiopie, qui réduit le débit du Nil vers l'Égypte.⁹

Nous devons nous organiser et planifier pour relever ces défis par la solidarité humaine, et non par la concurrence, le conflit ou la xénophobie.



Du plastique et d'autres déchets sont visibles dans un canal lors d'une enquête sur les déchets plastiques brûlés en Adana, Turquie. L'équipe a trouvé des emballages en plastique provenant de marques de produits alimentaires et de boissons et de supermarchés britanniques, allemands et internationaux.

Photo : © Caner Ozkan/Greenpeace

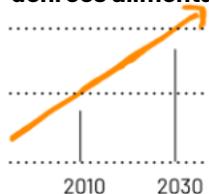
EN BREF :

Tendances de la transition en matière d'alimentation

CHANGEMENT CLIMATIQUE ET PRIX DES DENRÉES ALIMENTAIRES

Le prix moyen des aliments de base pourrait plus que doubler d'ici 2030, plus de la moitié de cette augmentation étant due à l'évolution des températures moyennes et des précipitations.

Hausse des prix des denrées alimentaires



Températures élevées

En juillet 2010, les températures ont dépassé les 40°C en Russie, détruisant des millions d'hectares de blé. La **production de blé a chuté de 30 %** et le **prix international a augmenté de 85 %**.

La sécheresse

En 2010, une sécheresse en Ukraine a fait **chuter la production** de blé de 20 % par rapport à l'année précédente.

Mousson

De fortes précipitations et de nombreux typhons ont frappé l'Asie du Sud-Est en 2011, affectant gravement 6 % de la superficie totale de riz de la région et faisant **grimper les prix** de 30 % dans certaines zones.

QU'EST-CE QUI NE VA PAS AVEC NOTRE SYSTÈME ALIMENTAIRE ?

Chaque soir, une personne sur sept se couche le ventre vide, soit près d'un milliard de personnes dans le monde. Les gens ont faim non pas parce que la production alimentaire est insuffisante, mais parce que notre système alimentaire est défaillant. En fait, 80 % des personnes souffrant de la faim dans le monde sont directement impliquées dans la production alimentaire. Nous pouvons lutter contre cette faim en soutenant les petits producteurs de denrées alimentaires, en luttant contre le changement climatique et en réduisant le gaspillage alimentaire.

DÉCHETS

Dans les pays industrialisés comme dans les pays en développement, des quantités inacceptables de nourriture sont gaspillées, mais pour des raisons totalement différentes.

Gaspillage des récoltes

Actuellement, les pays en développement gaspillent **près d'un tiers** de leur approvisionnement alimentaire. Un meilleur accès à des moyens de stockage, de réfrigération et de transport adéquats permettrait de réduire ce gaspillage.



Pays en développement 33 %

Gaspillage des consommateurs

Dans les pays industrialisés, les consommateurs et les détaillants jettent environ **un tiers de tous les aliments produits**.



Monde industrialisé 33 %

LA FAIM

1 personne sur 7 sur la planète souffre de la faim



60 % des personnes souffrant de la faim sont des femmes



En donnant aux femmes un accès égal aux ressources agricoles telles que les outils, les semences et le transport, **100 à 150 millions** de personnes pourraient manger à leur faim.

Le changement est possible

En investissant dans les petits exploitants agricoles, le Brésil a réduit le nombre de personnes vivant dans la pauvreté de 20 millions entre 2003 et 2009. Nous pouvons nous attaquer à la faim extrême en aidant les petits producteurs à produire plus de nourriture de manière plus durable.

Source: [Magazine GOOD et Oxfam, 2012](#)¹⁰

Qu'est-ce que la sécurité alimentaire ?

Les gens sont en sécurité alimentaire lorsqu'ils peuvent toujours obtenir et s'offrir suffisamment d'aliments nutritifs et sûrs. Les gens devraient être en mesure de faire des choix éclairés en matière d'alimentation et d'obtenir les aliments qu'ils aiment. L'accès à la nourriture est étroitement lié à l'approvisionnement alimentaire, de sorte que la sécurité alimentaire dépend d'un système alimentaire durable.¹¹

Plus de 820 millions de personnes souffrent de la faim et 2 milliards de personnes sont confrontées à des pénuries alimentaires modérées ou graves. Deux autres milliards souffrent de suralimentation, un état d'obésité dû à une alimentation déséquilibrée, avec les conséquences qui en découlent pour la santé, telles que le diabète et les maladies cardiaques.¹²

Le GIEC indique qu'au milieu du siècle, 8 à 80 millions de personnes supplémentaires risqueront de souffrir de la faim directement causée par la crise climatique, principalement en Afrique subsaharienne, en Asie du Sud et en Amérique centrale.¹³

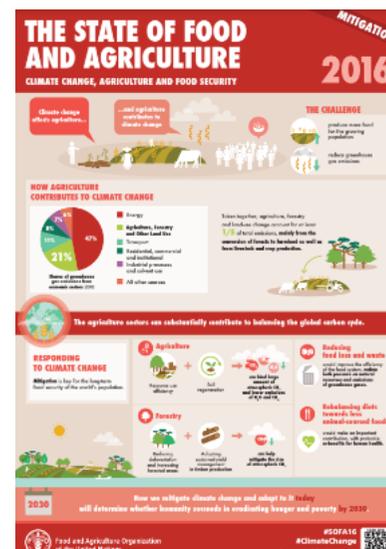
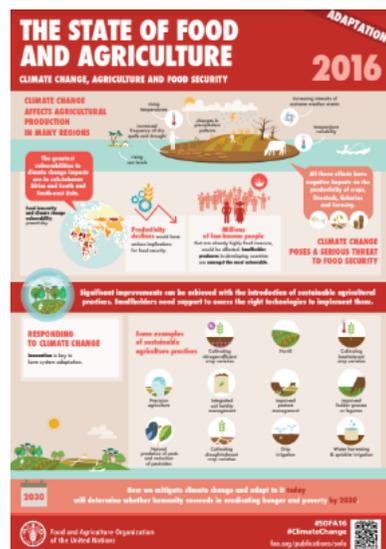
Certaines organisations appellent à la **souveraineté alimentaire** et y travaillent. La Via Campesina, un mouvement mondial d'agriculteurs, définit la souveraineté alimentaire comme « le droit des peuples à une alimentation saine et culturellement appropriée, produite par des méthodes écologiquement saines et durables, et leur droit à définir leurs propres systèmes

alimentaires et agricoles ». Elle reconnaît la nourriture comme un droit et un bien public, et non comme une marchandise. La terre, les semences, l'eau, le crédit et les autres ressources doivent être partagés équitablement.

Impacts climatiques liés à l'alimentation et solutions

Ces infographies 2016 de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture sont disponibles en plusieurs langues, y compris [français](#) et [arabe](#).

[Image/Infographie en [français – download high-res image here](#)]



Quelles sont les questions relatives à la justice foncière et alimentaire ?

- **La faim et la malnutrition (y compris l'obésité des pauvres).** La principale cause est la pauvreté combinée à un système alimentaire conçu pour maximiser les profits plutôt que pour nourrir les gens avec des aliments suffisamment nutritifs. Le retard de développement des enfants souffrant de faim ou de malnutrition les handicape pour la vie.
- **La hausse des prix des denrées alimentaires** réduit la quantité et la variété des aliments que les pauvres peuvent mettre dans leur assiette. Les gens se tournent vers les aliments ultra-transformés comme alternative bon marché, pratique et "savoureuse" aux aliments sains lorsque ceux-ci deviennent plus chers.
- **Les pays à faibles revenus et les populations pauvres sont plus exposés,** car ils disposent de protection limitée en matière de sécurité sociale et souffrent davantage de la hausse des prix des denrées alimentaires et de l'instabilité de l'approvisionnement alimentaire.
- **Les communautés rurales,** en particulier les petits exploitants agricoles, les éleveurs et les pêcheurs, sont extrêmement vulnérables face aux effets du climat, car leurs moyens de subsistance dépendent essentiellement de leur production.
- **Les personnes qui produisent nos aliments devraient pouvoir gagner décemment leur vie** en cultivant, pêchant, produisant, transformant, transportant, vendant au détail et servant des aliments. Les grandes entreprises alimentaires évincent les petits producteurs de denrées alimentaires.
- **Droits fonciers.**



Garde-manger communautaire aux Philippines. Pendant la pandémie de covidés, lorsque de nombreuses personnes ont perdu leurs revenus, la communauté autochtone Dumagat a mis en place un garde-manger dans la ville de Metro Manila, où elle a partagé ses récoltes avec les habitants.

Photo : © Basilio H. Sepe/
Greenpeace

- **La concurrence pour les terres.** Pour répondre aux besoins alimentaires futurs, il faudra partager davantage de terres, à moins que nous ne changions ce que nous mangeons et la manière dont nous cultivons les aliments. Les projets fonciers à grande échelle visant à atténuer le changement climatique augmenteront la concurrence pour les terres : le reboisement, la plantation d'arbres et les cultures destinées à la production de biocarburants ont tous besoin de terres. Les personnes les plus menacées par la concurrence foncière sont les petits exploitants agricoles, les populations autochtones et les groupes à faibles revenus. Le rapport 2021/2022 d'Amnesty International sur la situation des droits de l'homme met en garde contre l'empiètement de l'agriculture commerciale sur des terres agricoles qui ne leur appartiennent pas, laissant les gens sans terre pour cultiver leur propre nourriture.¹⁵

- **Les plantes et les animaux ont également besoin de terre.** L'activité humaine pousse un million d'espèces de plantes et d'animaux vers l'extinction. Le système alimentaire mondial est le principal moteur de la perte de biodiversité. Lors de la conférence de la Convention des Nations unies sur la diversité biologique qui s'est tenue en 2022, les pays ont convenu de « conserver et gérer efficacement au moins 30 % des terres, des eaux intérieures, des zones côtières et des océans de la planète » d'ici à 2030. Actuellement, 17 % et 10 % des zones terrestres et marines de la planète sont sous protection.



Réponse aux semences écologiques à Maguindanao, Philippines. Lors d'une démonstration à Brgy Looy, South Upi, les agriculteurs reçoivent des conseils sur la quantité d'engrais organique à appliquer pour chaque graine de maïs écologique. Les agriculteurs indigènes de cette région ont été gravement touchés par les catastrophes naturelles et s'efforcent de rétablir leurs systèmes alimentaires. Photo : © Grace Duran-Cabus/Greenpeace

EN BREF :

Tendances de la transition en matière d'énergie

Énergie et émissions climatiques

La majeure partie des émissions de gaz à effet de serre causées par l'homme provient de l'énergie : la combustion du charbon, de la tourbe, du schiste bitumineux, du pétrole, du gaz fossile, des biocarburants et des déchets, ainsi que les gaz qui s'échappent lors de l'extraction ou du traitement des sources d'énergie (appelés « émissions fugitives »), par exemple le méthane lors de l'extraction du gaz fossile. Nous ne résoudrons pas la crise climatique si nous ne nous éloignons pas de tout cela.

Qu'est-ce que la sécurité énergétique ?

L'énergie fait référence à l'électricité, aux combustibles liquides utilisés pour le transport ou le chauffage, et aux combustibles solides comme le bois que les gens brûlent pour cuisiner ou se réchauffer.

On dit d'un pays, d'une économie ou d'un ménage qu'il jouit de la sécurité énergétique lorsqu'il dispose sans interruption de sources d'énergie pour répondre à la

demande à un prix abordable. Les planificateurs doivent tenir compte de la demande future d'énergie, des développements économiques, des besoins environnementaux et de la géopolitique lorsqu'ils planifient et investissent pour assurer la sécurité énergétique à long terme.

Les ménages devraient avoir accès à des services énergétiques abordables, propres et modernes qui ne nuisent pas à leur santé.

Impacts climatiques liés à l'électricité

Les effets des changements climatiques sur l'approvisionnement en électricité pourraient être les suivants :¹⁶

- Le réchauffement climatique est susceptible d'augmenter la demande d'électricité pour le refroidissement en été, en particulier la demande de pointe pendant les vagues de chaleur, et de diminuer la demande de chauffage en hiver.
- La température de l'eau pourrait être plus élevée, de sorte qu'elle ne pourrait pas refroidir autant les centrales électriques.
- La quantité d'eau disponible pour produire de l'électricité ou extraire du carburant changera. La concurrence pour l'eau entre la production d'énergie et d'autres utilisations pourrait s'intensifier.
- Des tempêtes plus fréquentes et plus intenses

pourraient endommager les centrales électriques, les infrastructures de distribution d'électricité, les installations de stockage, ainsi que les infrastructures et les équipements de livraison du charbon.

- Les centrales nucléaires situées en bord de mer pourraient être affectées par les ondes de tempête.

Quelques solutions¹⁷

Construire ou moderniser les infrastructures énergétiques pour qu'elles résistent au changement climatique.

Minimiser l'utilisation de l'eau dans la chaîne de valeur de l'énergie.

Éliminer progressivement les combustibles fossiles dès que possible. Il faut interrompre les investissements dans la prospection et l'exploitation de nouveaux combustibles fossiles, supprimer progressivement les subventions aux combustibles fossiles, fixer des dates d'élimination progressive de l'électricité produite à partir du charbon et des moteurs à combustion interne, restreindre les infrastructures liées aux combustibles fossiles et réduire immédiatement les fuites de méthane. Selon le plan d'action énergie-climat (voir ci-dessous), les pays de l'OCDE devraient éliminer progressivement le charbon d'ici à 2030 et réorienter immédiatement les financements internationaux vers la transition énergétique. Les pays non membres de l'OCDE devraient éliminer progressivement le charbon d'ici à 2040, tout en reconnaissant que de nombreux pays en développement

auront besoin d'aide pour mener à bien ce processus.

Développer massivement les énergies renouvelables.

Ces technologies sont moins coûteuses et plus rapides à mettre en place, et peuvent assurer un approvisionnement local décentralisé dans les zones rurales où il est très difficile d'accéder au réseau électrique. Depuis 2013, les énergies renouvelables représentent la majeure partie des nouvelles centrales électriques construites. Mais l'expansion des énergies renouvelables doit s'accélérer six fois plus vite qu'elle ne l'a fait jusqu'à présent.

Créer des réseaux de transport d'électricité propres capables d'absorber et de distribuer l'énergie renouvelable de l'endroit où elle est produite à l'endroit où elle est nécessaire.

Électrifier d'autres utilisations de l'énergie, comme les transports, le chauffage et la climatisation, parce que nous pouvons assainir l'électricité.

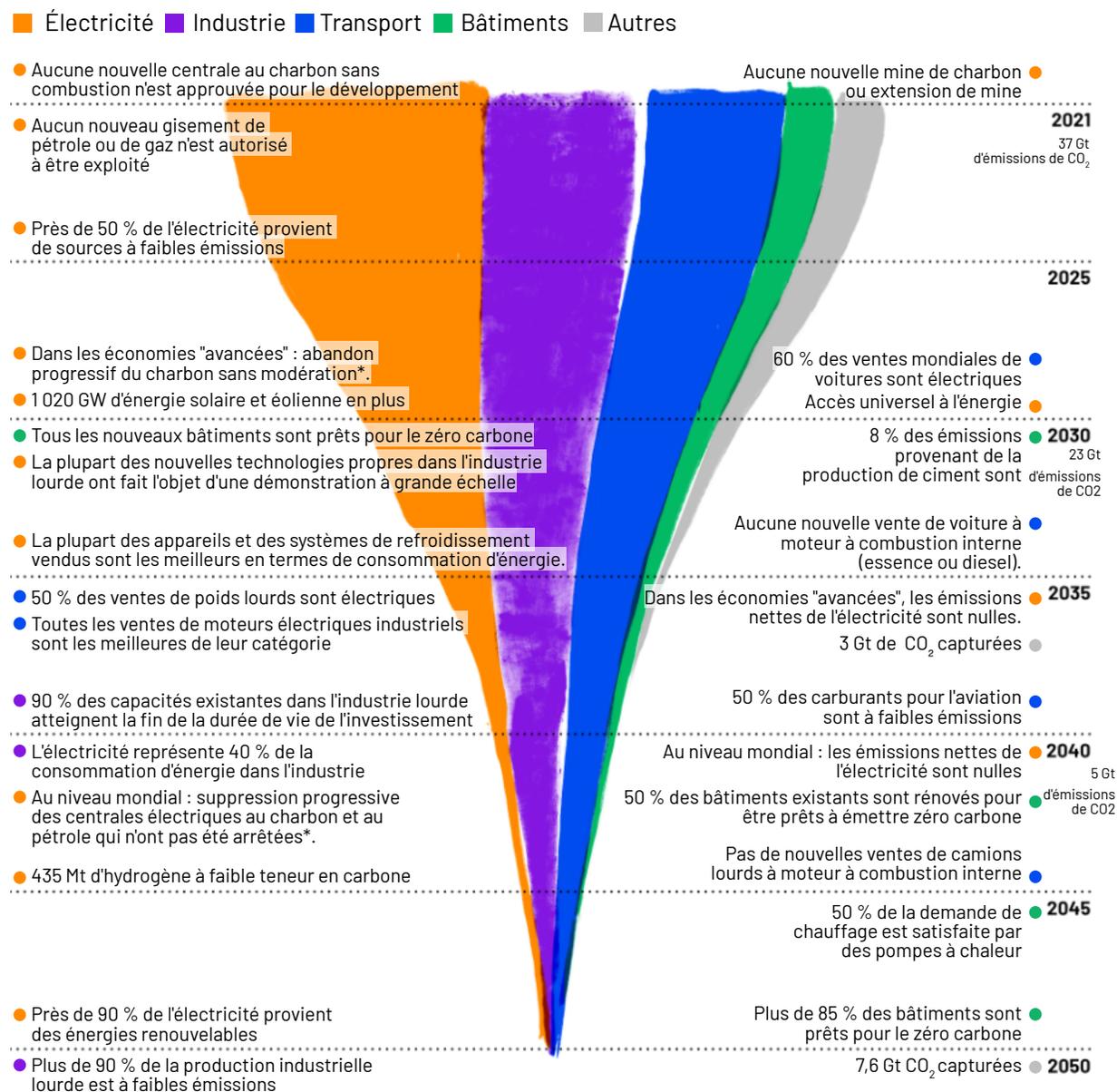
Passer à des carburants liquides et gazeux neutres en carbone pour les utilisations qui ne peuvent pas être facilement électrifiées. Par exemple, l'hydrogène vert pour les transports longue distance, les transports lourds ou le chauffage industriel, et les biocarburants durables pour l'aviation. Il convient de noter que l'hydrogène "vert" et les carburants aéronautiques "durables" risquent d'entrer en concurrence avec les populations et l'environnement pour l'accès à l'eau et à la terre si ces nouvelles technologies sont mises en œuvre à grande échelle. L'hydrogène vert pourrait créer 6 millions d'emplois d'ici à 2030.

Réduire la demande d'énergie. Et ce, au moins trois fois plus que ce qui a déjà été réalisé au cours des dix dernières années. Les entreprises, les industries et les ménages doivent devenir très économes sur le plan énergétique. Cela passe par la construction de bâtiments, l'utilisation de l'énergie dans la production et des changements de comportement, en particulier au sein de la classe moyenne et des riches. En 2021, après la levée des restrictions imposées par Covid-19, la demande mondiale d'énergie a augmenté de 5,4 %. Cette hausse a été en partie satisfaite par une utilisation accrue du charbon, ce qui a entraîné la plus forte augmentation annuelle des émissions mondiales de CO₂ provenant du secteur de l'énergie.¹⁸

UNE FEUILLE DE ROUTE POUR LE SECTEUR MONDIAL DE L'ÉNERGIE

L'Agence internationale de l'énergie (AIE) a été créée par les pays de l'OCDE. Elle publie chaque année un rapport sur les perspectives énergétiques mondiales (**World Energy Outlook**) basé sur des recherches techniques approfondies, qui est pris au sérieux par les industries de l'énergie et les gouvernements. En 2021, l'AIE a publié un rapport intitulé Net Zero by 2050 : Une feuille de route pour le secteur mondial de l'énergie, qui « définit une voie étroite mais réalisable pour que le secteur mondial de l'énergie atteigne des émissions nettes nulles d'ici à 2050 ». Le monde de l'énergie ayant beaucoup changé, l'UE a publié une feuille de route actualisée en 2022. On peut ne pas être d'accord avec toutes ses hypothèses ni avec la vision du

Principales étapes sur la voie de l'absence totale d'émissions d'ici à 2050



Source: [Agence internationale de l'énergie : Agence internationale de l'énergie.](#)

License: CC BY 4.0 (report); CC BY NC SA 4.0 (Annex A).

*sans mesures de contrôle de la pollution

monde de l'AIE. Par exemple, elle autorise les **technologies contestées de captage et de stockage du carbone (CSC)** comme moyen d'atteindre le niveau zéro. Néanmoins, il est utile de voir ce qu'elle précaunise de faire et le calendrier qu'elle propose. Il se peut qu'il ne soit pas assez rapide ou que ses mesures n'adressent pas les problèmes en profondeur.

Il est important de noter que même l'AIE dit qu'à partir de 2021 déjà :

- *Aucune nouvelle centrale au charbon inconsiderée ne devrait être autorisée à se développer dans le monde. Par « inconsiderée », ils entendent que toute nouvelle centrale au charbon approuvée doit être équipée de technologies permettant de réduire les émissions de carbone, telles que le captage et le stockage du carbone (CSC).
- Aucune exploration de nouvelles ressources pétrolières n'est nécessaire pour répondre à la demande d'énergie.
- Aucun nouveau gisement de pétrole ou de gaz n'est nécessaire en dehors des gisements dont l'exploitation a déjà été approuvée.

Quelles sont les questions relatives à la justice énergétique ?

- **L'élimination progressive des combustibles fossiles doit s'accompagner d'une diversification économique** dans les pays dont l'économie repose en grande partie sur la production de combustibles fossiles.
- **Les travailleurs et les communautés qui dépendent des chaînes de valeur des combustibles fossiles doivent être soutenus** tout au long de la transition, grâce à des politiques actives du marché du travail et à la protection sociale.
- **Accès à des services énergétiques modernes et abordables pour tous.** 940 millions de personnes (13 % de la population mondiale) n'ont pas accès à l'électricité. 40 % de la population mondiale n'a pas accès à des combustibles propres pour cuisiner.¹⁹ L'accès comprend la possibilité de s'offrir l'électricité et des transports publics décents. Les pauvres pourraient bénéficier d'un accès gratuit.
- **Effets de la pauvreté énergétique sur la santé.** De nombreux ménages pauvres brûlent encore des combustibles solides tels que le bois, les résidus de récolte, les bouses, le charbon de bois et le charbon. La fumée peut provoquer des pneumonies, des accidents vasculaires cérébraux, des maladies cardiaques, des broncho-pneumopathies chroniques obstructives et des cancers du poumon. En 1980, près de 66 % de la population mondiale utilisait des

combustibles solides pour cuisiner. 30 ans plus tard, ce chiffre est tombé à 41 %.

- Outre les émissions de gaz à effet de serre qui sont à l'origine de la crise climatique, les **combustibles fossiles créent également une pollution locale** autour des mines et des usines de transformation, qui pollue l'eau et l'air et détruit la santé des communautés locales.
- La question de la **propriété de l'approvisionnement en électricité et des transports de masse se pose**. Comme il s'agit de services dont tout le monde a besoin, ils devraient appartenir à l'État et être gérés par lui. Dans certains endroits, ces services ont été privatisés ou commercialisés - une évolution qui s'est intensifiée au cours de la transition climatique. D'autres plaident en faveur d'une « propriété sociale », par exemple par le biais de coopératives communautaires. Des documents intéressants du Syndicat pour la démocratie énergétique (Trade Unions for Energy Democracy) sur ces questions sont disponibles dans la section Ressources de cette session.

🔗 Ressources

Sur [le site du cours](#), vous trouverez des études, des vidéos et des sites traitant des sujets de cette session, ainsi que toutes les références.



Sindy Maoro avec un panneau solaire à l'extérieur de sa maison en Afrique du Sud. Elle a construit sa propre maison il y a deux ans et a attendu l'électricité, mais seules des promesses vides sont arrivées jusqu'à elle. L'énergie solaire a amélioré son niveau de vie. Photo : © Mujahid Safodien/Greenpeace

ÉTUDE DE CAS SUR LA TRANSITION D'UN PAYS:

la Colombie

Compte tenu du rôle important de l'extraction et des exportations de charbon dans l'économie colombienne, cette étude de cas se concentre sur les secteurs de l'énergie et de l'extraction. Mais l'agriculture, l'utilisation des terres et la déforestation sont également importantes du point de vue de la transition climatique. L'agriculture est une source importante de revenus pour la Colombie puisqu'elle représente 17 % de la population active.

Selon le Forum économique mondial, la Colombie est le pays d'Amérique latine qui a le plus progressé sur la voie de la transition énergétique. Elle dispose également d'un important potentiel de production d'énergie renouvelable dans les régions actuellement dominées par l'exploitation du charbon. Cependant, le pays n'a pas encore finalisé de stratégie nationale de transition juste, et l'élimination progressive de l'exploitation et de l'utilisation du charbon n'est pas encore à l'ordre du jour.



Photo [Milo Miloezger](#), Unsplash

Économie politique

Le charbon est un produit d'exportation important

La Colombie possède les plus grandes réserves de charbon d'Amérique latine et est le cinquième exportateur mondial de charbon thermique. Elle exporte 90 % de son charbon. Ces exportations sont cruciales au niveau macroéconomique.

La stratégie d'exportation de charbon de la Colombie est très exposée au renforcement de la réglementation climatique et aux mesures de transition énergétique en Europe, son principal marché d'exportation. Cela signifie

que 30 000 travailleurs de la chaîne de valeur du charbon risquent de perdre leur emploi. En outre, il y a la menace d'actifs bloqués.

Par ailleurs, la production d'électricité en Colombie repose en grande partie sur l'hydroélectricité, un système électrique vulnérable aux effets du changement climatique.

En réponse à cette double menace, les risques de transition pour l'emploi et l'insécurité énergétique due à la crise climatique, des pressions ont été exercées pour diversifier le bouquet électrique en augmentant l'utilisation domestique du charbon (et du gaz). L'idée est que cela permettra de faire face aux impacts de la réduction des exportations et à la vulnérabilité du système électrique face à l'augmentation des sécheresses.

Si l'arrêt progressif de l'utilisation du charbon dans le pays est un moyen de faire face à la réduction future des exportations et aux incidences sur le climat, il témoigne d'un décalage entre la politique énergétique de la Colombie et ses engagements en matière de lutte contre le changement climatique.

La contribution du charbon aux économies locales

Les mines de charbon contribuent aux économies locales des régions d'extraction - en particulier les

régions du nord-est de Cesar et de La Guajira - par le biais des redevances, de l'emploi et des dépenses locales. Toutefois, on peut se demander dans quelle mesure ces régions en bénéficient, compte tenu des niveaux élevés de pauvreté et d'exclusion qui y règnent, ainsi que des impacts sociaux et environnementaux négatifs subis par les populations qui y vivent.

Retard de développement dans les zones rurales

Globalement, le développement rural dans les régions pauvres est étouffé depuis des décennies en raison du conflit colombien, des problèmes de sécurité et du trafic de drogue. Malgré l'accord de paix signé entre le gouvernement colombien et les FARC (Forces armées révolutionnaires de Colombie) en 2016, les groupes paramilitaires restent une force de déstabilisation majeure dans le pays.

Une attention limitée à la justice

En outre, la politique actuelle de transition énergétique a été critiquée parce qu'elle met l'accent sur la croissance économique plutôt que sur la justice. Elle est considérée comme un "extractivisme vert", qui perpétue essentiellement les erreurs de l'industrie minière, à savoir inviter de grandes entreprises à installer des parcs solaires et éoliens dans certaines régions, en extrayant les

ressources naturelles de ces régions sans que les communautés n'en tirent profit et sans que l'État ne perçoive de revenus importants.

Les parties prenantes et leurs intérêts

Le gouvernement

Depuis les années 1990, le gouvernement national a fondé sa politique économique sur l'extraction des ressources naturelles, qu'il considère comme le principal moteur du développement. Cela a facilité l'entrée et le fonctionnement des entreprises étrangères dans le secteur de l'extraction à grande échelle. Au cours de cette période, les principaux acteurs du secteur minier ont renforcé leurs liens avec l'élite politique nationale, créant ainsi une alliance solide entre le gouvernement national, les élites locales et le secteur minier.

L'élection de l'ancien guérillero et socialiste Gustavo Petro comme nouveau président de la Colombie (potentiellement) marque un tournant historique. Il a promis de mettre l'accent sur la paix, la justice sociale et l'environnement et vise à réduire la dépendance de

la Colombie à l'égard des exportations de pétrole et de charbon en passant à l'énergie solaire et éolienne, tout en promouvant l'agriculture, la production alimentaire et le tourisme pour stimuler l'économie. Il s'est également engagé à mettre un terme à toute nouvelle exploration pétrolière et à la construction de nouvelles mines à ciel ouvert de grande envergure.

Les entreprises

Les associations professionnelles font pression en faveur de l'expansion de l'énergie au charbon et au gaz, compte tenu des menaces futures de rationnement de l'électricité et de coupures de courant dues à des sécheresses plus extrêmes et plus fréquentes qui auront un impact sur la production d'énergie hydroélectrique du pays. Elles affirment également que cela est justifiable étant donné les faibles émissions du mix électrique actuel.

LES SOCIÉTÉS MINIÈRES

Le faible coût de la main-d'œuvre et l'absence de législation environnementale ont fait de la Colombie une destination d'investissement attrayante pour les grandes multinationales qui y ont établi leurs mines de charbon destinées à l'exportation. Dans le passé, il existait une relation entre le conflit armé et le secteur minier pendant la période de violence paramilitaire en Colombie, dans la mesure où les hommes d'affaires nationaux et étrangers étaient en mesure d'acheter massivement des parcelles

pour développer des projets miniers et énergétiques. Cette histoire d'accumulation de capital dans l'industrie énergétique et minière est un facteur décisif dans l'augmentation des inégalités dans le pays.

Dans ce contexte, les compagnies minières devraient assumer la responsabilité de leurs employés qui ont travaillé pour elles, ainsi qu'une part de responsabilité dans le rétablissement de la société affectée par la violence de la guerre. Toutefois, les actions de Prodeco, une filiale de la multinationale suisse Glencore, suscitent des inquiétudes. Sans aucune consultation préalable avec les syndicats, les communautés locales et les autres parties prenantes, l'entreprise a indiqué qu'elle avait l'intention de cesser ses activités d'extraction de charbon en Colombie.

Les communautés locales

En Colombie, la majeure partie de l'extraction du charbon se fait dans des mines à ciel ouvert, à forte intensité de capital et à fort impact, dans les régions de Cesar et de La Guajira, dans le nord-est du pays. Pendant des décennies, les décisions prises de haut en bas par les gouvernements précédents n'ont généralement pas tenu compte de la voix des communautés concernées par l'exploitation minière ou l'extraction. Les déplacements internes qui en résultent et la répartition inégale des terres ont été et restent deux éléments déclencheurs des conflits fréquemment

violents et de la guerre civile qui couve toujours en Colombie. Il existe également de réelles inquiétudes quant au fait que les communautés ne bénéficieront pas des investissements dans les énergies renouvelables, qu'ils soient en cours ou prévus.

Les syndicats

Les syndicats colombiens étaient parmi les plus puissants jusqu'aux années 1990. Cependant, la violence, les lois et politiques antisyndicales et les changements massifs du marché du travail, tels que la privatisation généralisée et l'augmentation considérable du nombre de personnes occupant des emplois informels et précaires, ont sapé l'organisation syndicale. En conséquence, le nombre de syndiqués a diminué de moitié en moins de 20 ans et il ne reste plus que 850 000 syndiqués. Cela signifie que moins de 4 % de la main-d'œuvre est syndiquée.

La société civile et les organisations militantes

Dans le passé, les acteurs qui cherchaient à limiter les activités extractives ou à influencer leur gouvernance - tels que les syndicats de mineurs, les communautés indigènes et les organisations non gouvernementales - s'appuyaient principalement sur des stratégies d'opposition telles que les grèves, les blocages et les marches. En outre, les communautés indigènes se sont

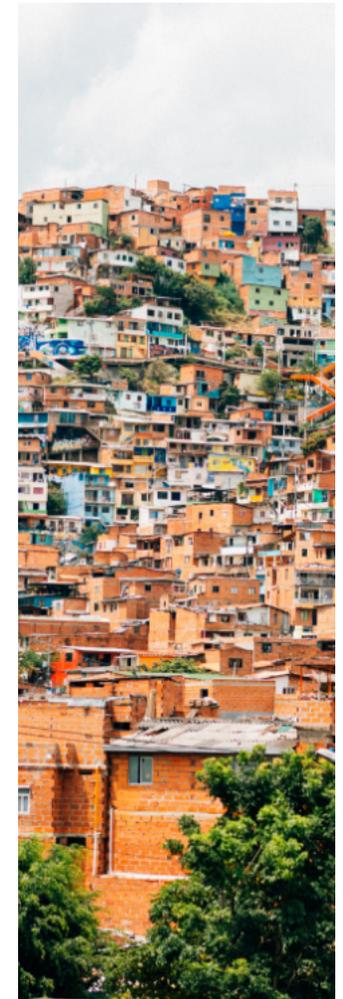


Photo Kobby Mendez, Unsplash

également appuyées sur un mécanisme judiciaire établi dans la Constitution de 1991 pour protéger les citoyens contre toute violation de leurs droits fondamentaux d'exiger des consultations préalables sur les décisions minières qui pourraient les affecter. Ces dernières années, les autorités municipales des zones présentant un potentiel d'extraction se sont également engagées dans une nouvelle forme d'opposition institutionnelle lorsqu'elles ne sont pas d'accord avec les plans du gouvernement national concernant les activités d'extraction dans leurs municipalités.

climatique sur le secteur agricole. Les émissions liées à l'utilisation des terres et à la déforestation, qui représentent plus de 36 % des émissions totales du pays, sont liées à l'élevage extensif, à l'exploitation minière illégale, à la poursuite du conflit armé et à l'utilisation du bois comme combustible dans les zones rurales.

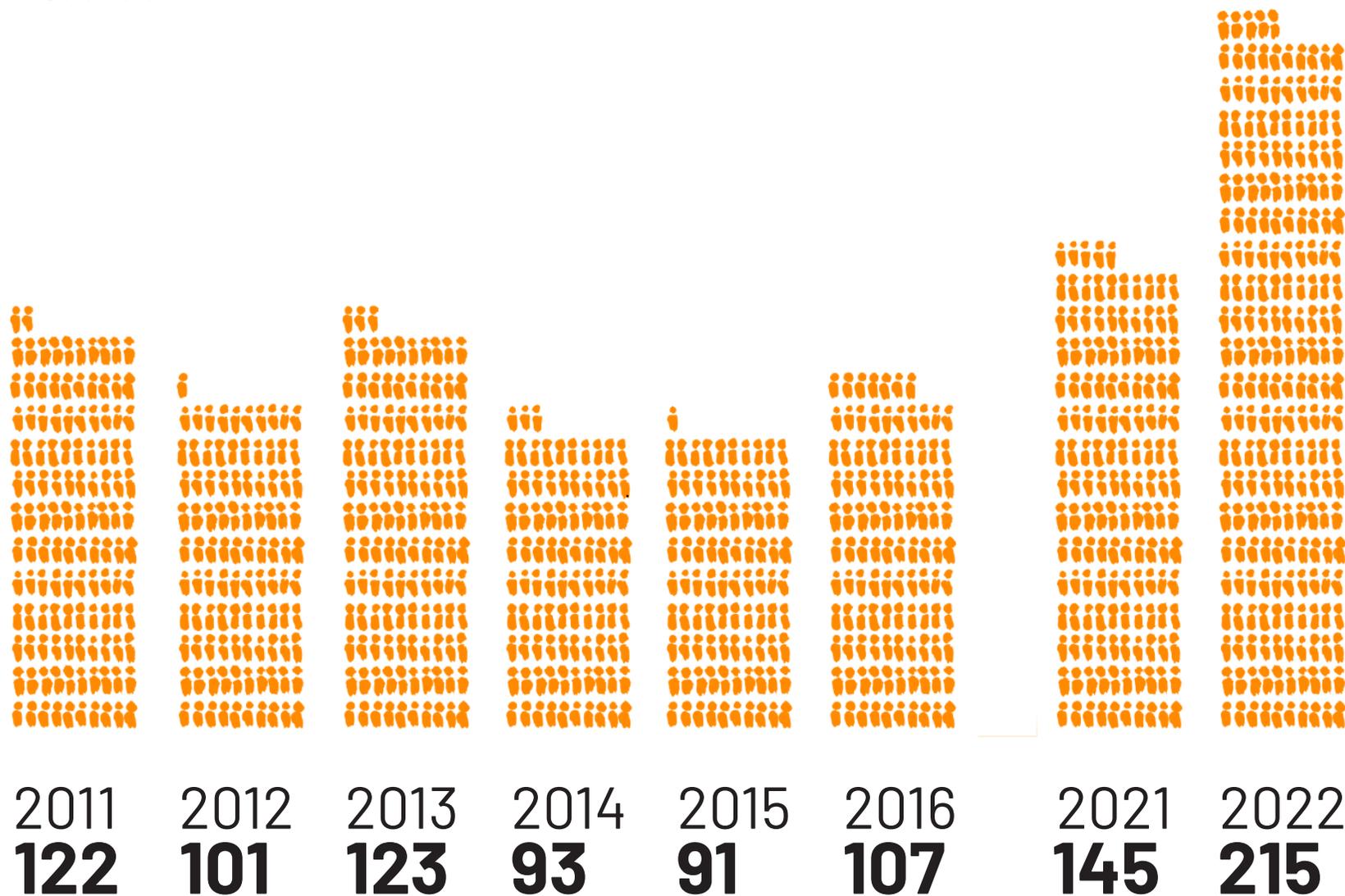
Enfin, et c'est important compte tenu de son rôle central dans le passé, **la société civile est menacée.**

Questions de justice

La transition climatique aura un impact socio-économique profond sur la région minière du nord de la Colombie. La **fermeture de l'industrie du charbon sans une transition juste** prenant en compte tous les acteurs de la chaîne de production laisserait des milliers de familles sans moyens de subsistance. L'absence de transition ignorerait également la responsabilité des entreprises de fournir des compensations pour les dommages environnementaux qu'elles ont causés et le déplacement de communautés entières pendant plusieurs décennies.

Environ 60 % de la population colombienne souffre d'**insécurité alimentaire et de malnutrition**, qui seront exacerbées par l'impact du changement

Nombre annuel de militants des droits de l'homme, d'activistes communautaires et de syndicalistes tués en Colombie.



Source : [Justice pour la Colombie](#) et pour 2020-2022 du médiateur colombien pour les droits de l'homme [cité ici](#).

Processus de transition

Dirigé par le gouvernement

Alors que le [Plan national de développement de la Colombie \(2018-2022\)](#) vise à augmenter la production de charbon et identifie le secteur de l'énergie, y compris l'extraction du charbon, comme un moteur principal du développement rural, il comprend également un pilier sur le [travail décent](#). Ce pilier vise à accroître la couverture des régimes de protection sociale et à promouvoir un plus grand dialogue social susceptible de soutenir des mesures de transition juste et la création d'emplois décents et verts.

Le ministère colombien de l'environnement et du développement durable et le Programme des Nations unies pour le développement ont analysé en 2020 les questions relatives à la transition équitable dans les secteurs de l'énergie, des transports et de l'agriculture en Colombie. Cette étude a servi de base à l'élaboration des stratégies de transition juste pour définir la stratégie de développement de solutions à faibles émissions du pays à long terme.

Les objectifs climatiques de la Colombie pour 2020 - sa [contribution déterminée au niveau national](#) (CDN)

dans le cadre de l'Accord de Paris - soulignent l'importance d'une transition juste, avec un objectif pour 2023 pour le ministère du Travail de formuler une **stratégie nationale pour une transition juste** de la main-d'œuvre.

Engagement syndical

En novembre 2019, le gouvernement et l'OIT ont signé un **engagement pour des emplois verts et une transition juste** qui vise à préparer la main-d'œuvre et le secteur privé du pays aux défis de la « croissance verte », en mettant l'accent sur la transformation des emplois informels en emplois formels, l'augmentation de la productivité et le renforcement des capacités. L'engagement vise également à renforcer le dialogue tripartite (entre le gouvernement, les employeurs et les travailleurs) et l'engagement des parties prenantes afin d'élaborer des politiques publiques pour la transition vers une économie verte.

Initiatives de la société civile

Malgré le scepticisme des communautés et la conviction que le dialogue a été capturé par Prodeco, l'organisation Improbable Dialogues a mené le processus "Groupe de dialogue improbable sur l'avenir du corridor minier de Cesar", auquel participent des entreprises minières, des universités et des représentants des syndicats et des paysans. À ce jour, ce processus a débouché sur quelques

accords initiaux, tels que la reconnaissance du fait que les défis auxquels la région de Cesar est confrontée sont "structurels, variés et complexes" et que la transition implique une coresponsabilité entre les acteurs locaux et régionaux.



Photo Ricardo Arce, Unsplash

Défis et réussites

✓ Succès

MISE EN PLACE DES BASES D'UNE TRANSITION INCLUSIVE.

Les syndicats, les communautés et les organisations de la société civile peuvent utiliser les éléments du plan national de développement et de l'engagement en faveur des emplois verts et de la transition juste qui soutiennent la protection sociale et les processus de dialogue social inclusifs.

INCLUSION DE LA TRANSITION ÉQUITABLE DANS LES POLITIQUES NATIONALES.

Comme pour le plan de développement national, la stratégie à long terme et les objectifs climatiques de la Colombie (contributions déterminées au niveau national), ce qui peut faciliter la coordination des actions liées à une transition juste dans différents secteurs.

🌀 Défis

POURSUITE DE LA PRODUCTION DE COMBUSTIBLES FOSSILES.

En 2013, l'industrie des combustibles fossiles a contribué à [un tiers](#) des recettes nationales. Le secteur bénéficie de multiples [subventions](#), telles que des déductions et des exonérations fiscales. De plus, le [plan de développement national](#) (2018-2022) vise à augmenter considérablement la production de charbon.

FINANCEMENT DU PROCESSUS DE PAIX.

La nécessité de financer le processus de paix, associée à la possibilité d'étendre l'exploration extractive dans les anciennes zones de conflit, pourrait favoriser davantage le développement de l'exploitation du charbon à grande échelle et d'autres activités à forte intensité de combustibles fossiles.

GARANTIR DES PROCESSUS ÉQUITABLES DE CONSULTATION DES PARTIES PRENANTES.

[Les inquiétudes](#) concernant les violations des droits de l'homme et le manque de consultation concernant certains projets hydroélectriques à grande échelle soulignent l'importance de l'engagement des parties prenantes dans tous les domaines politiques, en particulier ceux qui sont susceptibles d'avoir des répercussions régionales importantes.

Les notes relatives à cette étude de cas sont disponibles sur le site [web du cours](#).

ÉTUDE DE CAS SUR LA TRANSITION
D'UN PAYS:

l'Espagne

Économie politique

Un initiateur mondial de discussions sur la transition juste – par nécessité

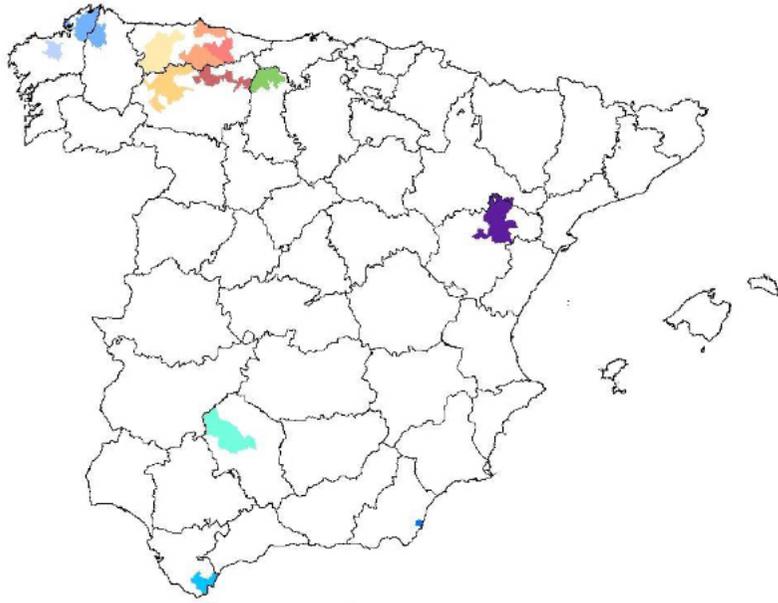
Depuis que l'Espagne est devenue une démocratie en 1975, son économie s'est développée pour devenir la quatrième plus grande de la zone euro. Ses diverses industries comprennent l'industrie manufacturière, les services financiers, les produits pharmaceutiques et un important secteur touristique.¹ La population est de 47,3 millions d'habitants², dont 4 % sont employés dans l'agriculture, 20 % dans le secteur industriel et 76 % dans le secteur tertiaire (principalement le tourisme et la banque).³

Deux caractéristiques sont importantes pour sa transition vers une économie à faibles émissions de carbone. Premièrement, le taux de chômage est élevé (13,5 %).⁴ Deuxièmement, l'industrie du charbon est en déclin depuis la fin des années 1990 et emploie aujourd'hui 1 700 personnes, contre 45 000 en 1990.



Bien qu'il s'agisse d'une proportion relativement faible de la population totale, deux problèmes cruciaux se posent ici. Premièrement, l'exploitation minière est concentrée dans quelques villes et régions, ce qui provoque une détresse locale extrême, avec un dépeuplement des villes minières pouvant atteindre 40 %. Deuxièmement, ce déclin a commencé il y a environ 30 ans, sous l'effet de divers facteurs, dont la politique gouvernementale et la concurrence économique internationale. La plupart des mines de charbon restantes n'ont survécu que grâce à des subventions financées par l'impôt - 22 milliards d'euros entre 1992 et 2014. Mais les subventions sont de plus en plus souvent supprimées en raison de la politique climatique européenne.⁵ L'Espagne a donc commencé à subir les pressions sociales et économiques liées à la transition climatique bien avant de nombreux autres pays. Cela a peut-être contribué à faire de ce pays un initiateur mondial des discussions et des politiques relatives à la transition juste. Les principales préoccupations de l'Espagne en matière de transition énergétique juste sont la création d'emplois et la régénération économique et environnementale des régions où les mines ont fermé.

Flash mob par Alianza por el Clima, qui a installé une "plage" sur la Plaza de Callao à Madrid, afin de sensibiliser le public à l'augmentation des températures extrêmes liée au changement climatique.



Zones en Espagne où des accords de transition juste sont en cours d'élaboration au 1er mai 2023 pour la fermeture des centrales à charbon ou nucléaires.

Source : trancionjusta.gob.es

Les parties prenantes et leurs intérêts

Le gouvernement

L'Espagne est une monarchie constitutionnelle, le rôle du monarque étant essentiellement cérémoniel. La politique officielle est exercée dans le cadre d'une démocratie parlementaire. Le pouvoir est fortement décentralisé, avec 17 communautés autonomes et deux

villes autonomes qui ont une influence substantielle sur les décisions politiques et financières internes.⁶

L'Espagne est un exemple notable de processus de transition juste formel et géré, car le gouvernement a mis en place une structure administrative complète pour superviser et mettre en œuvre la transition : le ministère de la transition écologique. Ce ministère travaille aux côtés du ministère du travail, des migrations et de la sécurité sociale et du ministère de l'industrie, du tourisme et du commerce pour coordonner les activités à tous les niveaux de gouvernement, de l'administration générale de l'État aux communautés autonomes en passant par les autorités locales, et pour initier une implication inclusive et participative de tous les secteurs de la société, y compris les entreprises, les syndicats, les établissements d'enseignement et les organisations de la société civile.⁷

Ces structures ont été principalement mises en place entre 2018 et 2020 et sont le résultat des efforts soutenus de nombreux groupes et réunions au niveau national et international, les syndicats étant au premier plan.⁸

Les entreprises

À l'heure actuelle, la transition juste de l'Espagne se concentre presque exclusivement sur le secteur de l'énergie, et il s'agit d'un processus descendant. L'Espagne étant membre de l'Union européenne (UE), elle est tenue de se conformer à la politique climatique de l'UE et reçoit donc un financement important pour soutenir les efforts



de décarbonisation. Les principaux intérêts commerciaux sont les mines et les producteurs d'énergie (qui seront touchés par les fermetures obligatoires), et les institutions financières telles que Santander, BBVA, CaixaBank et la Fondation Repsol. Ces acteurs financiers influencent les sources de financement de la transition et les mesures d'incitation en réduisant le financement des sources d'énergie non renouvelables, en investissant directement dans des projets d'énergie renouvelable et en encourageant les investisseurs privés à réorienter leur financement. La politique et le financement des gouvernements, en accord avec l'UE, orchestrent ce changement dans l'activité des entreprises ; les entreprises en dehors du secteur de l'énergie ont peu d'intérêt pour la décarbonisation ou la transition juste.⁹ L'un des programmes les plus innovants est l'appel d'offres "Just Transition", qui permet à des projets privés d'énergie renouvelable d'accéder au réseau en fonction des avantages socio-économiques et environnementaux combinés. Ce système fait appel à la concurrence fondée sur le marché, mais ne vise plus uniquement à maximiser les profits, mais plutôt à créer une synergie entre le profit et le bien public.¹⁰

Les syndicats

En Espagne, deux fédérations rassemblent la majorité des membres des syndicats : la **Confédération** post-communiste **des commissions de travailleurs (CCOO)** et la **Fédération générale des travailleurs (UGT)**, de tendance sociale-démocrate. Ces deux fédérations comptent environ 900 000 membres.¹¹

Historiquement, ces deux fédérations étaient politiquement antagonistes. Les CCOO, formées dans les années 1950, ont joué un rôle important dans l'opposition à la dictature fasciste et entretenaient des relations étroites avec le parti communiste, tandis que l'UGT, formée dans les années 1880 mais largement dispersée pendant la dictature, était alliée au parti socialiste (PSOE). Depuis les années 1990, leurs divergences politiques sont devenues mineures et elles fonctionnent généralement à l'unisson, formant la base de relations de travail stables, institutionnalisées et démocratiques.

La force des autres syndicats est spécifique à chaque région. Par exemple, en Galice, la **Confédération syndicale galicienne (CIG)**, issue de plusieurs groupements régionaux plus petits, est aussi puissante que les CCOO et l'UGT, tandis qu'au Pays basque, les deux syndicats nationalistes, la **Solidarité des**

travailleurs basques (ELA-STV) et les **Comités nationalistes des travailleurs (LAB)**, respectivement catholiques sociaux et séparatistes, sont plus puissants ensemble que les CCOO et l'UGT.¹²

En général, à l'instar du pouvoir administratif espagnol, les syndicats se caractérisent par leur localisation. Par exemple, la structure organisationnelle de CCOO est segmentée territorialement, aux niveaux local, provincial, régional et national, et par secteur, depuis les syndicats locaux d'une entreprise jusqu'à la branche fédérale.¹³ Les CCOO et l'UGT soutiennent le dialogue social en tant que méthode d'organisation politique et ont joué un rôle actif dans les processus de transition juste par le biais de ces dialogues en Espagne et lors de conférences syndicales internationales.¹⁴

La société civile

Il existe également un puissant mouvement de la société civile en Espagne. Créée en 2015, l'**Alliance pour le climat (*Alianza por el Clima*)** compte plus de 400 organisations membres. Elles représentent des syndicats (CCOO, UGT, USO), des organisations de développement et de justice sociale (ATTAC, Oxfam Intermón, Caritas, ONGAWA, Manos Unidas, REDES-ONGD), des organisations énergétiques (Fundación Renovables, Platform for a New Energy Model), le mouvement pour l'environnement et la justice (ECODES, Ecologistas en Acción, SEO/BirdLife,

Greenpeace, WWF, Friends of the Earth, Spanish Association for Environmental Education et autres), les agriculteurs et les zones rurales (UPA, COAG, Spanish Society for Organic Agriculture, Spanish Network for Rural Development), les organisations de consommateurs (CECU, ASGECO, OCU), et Fridays For Future (FFF)/ Youth for the Climate. L'Alliance promeut la transition vers un modèle énergétique renouvelable, efficace, durable et équitable qui garantit l'accès universel à l'énergie. Elle sensibilise les citoyens et les différents groupes politiques à la nécessité d'une action politique en faveur du climat.

Processus de transition

Engagement syndical

Lors de la conférence des Nations unies sur le climat COP3 en 1997, le gouvernement espagnol ne s'était pas engagé en faveur de la justice sociale et économique dans le cadre de la transition énergétique. Cependant, il était déjà clair que la réduction des émissions aurait un impact significatif sur l'ensemble de l'économie espagnole, entraînant de nombreuses pertes d'emplois et des difficultés économiques si rien n'était fait pour atténuer ces impacts. La Confédération syndicale espagnole des

commissions de travailleurs (CCOO), dirigée par Joaquín Nieto, également représentant de la Confédération européenne des syndicats, a défendu une approche de transition juste. Cela implique d'aller à l'encontre de la position des syndicats américains, qui se sont opposés au résultat de la conférence sur le climat, le protocole de Kyoto, où les pays riches ont accepté des objectifs spécifiques pour réduire leurs émissions de gaz à effet de serre.¹⁵

C'était important pour un agenda mondial sur la justice dans la mise en œuvre des décisions de la Convention-cadre des Nations Unies sur le changement climatique. Cela démontre également la valeur du leadership international de la classe ouvrière pour une transition juste. Les pays où la force de travail et les syndicats sont les plus puissants peuvent influencer les accords internationaux, afin de garantir que des politiques favorables à la classe ouvrière soient mises en œuvre dans leur propre pays et à l'étranger.

En 2005, le **protocole de Kyoto** de la COP3, le traité international exigeant des pays industrialisés et des économies en transition qu'ils réduisent leurs émissions de carbone, est entré en vigueur en Espagne. Une fois de plus, les syndicats ont pris l'initiative. Basé en partie sur les expériences de plaidoyer de 1997, un modèle institutionnalisé de dialogue a été développé pour que les accords soient conclus par le biais d'un dialogue entre les partenaires sociaux. Il visait à créer un processus participatif de prise de décision entre

divers groupes sociaux. Cette approche a été approuvée par les ministères de l'environnement, du travail et de l'industrie, les groupes syndicaux et les groupes industriels, commerciaux et patronaux.¹⁶ L'idée est que les mécanismes de dialogue et de confédération peuvent fonctionner dans des situations où les groupes ont des intérêts uniques et divers, mais où les intérêts de tous sont mieux servis par une action collective et un accord. Cette approche est censée permettre l'application directe et participative du pouvoir démocratique.

Dirigé par le gouvernement

Les évolutions initiées par les syndicats ont abouti à deux événements marquants en 2018 : la création du **ministère de la Transition écologique**, dirigé par Teresa Ribera, puis la création de l'**Institut de la transition juste**, dirigé par Laura Martín Murillo. Ces événements importants ont permis de formaliser la transition juste au sein de l'Espagne, car Ribera et Murillo sont des leaders qui apportent une expertise, des références internationalement reconnues et qui mobilisent un soutien populaire considérable. M. Ribera a été l'un des architectes de l'accord de Paris lors de la COP21 en 2015. Murillo a été cofondateur et directeur de la Fondation internationale du travail pour le développement durable et a contribué à l'organisation de la première et de la deuxième Assemblée syndicale mondiale sur le travail et l'environnement. Lors de la Conférence des Nations unies sur le développement durable à Rio de Janeiro en 2012

(Rio+20), qui s'est tenue parallèlement à la deuxième Assemblée syndicale, les Nations unies ont adopté le concept de transition juste pour lequel les syndicats avaient plaidé.¹⁷

Depuis, la dynamique s'est accrue et le gouvernement espagnol a présenté le **Cadre stratégique pour l'énergie et le climat** en février 2019. Il s'agit d'un cadre réglementaire formalisé pour la décarbonisation de l'économie espagnole, assorti de mécanismes visant à promouvoir le travail décent et la cohésion sociale. Les programmes de création d'emplois, de financement et de développement social tiennent compte de deux aspects de la justice : premièrement, les populations vulnérables, telles que les jeunes et les chômeurs ; et deuxièmement, les régions dont les économies étaient basées sur les industries des combustibles fossiles.¹⁸ En d'autres termes, le cadre reconnaît la nécessité d'améliorer la situation de groupes sociaux spécifiques, quel que soit leur lieu de résidence, ainsi que la nécessité de plans de développement pour certaines régions.

Deux outils de gouvernance innovants ont été développés à cette fin : l'**Institut pour les transitions justes** et l'**Accord de transition juste**.

L'INSTITUT POUR LES TRANSITIONS JUSTES

L'Institut pour les transitions justes organise le dialogue social avec les parties prenantes locales, y

compris les syndicats, les organisations professionnelles et les gouvernements locaux. Il a deux fonctions :

- Il favorise la transition énergétique par la restructuration (fermeture des mines de charbon et installation d'infrastructures d'énergie renouvelable, par exemple), tout en veillant à ce que les engagements environnementaux soient respectés.
- Il coordonne les initiatives visant à créer d'autres sources d'emploi et d'activité économique pour remplacer celles qui ont été perdues pendant la transition, en veillant à ce que le processus soit socialement équitable.

L'ACCORD DE TRANSITION JUSTE

L'accord sur la transition juste contient des outils, des mécanismes et des politiques. Il comprend des stratégies de **diversification économique et de spécialisation des compétences**, des **investissements** et des programmes de **restauration des terres** qui sont bénéfiques d'un point de vue écologique et social. Le pouvoir politique étant fortement décentralisé en Espagne, il est nécessaire que les résultats de l'accord soient très spécifiques aux contextes locaux et que des **processus participatifs** soient suivis : les questions sont discutées et les engagements en matière de justice sont convenus, conformément à une vision de l'avenir développée par la communauté locale.

Il est particulièrement intéressant de noter que les initiatives publiques et privées combinées créent beaucoup plus d'opportunités pour les entreprises et les travailleurs que celles qui sont perdues à cause des fermetures.¹⁹ Cela démontre la valeur et l'énergie sociale qui peuvent être mobilisées par le biais de processus guidés et participatifs réunissant les gouvernements, les entreprises, les syndicats et le grand public, et montre que les initiatives de transition juste peuvent être un moyen de renforcer les intérêts et le pouvoir de la classe ouvrière. Les syndicats impliqués ont déclaré que le fait de débattre des principes, des risques et des opportunités avec des camarades d'autres syndicats les a rendus plus précis et plus unis, et leur a permis de jouer un rôle actif dans l'orientation de l'avenir du pays.²⁰ Ces avantages plus larges s'étendent également à la gouvernance et à l'éducation. La nature participative de la transition juste a accru la transparence et la responsabilité de la gouvernance grâce à la création constante de documents actualisés sur le processus.²¹ Parallèlement, les programmes de l'enseignement secondaire, de la formation professionnelle et de l'enseignement supérieur sont mis à jour, offrant un enseignement théorique sur la transition écologique tout en développant des compétences pratiques pour les industries vertes.²²



Mine de Tormaleo à Ibias, Asturies, où la restauration de la mine est en cours. La végétation indigène sera rétablie, de même qu'un lac, et des sentiers sont en cours de construction. Ensemble, ils créeront une région écologiquement saine et propice au tourisme. Source : <https://espaciotormaleo.es>

Défis et réussites

Défis

Si le processus de transition équitable de l'Espagne a été une source d'inspiration à bien des égards, il n'est pas sans limites.

TROIS QUESTIONS SONT CRUCIALES POUR L'AVENIR :

SE DIVERSIFIER AU-DELÀ DE L'ÉNERGIE

L'accent a été mis presque entièrement sur le secteur de l'énergie. C'est logique, car il s'agit de l'industrie la plus urgente d'un point de vue climatique et parce qu'elle est cruciale pour le fonctionnement de l'ensemble de l'économie.²³ Toutefois, pour la même raison, il reste à voir si une urgence et des engagements similaires en faveur de la justice sociale et économique se manifesteront dans d'autres secteurs, où les menaces de perturbation économique ne sont pas présentes.

LA SOLIDARITÉ APPARAÎT COMME UN THÈME CRUCIAL POUR RELEVER LES DÉFIS À VENIR :

La solidarité interprofessionnelle nationale sera vitale - les organisations de la société civile et les travailleurs d'autres secteurs devront soutenir les travailleurs concernés et veiller à ce que la pression soit suffisante pour obtenir des résultats équitables.

LA TRANSITION NUMÉRIQUE

Une autre transition se produit parallèlement à la transition écologique et interagit avec elle : la transition numérique. Celle-ci implique la numérisation (y compris l'automatisation) de fonctions qui étaient auparavant exécutées manuellement et touche tous les secteurs d'activité. Jusqu'à présent, c'est dans le secteur manufacturier qu'elle s'est fait le plus sentir : entre 2000 et 2014, 41 % des emplois manufacturiers ont été perdus, et l'emploi dans ce secteur a chuté de 17,8 % à 10,4 %.²⁴ Alors que l'éducation à la transition écologique en Espagne comprend un contenu sur la numérisation, les initiatives sociales et économiques actuelles ne l'abordent pas.

La solidarité autour de ceci est similaire à celle mentionnée ci-dessus, mais il est important d'agir rapidement. Si l'automatisation remplace les travailleurs humains, le pouvoir des syndicats à négocier diminuera. Il est essentiel que les syndicats influencent activement la politique avant que cela ne se produise et qu'ils soient solidaires avec les secteurs déjà affectés.

LA MONDIALISATION

Les questions de la croissance économique et de la dynamique du pouvoir mondial se recoupent avec les deux problèmes précédents. Le déclin de l'emploi dans l'industrie manufacturière résulte non seulement de l'automatisation et de la numérisation, mais aussi de la mondialisation : les activités de fabrication migrent vers des régions moins développées où la main-d'œuvre est moins chère.²⁵ Cela montre que si les dynamiques d'extraction entre le Nord et le Sud profitent aux capitalistes des nations plus riches et plus développées, les classes ouvrières de ces pays n'en tirent pas les mêmes avantages.

Cette dynamique doit être examinée attentivement en raison des limites des ressources physiques des matériaux requis pour les énergies renouvelables, de la demande continue de croissance économique, liée à la production physique et à la consommation, et de la manière dont ces éléments interagissent. Cela inclut l'extraction, le traitement et l'utilisation de métaux et de minéraux pour les systèmes d'énergie renouvelable - qui créent des avantages économiques pour des personnes spécifiques dans certaines régions, et des dommages environnementaux que des communautés spécifiques doivent supporter.²⁶ En d'autres termes, les industries créées au cours des processus de transition devraient être examinées et leur succès économique devrait être mesuré en termes d'avantages matériels pour l'ensemble de la population ; elles ne devraient pas servir à l'accumulation de richesses pour les capitalistes du Nord ou être mesurées à l'aide de concepts tels que le PIB, qui ignorent la répartition des richesses.

Deux réponses urgentes à la dynamique de la mondialisation sont nécessaires :

- **Solidarité internationale de la classe ouvrière**, partage des leçons et ouverture de dialogues.
- **Repenser les modèles de développement** : ne plus se concentrer sur la croissance économique dans des pays isolés, mais s'orienter vers des modèles inclusifs qui équilibrent les besoins sociaux et les impacts environnementaux, en mettant davantage l'accent sur la coopération que sur la concurrence entre les économies.

✓ Succès

À ce jour, les engagements climatiques pour 2030 pris dans le cadre des plans de transition équitable de l'Espagne sont les suivants :

- Une réduction de 23 % des émissions de gaz à effet de serre par rapport à 1990 ;
- Une part de 74 % de la production d'énergie renouvelable ;
- Parallèlement, l'emploi devrait augmenter de 1,7 %, soit 348 000 emplois supplémentaires par an.
- 250 millions d'euros ont été garantis pour les travailleurs des régions minières, couvrant les retraites anticipées, la reconversion dans les industries vertes et l'emploi dans la restauration de l'environnement.
- Un montant supplémentaire de 2,13 milliards d'euros a été débloqué pour compenser les conséquences sociales et économiques de la fermeture de 26 mines de charbon non compétitives, affectant environ 1 700 mineurs.²⁷

En 2021, le gouvernement espagnol a lancé une **assemblée citoyenne pour le climat**. Elle est composée de 100 personnes, sélectionnées pour représenter la diversité de la société espagnole, ainsi que d'experts indépendants qui apportent leur soutien et leurs conseils. Le groupe s'est réuni pendant six sessions de

quatre heures et a produit 172 recommandations pour une transition juste, qui seront présentées au parlement espagnol.²⁸

L'histoire de la transition juste en Espagne est porteuse d'espoir. Elle a démontré l'efficacité et la résilience d'un pouvoir populaire à large assise, obtenu par le dialogue et la collaboration entre différents secteurs de la société, les syndicats et la classe ouvrière occupant des rôles clés dans le leadership. En particulier, la période de transition juste en Espagne a été marquée par la grande récession de 2008-2009 et la pandémie de COVID-19, qui ont toutes deux menacé de faire dérailler les progrès. Cependant, au cours de ces deux périodes, la solidarité et une pression résolue ont permis de maintenir l'élan aux niveaux national et international, contribuant ainsi à l'inclusion de la transition juste dans l'accord historique de Paris lors de la COP21, et empêchant les retards ou les changements budgétaires à la suite de la pandémie.²⁹ Il s'agit là d'une leçon essentielle pour les transitions dans d'autres pays. Si les gouvernements et les entreprises disposent d'un plus grand pouvoir financier et législatif direct, les syndicats et la société civile sont plus nombreux et ont un intérêt plus direct dans les résultats. En poursuivant le dialogue, la solidarité et le leadership, la classe ouvrière peut non seulement prévenir les pertes pendant les transitions, mais aussi utiliser les mouvements de transition juste comme une opportunité de façonner des économies politiques plus justes et plus démocratiques.

Les notes relatives à cette étude de cas sont disponibles sur le [site web du cours](#).

Session 1.3

Développer un agenda pour la justice dans les transitions

Cette session se concentre sur la position des hommes et des femmes dans l'économie et la société, et analyse comment la manière dont nous abordons la crise climatique pourrait affecter l'égalité entre les hommes et les femmes. La session explore également les questions des moyens de subsistance, de l'emploi et du travail décent dans le cadre de la transition.

A l'issue de cette session, les participants seront en mesure de...

- **Identifier les questions de justice sociale et les préoccupations des travailleurs qui devraient être prises en compte dans la transition climatique.**
- **Rechercher des projets de transition "équitable" dans le monde entier et réfléchissez à ce que vous pourriez essayer dans votre contexte.**
- **Élaborer des principes communs pour étayer une transition juste.**
- **Réfléchir aux principes de Just Transition qui sont particulièrement pertinents pour vous.**

Activité 1.3.1 : Aborder les questions de justice

Chaque participant prend la parole à tour de rôle :

- Parlez d'une question de justice dans la transition climatique qui se pose dans votre contexte, du point de vue de votre organisation. (5 minutes par organisation)

CONSEILS POUR LES FORMATEURS 💡

Au fur et à mesure que les participants s'expriment, notez sur une feuille de papier journal ou sur un tableau blanc un ou deux mots qui résument les idées principales. Regroupez les questions similaires. À la fin, tout le monde peut voir des groupes de questions de justice.

S'il y a beaucoup de participants, laissez parler environ 7 personnes et demandez ensuite si quelqu'un peut penser à une question de justice qui n'a pas été mentionnée jusqu'à présent.

Si l'atelier est en ligne : 🌐

Utilisez un tableau blanc en ligne pour écrire et regrouper leurs idées. Ou utilisez le cloud de travail en ligne.

Action sur la migration induite par le climat à la #COP22. Les groupes de justice climatique appellent à la protection des populations et des communautés déplacées par le climat. Photo © Lise Masson, Amis de la Terre



Activité 1.3.2 :

Intégrer la justice de genre dans l'action climatique



Les transitions vers des économies à faible émission de carbone et résilientes au changement climatique sont l'occasion de procéder à des changements structurels qui répondent aux questions de justice que vous avez soulevées. La question de l'inégalité entre les hommes et les femmes en est une. Jetons un coup d'œil à quelques exemples pour nous inspirer. Il s'agit de projets récompensés par WECF (Women Engage for a Common Future) et la Women and Gender Constituency de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC). Depuis 2015, ils décernent ces prix pour mettre en valeur des modèles de développement résilients au changement climatique qui apportent de multiples avantages sociaux et environnementaux. <<

1. Choisissez l'une de ces initiatives et lisez-la¹ : (10 min)



- [En français](#)

Vous pouvez également rechercher sur Google des « exemples d'égalité des sexes dans l'action climatique » dans la langue de votre choix.

2. 2. Présenter l'initiative :

(7 minutes par orateur)

- Dites **ce que vous inspire** le projet
- Comment **contribue-t-il à la transition climatique** ou à la protection des populations contre les effets du climat ?
- En quoi est-elle « **juste en termes de genre** » ?
- Quelles sont les **autres questions de justice** abordées ?

CONSEILS POUR LES FORMATEURS

Si l'atelier se déroule en personne, vous devrez vous assurer que les participants ont accès à internet et aux données pour pouvoir prendre connaissance des initiatives.

Il n'est pas nécessaire que toutes les initiatives soient choisies, ni que plusieurs personnes choisissent la même initiative. Si plusieurs personnes ont choisi la même initiative, chacune d'entre elles peut répondre à l'une des quatre questions qui lui sont posées. Et les autres peuvent compléter leur réponse si elle est différente.

Appeler les présentations par continent. De cette façon, les contextes seront quelque peu liés. Après la présentation de chaque continent, les participants de ce continent peuvent commenter ce qu'ils ont appris grâce aux présentations et ce qu'ils pourraient essayer dans leur organisation ou bien s'ils pensent que cela ne fonctionnerait pas pour eux. (Ajoutez quelques minutes supplémentaires à l'exercice pour cela).

Si le groupe est important, vous pouvez le diviser en deux, avec un animateur pour chaque groupe.

Activité 1.3.3 :

Développer des principes communs pour une transition juste

1. DISCUSSIONS DE GROUPE

Les Outils listés ci-dessous pour les formateurs contiennent une série de fiches de travail à utiliser dans le cadre de cette activité, à raison d'une fiche par page. Chaque fiche de travail contient un ensemble de principes pour une transition juste, tirés de diverses sources. Chaque ligne contient des principes sur un sujet connexe. (5 minutes pour que l'animateur explique l'activité)

Travaillez en groupes comme suit (six groupes au total) :

- Économie (3 feuilles de travail)
- Travail, mode de vie
- Eau, alimentation, énergie, mobilité, santé, culture/traditions/territoire (2 fiches de travail)
- Justice climatique, Justice sociale
- Solidarité

- Géopolitique/impérialisme, Démocratie participative

Dans chaque groupe, une personne doit se porter volontaire pour rédiger et rapporter les idées clés du groupe, et en particulier les principes que le groupe souhaite adopter. C'est le « rapporteur ».

Lisez les idées figurant sur la/les fiche(s) de travail et débattiez ensemble : (30 min en groupe)

- Quelles sont les idées sur lesquelles le groupe est d'accord ?
- Quelles sont les idées qui posent problème au groupe ?
- Y a-t-il d'autres principes ou idées qui manquent ?
- Quels principes allez-vous adopter pour votre transition juste ?

2. ROTATION ET PARTAGE (20 min par rotation)

Les reporters quittent alors leur groupe et passent au groupe suivant.

Chaque rapporteur explique au nouveau groupe sur quel(s) thème(s) il a travaillé et quels principes son groupe d'origine a proposé d'adopter sur ce thème. Le groupe débat et affine les idées. Le rapporteur note les désaccords importants et les nouvelles idées.

Répétez l'opération jusqu'à ce que tous les rapporteurs aient visité tous les autres groupes. Comme ceci :

	Groupe économique	Groupe de travail	Groupe de l'eau	Groupe sur la justice climatique	Groupe de solidarité	Groupe Géopolitique
<i>Discuter des fiches de travail</i>	Rapporteur économique→	Rapporteur de travail→	Rapporteur spécialisé dans l'eau→	Rapporteur spécialiste de la justice climatique→	Rapporteur de la solidarité→	Rapporteur en géopolitique→
<i>Rotation du numéro 1 et partage</i>	Rapporteur en géopolitique→	Rapporteur économique→	Rapporteur de travail→	Rapporteur spécialisé dans l'eau→	Rapporteur spécialiste de la justice climatique→	Rapporteur de la solidarité→
<i>Rotation du numéro 2 et partage</i>	Rapporteur de la solidarité→	Rapporteur en géopolitique→	Rapporteur économique→	Rapporteur de travail→	Rapporteur spécialisé dans l'eau→	Rapporteur spécialiste de la justice climatique→
<i>Rotation du n°3 et partage</i>	Rapporteur spécialiste de la justice climatique→	Rapporteur de la solidarité→	Rapporteur en géopolitique→	Rapporteur économique→	Rapporteur de travail→	Rapporteur spécialisé dans l'eau→
<i>Rotation du n°4 et partage</i>	Rapporteur spécialisé dans l'eau→	Rapporteur spécialiste de la justice climatique→	Rapporteur de la solidarité→	Rapporteur en géopolitique→	Rapporteur économique→	Rapporteur de travail→
<i>Rotation du n°5 et partage</i>	Rapporteur de travail→	Rapporteur spécialisé dans l'eau→	Rapporteur spécialiste de la justice climatique→	Rapporteur de la solidarité→	Rapporteur en géopolitique→	Rapporteur économique→

3. DISCUSSION EN PLÉNIÈRE (45 min)

Les rapporteurs exposent leur thème et donnent leur avis sur les principes proposés par leur groupe d'origine et sur les idées ajoutées lors de la phase de rotation et de partage. Il est également utile de noter les questions sur lesquelles les participants n'ont pas pu se mettre d'accord.

Les participants peuvent-ils trouver un terrain d'entente ? Il n'est pas nécessaire que tout le monde soit d'accord sur tout, mais il faut essayer de trouver des principes communs. Il est utile d'avoir un nombre réduit de principes ciblés auxquels tout le monde peut se rallier.

CONSEILS POUR LES FORMATEURS

Les groupes sont nommés d'après le premier thème de la fiche de travail qu'ils doivent utiliser, afin de les aider à trouver par où commencer.

Si l'atelier est en ligne :

- **Créez six groupes en ligne intitulés "Économie", "Travail", "Eau", "Justice climatique", "Solidarité" et "Géopolitique". Après avoir expliqué l'activité, laissez Zoom (ou toute autre plateforme en ligne que vous utilisez) répartir les participants dans les groupes de manière aléatoire.**
- **Passez dans chaque groupe pour vérifier que tout le monde a compris et travaille avec la/les bonne(s) fiche(s) de travail, et qu'il y a un rapporteur.**
- **Lorsque le moment est venu pour les groupes de tourner et de partager, les rapporteurs doivent tous revenir à la réunion principale. Envoyez le rapporteur de l'économie au groupe Travail, le rapporteur du travail au groupe Eau, le rapporteur de l'eau à la justice climatique, le rapporteur de la justice climatique à la solidarité, le rapporteur de la solidarité à la géopolitique et le rapporteur de la géopolitique à l'économie. Répétez l'opération jusqu'à ce que tous les rapporteurs soient passés dans tous les groupes.**

Le débat sur les principes fait partie du processus de création d'un agenda commun par les participants. Ce qui est bien plus important que de savoir s'ils sont parvenu à rédiger des principes convenus à l'issue de cet exercice.

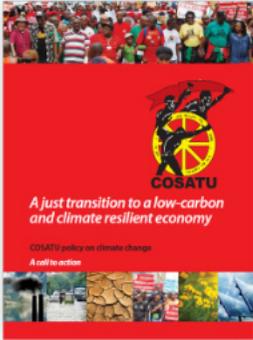
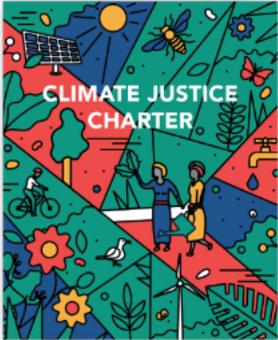
Lorsque tout le monde se retrouve en plénière, chacun aura eu l'occasion de discuter de tout, de sorte qu'ils auront eux-mêmes trouvé un consensus ou non. Les rapporteurs mettent en évidence les principes convenus et les points de divergence. Lorsqu'il y a un accord fort, il faut en faire part au groupe. Si des idées identiques ou similaires sont émises par différents rapporteurs, faites-en part au groupe. À la fin, résumez les principaux points de consensus. S'il y a de fortes divergences, demandez aux participants ce qu'ils veulent faire à ce sujet. Il sera utile d'avoir deux animateurs pour la discussion plénière, l'un pour gérer les contributions des rapporteurs et l'autre pour prendre des notes et refléter le consensus au groupe. Ce second rôle pourrait être joué par un dirigeant de l'organisation.

L'atelier devra peut-être élire un groupe de personnes chargées d'élaborer un document de principes qui sera soumis à l'adoption lors d'une prochaine réunion. Un tel projet de document pourrait également être présenté à des groupes plus larges de la société pour discussion, ce qui en soi sert à construire un consensus social et un mouvement en faveur d'une transition juste.

OUTILS POUR LES FORMATEURS :

Les fiches de travail sur les principes de la transition juste, qui commencent à la page suivante, sont également disponibles en format numérique et inscriptible sur [le site du cours](#).

Fiches de travail

	LIGNES DIRECTRICES DE L'OIT POUR UNE TRANSITION JUSTE	CADRE POLITIQUE DU COSATU	CHARTRE DE LA JUSTICE CLIMATIQUE	ALLIANCE POUR LA JUSTICE CLIMATIQUE	PRINCIPES FÉMINISTES DU GREEN NEW DEAL
	 <p>Extrait d'un document de l'OIT de 2015 intitulé « Lignes directrices pour une transition juste vers des économies et des sociétés écologiquement durables pour tous ». Document complet</p>	 <p>Extrait du "Cadre politique sur le changement climatique" du COSATU, adopté en 2011. Plus de détails sur chaque principe ici (pages 52-59). COSATU est une fédération syndicale sud-africaine.</p>	 <p>Une charte de la justice climatique pour 2020 a été élaborée en Afrique du Sud. Pour en savoir plus, cliquez ici. Le processus a été mené par la South African Food Sovereignty Campaign et le Cooperative and Policy Alternative Centre ; plusieurs organisations y ont participé.</p>	 <p>De l'Alliance américaine pour la justice climatique créée en 2013. (Liste des membres)</p>	 <p>Extrait du Feminist Agenda for a Green New Deal, une coalition d'organisations américaines de défense des droits des femmes et de la justice climatique qui s'est réunie en 2019.</p>
INTRODUCTION	<p>« Les principes suivants devraient guider la transition vers des économies et des sociétés durables sur le plan environnemental : »</p>	<p>« Une transition juste signifie des changements qui ne désavantagent pas la classe ouvrière dans le monde entier, qui ne désavantagent pas les pays en développement et où les pays industrialisés paient pour les dommages que leur développement a causés à l'atmosphère de la terre. Une transition juste offre l'opportunité d'une transformation plus profonde qui inclut la redistribution du pouvoir et des ressources vers un ordre social plus juste et plus équitable ».</p>	<p>« Nous sommes confrontés à de nombreuses crises, mais la crise climatique est la plus dangereuse. En nous attaquant à la crise climatique, qui affecte tout, nous pouvons également faire avancer les solutions à toutes les crises socio-écologiques et, plus généralement, mettre fin à la guerre contre la nature. Des alternatives systémiques sont nécessaires pour s'attaquer aux causes du changement climatique, à ses risques et aux pressions exercées pour l'effondrement des systèmes. Chaque communauté, village, ville et lieu de travail doit faire progresser la transition profonde et juste pour assurer la transformation socio-écologique ».</p>	<p>« La transition juste est un ensemble de principes, de processus et de pratiques axés sur la vision, unificateurs et basés sur le lieu, qui renforcent le pouvoir économique et politique afin de passer d'une économie extractive à une économie régénératrice. Il s'agit d'aborder les cycles de production et de consommation de manière holistique et sans gaspillage. La transition elle-même doit être juste et équitable, réparer les préjudices passés et créer de nouvelles relations de pouvoir pour l'avenir par le biais de réparations. ... La transition juste décrit à la fois où nous allons et comment nous y arrivons. Sachant que la transition juste se présente différemment selon les endroits, ... un ensemble de principes communs peut renforcer notre travail collectif ».</p>	<p>« La crise climatique a émergé des systèmes imbriqués du capitalisme, de l'extraction des ressources, de l'exploitation du travail, de la marchandisation de la nature, du colonialisme de peuplement, de l'impérialisme et du militarisme. ... Pour s'attaquer véritablement aux causes profondes, ainsi qu'à la portée et à l'ampleur de la crise, le Green New Deal doit ... promouvoir un programme féministe transformateur qui met l'accent sur le leadership des femmes et s'attaque aux impacts de la colonisation et du racisme anti-Noirs. ... mettre fin à l'oppression contre les communautés de première ligne et les communautés touchées - femmes de couleur, femmes noires, femmes autochtones, personnes handicapées, personnes LGBTQIAP+, personnes du Sud, migrants, réfugiés, jeunes - et être mené et articulé par ces communautés ».</p>

Fiches de travail

	LIGNES DIRECTRICES DE L'OIT POUR UNE TRANSITION JUSTE	CADRE POLITIQUE DU COSATU	CHARTRE DE LA JUSTICE CLIMATIQUE	ALLIANCE POUR LA JUSTICE CLIMATIQUE	PRINCIPES FÉMINISTES DU GREEN NEW DEAL
ÉCONOMIE : DESCRIPTION DU PROBLÈME		L'accumulation capitaliste est la cause sous-jacente des émissions excessives de gaz à effet de serre, et donc du réchauffement de la planète et du changement climatique.			<i>S'attaquer systématiquement aux modes de production qui exploitent les ressources et ne sont pas durables : Les racines de la crise climatique se trouvent dans un système économique qui encourage la cupidité des entreprises, la production non durable et la recherche du profit au détriment du bien-être des personnes et de la planète. À l'échelle mondiale, ce système renforce les modèles néocoloniaux de pouvoir et de production entre les pays du Nord et du Sud et au sein des colonies de peuplement comme les États-Unis.</i>
ÉCONOMIE : NOUVEAUX OBJECTIFS	(d) Des politiques cohérentes dans les domaines économique, environnemental, social, de l'éducation/formation et du travail doivent créer un environnement favorable aux entreprises, aux travailleurs, aux investisseurs et aux consommateurs pour qu'ils adoptent et conduisent la transition vers des économies et des sociétés durables et inclusives sur le plan environnemental.	<i>Une nouvelle voie de développement à faible émission de carbone est nécessaire : Chaque fois que nous pensons à l'expansion économique et à la création d'emplois, nous devons réfléchir à la manière dont l'activité peut contribuer à réduire les émissions de carbone ou à gérer les conséquences du changement climatique. Nous devons également commencer à réfléchir encore plus sérieusement à la manière d'axer la production et la consommation sur la satisfaction des besoins fondamentaux. Nous devons commencer à mesurer la croissance non pas en termes monétaires (« produit intérieur brut »), mais en termes d'objectifs en matière de logement, de santé, d'éducation, d'accès aux services, et même en termes de loisirs, de bonheur et de bien-être.</i>	<i>Au-delà de l'économie traditionnelle : Nos économies doivent répondre à nos besoins en tant qu'êtres socio-écologiques et aux besoins des écosystèmes. Nous avons besoin d'une économie qui tienne compte des empreintes écologiques, du bonheur, du bien-être, de la résilience des écosystèmes, des biens communs et des limites planétaires.</i>	<i>Une transition juste nécessite une économie écologique régénératrice : La transition juste doit favoriser la résilience écologique, réduire la consommation de ressources, restaurer la biodiversité et les modes de vie traditionnels, et saper les économies extractives, y compris le capitalisme, qui érodent la base écologique de notre bien-être collectif.</i>	<i>Créer des économies régénératrices qui mettent l'accent sur des alternatives systémiques et féministes : Une transition juste doit s'attaquer aux inégalités de pouvoir et de richesse. Cela signifie qu'il faut transformer un statu quo extractif et injuste en de nouvelles économies socialement justes et écologiquement durables qui respectent et équilibrent la capacité de régénération de la nature. Nous devons passer de la privatisation et de la marchandisation de la nature à une production et une utilisation des ressources durables et équitables. Cela implique de comprendre que le PIB est un indicateur économique insuffisant et préjudiciable et qu'il faut trouver des alternatives qui mesurent la qualité de vie et le bien-être plutôt que la production.</i>

Notes / éléments manquants

- Quelles sont les idées sur lesquelles le groupe est d'accord ?
- Quelles sont les idées qui posent problème au groupe ?
- Y a-t-il d'autres principes ou idées qui manquent ?
- Quels principes allez-vous adopter pour votre transition juste ?

Fiches de travail

	LIGNES DIRECTRICES DE L'OIT POUR UNE TRANSITION JUSTE	CADRE POLITIQUE DU COSATU	CHARTRE DE LA JUSTICE CLIMATIQUE	ALLIANCE POUR LA JUSTICE CLIMATIQUE	PRINCIPES FÉMINISTES DU GREEN NEW DEAL
ÉCONOMIE : REDISTRIBUTION			<p><i>Les riches doivent payer leur dette écologique : Les riches de nos sociétés ont consommé les ressources de manière excessive, ont eu un impact négatif sur les écosystèmes et ont une énorme empreinte carbone. Ils ont une dette écologique envers nous tous et doivent supporter le fardeau financier de la transition juste et profonde [par le biais d'impôts et de surtaxes sur les produits de luxe].</i></p> <p>Les travailleurs doivent tirer parti des fonds de pension et de prévoyance pour soutenir la création d'une banque coopérative nationale afin d'aider les lieux de travail, les communautés et les ménages à la réalisation de plans de transition justes et profonds. Les finances publiques doivent également être exploitées .</p>	<p><i>Une transition juste redistribue équitablement les ressources et le pouvoir : Nous devons nous efforcer de mettre en place de nouveaux systèmes qui soient bénéfiques pour tous, et pas seulement pour quelques-uns. ... La transition juste se bat pour récupérer le capital et les ressources afin de régénérer les zones géographiques et les secteurs de l'économie où ces inégalités sont les plus répandues.</i></p>	
ÉCONOMIE : PROPRIÉTÉ		<p>Nous avons besoin d'investissements dans la technologie, et les transferts de technologie vers les pays en développement ne doivent pas être entravés par les droits de propriété intellectuelle.</p>	<p><i>La propriété socialisée : Sur les lieux de travail et dans les communautés, le pouvoir des personnes doit s'exprimer par le biais d'un contrôle et d'une propriété démocratiques, notamment par le biais de services publics démocratiques, de coopératives, de mutualisation, de propriété communale et de planification [et] de budgétisation participatives ... afin de garantir la gestion collective des biens communs et des systèmes qui favorisent la vie.</i></p>		

Notes/éléments manquants?

- Quelles sont les idées sur lesquelles le groupe est d'accord ?
- Quelles sont les idées qui posent problème au groupe ?
- Y a-t-il d'autres principes ou idées qui manquent ?
- Quels principes allez-vous adopter pour votre transition juste ?

Fiches de travail

	LIGNES DIRECTRICES DE L'OIT POUR UNE TRANSITION JUSTE	CADRE POLITIQUE DU COSATU	CHARTRE DE LA JUSTICE CLIMATIQUE	ALLIANCE POUR LA JUSTICE CLIMATIQUE	PRINCIPES FÉMINISTES DU GREEN NEW DEAL
ÉCONOMIE : ATTÉNUATION		<i>Nous avons besoin d'un budget carbone ... [c'est-à-dire que pour maintenir le réchauffement climatique à des niveaux acceptables, nous devons travailler dans les limites du budget carbone, au niveau mondial tel que déterminé par la science, et au niveau national tel que réparti équitablement entre les pays].</i>			
MÉCANISMES DE MARCHÉ / FAUSSES SOLUTIONS		<i>Nous rejetons les mécanismes de marché visant à réduire les émissions de carbone [qui font] de l'atmosphère une marchandise à vendre, de la même manière que d'autres ressources naturelles sont déjà devenues des marchandises utilisées pour générer des profits. ... L'utilisation de mécanismes de marché signifie également que les riches et les puissants dictent les conditions dans lesquelles le dernier « espace libre » (l'atmosphère) est découpé et réparti de manière injuste. Nous avons besoin de réglementations, assorties de sanctions à l'encontre de ceux qui les enfreignent.</i>			<i>Rejeter les réponses fausses et nuisibles au changement climatique qui ne s'attaquent pas aux causes profondes : Nous devons rejeter les fausses « solutions » qui permettent aux facteurs de la crise climatique de persister, qui perpétuent les oppressions et qui font de l'écoblanchiment. Il s'agit notamment de l'échange de droits d'émission de carbone [...], des biocarburants [et de la bioénergie][...], des centrales nucléaires dangereuses, de l'augmentation de l'extraction du gaz naturel justifiée par la capture et le stockage du carbone et d'autres « solutions » techniques, des méga-barrages qui causent des dommages irréversibles à la biodiversité, à la souveraineté alimentaire et aux moyens de subsistance, ainsi que de la géo-ingénierie.</i>

Notes/éléments manquants?

- Quelles sont les idées sur lesquelles le groupe est d'accord ?
- Quelles sont les idées qui posent problème au groupe ?
- Y a-t-il d'autres principes ou idées qui manquent ?
- Quels principes allez-vous adopter pour votre transition juste ?

Fiches de travail

	LIGNES DIRECTRICES DE L'OIT POUR UNE TRANSITION JUSTE	CADRE POLITIQUE DU COSATU	CHARTRE DE LA JUSTICE CLIMATIQUE	ALLIANCE POUR LA JUSTICE CLIMATIQUE	PRINCIPES FÉMINISTES DU GREEN NEW DEAL
TRAVAIL	<p>(b)(Agenda pour le travail décent) Les politiques doivent respecter, promouvoir et réaliser les principes et droits fondamentaux au travail.</p> <p>(e) ... les politiques doivent fournir un cadre de transition juste pour promouvoir la création d'un plus grand nombre d'emplois décents, y compris : l'anticipation des impacts sur l'emploi ; une protection sociale adéquate et durable pour les pertes d'emploi et les déplacements ; le développement des compétences ; et le dialogue social, y compris ... le droit de s'organiser et de négocier collectivement.</p>	<p><i>Une transition juste vers une économie à faible émission de carbone et résiliente au changement climatique est nécessaire ... [qui] s'attaque à la fois à la crise du chômage et à la crise écologique. ... [N]ous devons faire campagne pour la protection et le soutien des travailleurs dont les emplois ou les moyens de subsistance pourraient être menacés par la transition. ... Nous devons également veiller à ce que le développement de nouvelles industries vertes ne devienne pas une excuse pour baisser les salaires et les prestations sociales.</i></p>	<p><i>Profiter de la vie en travaillant moins :</i> Dans un monde en réchauffement, les heures de travail doivent être réduites, au moins à une semaine de quatre jours.</p> <p>Des emplois décents, sans émission de carbone, doivent être garantis et soutenus par des approches collectives, fondées sur des valeurs et éco-centrées de la production, de la consommation, du financement et des modes de vie par le biais de l'économie solidaire. Une telle économie est basée sur les besoins et démocratise le pouvoir économique.</p> <p>Avec une allocation de revenu de base universel [...] tous les travailleurs peuvent être protégés pendant la transition et la société en général disposera d'un coussin de sécurité.</p>	<p><i>Une transition juste crée un travail utile :</i> Une transition juste se concentre sur le développement du potentiel humain, en créant des opportunités pour les personnes d'apprendre, de grandir et de se développer au maximum de leurs capacités et de leurs intérêts. Nous sommes tous des leaders nés, et une économie régénératrice soutient et nourrit ce leadership. Ce faisant, nous nous transformons nous-mêmes, nous transformons les autres, nous transformons nos communautés et notre société dans son ensemble.</p>	<p><i>Créer des économies régénératrices axées sur des alternatives systémiques et féministes : ... [L]es femmes du monde entier accomplissent depuis longtemps des tâches disproportionnées telles que les travaux ménagers, l'éducation des enfants et le travail des personnes âgées. Ce travail est presque toujours non rémunéré, sous-évalué et invisibilisé dans les politiques économiques et sociales à tous les niveaux. Notre société est construite sur le travail de soins et en dépend, et il s'agit d'un travail précieux, à faible émission de carbone et basé sur la communauté, qui devrait être revalorisé et centré dans notre nouvelle économie.</i></p>
COMMENT NOUS VIVONS			<p><i>Un mode de vie éco-centré :</i> Vivre simplement, lentement et consciemment, d'une manière éco-centrée, qui reconnaît le caractère sacré de toutes les formes de vie, nos interconnexions et permet une éthique du respect et de l'attention.</p>	<p><i>Une transition juste nous fait progresser vers le buen vivir :</i> vivre bien sans vivre mieux aux dépens des autres. ... Nous devons avoir des relations justes les uns avec les autres et avec le monde naturel dont nous faisons partie. Les droits des peuples, des communautés et de la nature doivent l'emporter sur les droits de l'individu.</p>	

Notes/éléments manquants?

- Quelles sont les idées sur lesquelles le groupe est d'accord ?
- Quelles sont les idées qui posent problème au groupe ?
- Y a-t-il d'autres principes ou idées qui manquent ?
- Quels principes allez-vous adopter pour votre transition juste ?

Fiches de travail

	LIGNES DIRECTRICES DE L'OIT POUR UNE TRANSITION JUSTE	CADRE POLITIQUE DU COSATU	CHARTRE DE LA JUSTICE CLIMATIQUE	ALLIANCE POUR LA JUSTICE CLIMATIQUE	PRINCIPES FÉMINISTES DU GREEN NEW DEAL
L'EAU		<i>Toutes les personnes ont droit à de l'eau propre.</i>	<i>Démocratiser les biens communs de l'eau : L'eau est contrôlée par quelques-uns alors que beaucoup en ont désespérément besoin. ... En tant que bien public, l'eau doit être conservée par tous et protégée de la pollution. ... L'utilisation de l'eau doit être planifiée démocratiquement et réglementée efficacement, tout en affirmant les droits des citoyens sur cette ressource rare et précieuse. Les infrastructures d'eau et d'assainissement doivent être modernisées, gérées et contrôlées pour garantir une utilisation efficace.</i>		
ALIMENTATION		<i>L'insécurité alimentaire doit être traitée de toute urgence.</i>	<i>Se nourrir grâce à la souveraineté alimentaire ... Le droit à l'alimentation doit donner aux producteurs de denrées alimentaires, aux petits pêcheurs de subsistance, aux commerçants informels et aux consommateurs le pouvoir sur leurs propres systèmes de biens communs alimentaires afin de garantir que des aliments culturellement appropriés et nutritifs sont disponibles pour tous ...</i>		
L'ÉNERGIE		<i>Toutes les personnes ont droit à une énergie propre, sûre et abordable.</i>	<i>Une énergie renouvelable détenue par la société et basée sur la communauté via une élimination rapide des combustibles fossiles ... L'utilisation efficace de l'énergie et de la technologie sera cruciale ... Il est impératif de désinvestir des combustibles fossiles, de mettre fin aux subventions et à l'extraction des combustibles fossiles (fracturation, mines de charbon, extraction en mer).</i>		<i>Nous devons exiger une transition à 100 % vers des énergies renouvelables d'origine équitable et nous désinvestir des sociétés minières, des sociétés de combustibles fossiles et des sociétés agro-industrielles responsables de l'aggravation du changement climatique.</i>
MOBILITÉ		<i>Nous avons besoin d'un renforcement massif des transports publics ...</i>	<i>Eco-mobilité et systèmes de transport public à énergie propre</i>		

- Notes/éléments manquants?**
- Quelles sont les idées sur lesquelles le groupe est d'accord ?
 - Quelles sont les idées qui posent problème au groupe ?
 - Y a-t-il d'autres principes / éléments manquants ou idées qui manquent ?
 - Quels principes allez-vous adopter pour votre transition juste ?

Fiches de travail

	LIGNES DIRECTRICES DE L'OIT POUR UNE TRANSITION JUSTE	CADRE POLITIQUE DU COSATU	CHARTRE DE LA JUSTICE CLIMATIQUE	ALLIANCE POUR LA JUSTICE CLIMATIQUE	PRINCIPES FÉMINISTES DU GREEN NEW DEAL
SANTÉ/JUSTICE REPRODUCTIVE		Les effets du changement climatique sur la santé doivent être compris et traités dans le contexte de la demande d' accès universel à la santé .	Soins de santé d'urgence, holistiques et préventifs : Nous avons besoin de systèmes de santé publique viables, accessibles et réactifs pour répondre aux besoins de la population et relever les défis sanitaires liés au réchauffement climatique.		Faire progresser la justice en matière de procréation : Nos luttes pour la justice climatique et pour l'autonomie corporelle sont liées. . . . Nous rejetons le faux alarmisme sur la croissance démographique et les arguments qui imputent le changement climatique aux capacités reproductives des personnes, en particulier des femmes. (...) [Un] avenir durable exige l'autonomie corporelle et les droits sexuels et reproductifs en toutes circonstances.
CULTURE / TRADITIONS / LAND				Une transition juste préserve la culture et les traditions : La transition juste doit créer des espaces d'inclusion pour toutes les traditions et cultures, en les reconnaissant comme faisant partie intégrante d'une économie saine et dynamique. Elle doit également réparer les terres qui ont été volées et/ou détruites par le capitalisme, le colonialisme, le patriarcat, le génocide et l'esclavage.	Centre des droits et du leadership des peuples autochtones : La souveraineté et les solutions autochtones sont primordiales. Cela inclut la reconnaissance juridique contraignante des droits fonciers autochtones, l'application réelle du cadre vital du consentement libre, préalable et éclairé, et la reconnaissance des droits de la nature .

Notes/éléments manquants?

- Quelles sont les idées sur lesquelles le groupe est d'accord ?
- Quelles sont les idées qui posent problème au groupe ?
- Y a-t-il d'autres principes ou idées qui manquent ?
- Quels principes allez-vous adopter pour votre transition juste ?

Fiches de travail

	LIGNES DIRECTRICES DE L'OIT POUR UNE TRANSITION JUSTE	CADRE POLITIQUE DU COSATU	CHARTRE DE LA JUSTICE CLIMATIQUE	ALLIANCE POUR LA JUSTICE CLIMATIQUE	PRINCIPES FÉMINISTES DU GREEN NEW DEAL
JUSTICE CLIMATIQUE			<p><i>Justice climatique :</i></p> <p>Les personnes les moins responsables ne doivent pas être lésées ou supporter le coût des impacts climatiques. [Les besoins des travailleurs, des pauvres, des sans-terre, des personnes handicapées, des femmes de la base, des enfants et des communautés vulnérables doivent être au cœur de la transition juste et profonde. Les bénéfices de la transformation socio-écologique doivent être partagés équitablement.]</p>		
JUSTICE SOCIALE	<p>(c) Les politiques et les programmes doivent tenir compte de la forte dimension de genre de nombreux défis et opportunités environnementaux. Des politiques spécifiques en matière d'égalité des sexes devraient être envisagées afin de promouvoir des résultats équitables.</p>	<p>Les nouveaux emplois respectueux de l'environnement permettent de remédier à de nombreux déséquilibres entre les hommes et les femmes en matière d'emploi et de compétences. ...</p> <p>. L'égalité entre les hommes et les femmes doit être un principe directeur dans la gestion du Fonds vert pour le climat.</p>	<p><i>Justice sociale :</i></p> <p>La justice climatique est une justice sociale. Confronter toutes les formes de discrimination et d'oppression liées à la race, à la classe, au genre, au sexe et à l'âge, afin de garantir la justice climatique et sociale.</p>	<p><i>Une transition juste redistribue équitablement les ressources et le pouvoir : ... [Elle] doit activement lutter contre les inégalités sociales actuelles et historiques fondées sur la race, la classe, le sexe, le statut d'immigrant et d'autres formes d'oppression, et les transformer.</i></p>	<p><i>Exiger une analyse intersectionnelle du genre dans toutes les actions :</i></p> <p>Le Green New Deal doit s'inscrire dans le cadre d'une transition juste qui prenne en compte les différences d'impact sur les personnes en fonction de l'exclusion et de l'exploitation systémiques ... Une transition juste exige que les femmes soient activement intégrées et bénéficient des emplois verts et des politiques sociales, y compris l'équité salariale, les congés familiaux rémunérés et la gratuité des services de garde d'enfants. Une transition juste doit également remédier à la violence sexiste dans les industries ...</p> <p>Affronter le patriarcat et le racisme institutionnels : (qui) se manifestent dans nos communautés, nos mouvements et nos espaces de prise de décision ... Si nous ne nous attaquons pas de front à ces systèmes, ils saperont les solutions climatiques.</p>

Notes/éléments manquants?

- Quelles sont les idées sur lesquelles le groupe est d'accord ?
- Quelles sont les idées qui posent problème au groupe ?
- Y a-t-il d'autres principes ou idées qui manquent ?
- Quels principes allez-vous adopter pour votre transition juste ?

Fiches de travail

	LIGNES DIRECTRICES DE L'OIT POUR UNE TRANSITION JUSTE	CADRE POLITIQUE DU COSATU	CHARTRE DE LA JUSTICE CLIMATIQUE	ALLIANCE POUR LA JUSTICE CLIMATIQUE	PRINCIPES FÉMINISTES DU GREEN NEW DEAL
SOLIDARITÉ : PAYS ET RÉGIONS	(f) Il n'y a pas de « taille unique ». Les politiques et les programmes doivent être conçus en fonction des conditions spécifiques des pays, notamment de leur stade de développement, des secteurs économiques et des types et tailles d'entreprises.	La solidarité africaine est impérative. [Une augmentation de 2°C de la température mondiale se traduira par une augmentation moyenne de 3°C pour l'Afrique [avec de graves répercussions sur l'alimentation et l'eau]. L'Afrique est également plus vulnérable parce qu'elle dispose de moins de ressources pour faire face aux conséquences du changement climatique. En tant que continent, nous sommes à la traîne en matière de technologie, de compétences et de ressources financières. ... Nous avons également besoin d'une solidarité continentale pour résister à un nouvel accaparement néocolonial des terres en Afrique.	Solidarité internationale : La lutte de chacun est une lutte partagée pour maintenir la vie. Dans le contexte de l'aggravation des chocs climatiques, la solidarité internationale est au cœur de la transition juste et profonde, car elle permet d'unir tous ceux qui luttent pour l'émancipation et pour un monde post-carbone.	<i>Une transition juste incarne la solidarité locale, régionale, nationale et internationale : Une transition juste doit être libératrice et transformatrice. Les impacts de l'économie extractive ne connaissent pas de frontières. Nous reconnaissons l'interconnexion de nos communautés et de nos problèmes. Nos solutions font appel à la solidarité locale, régionale, nationale et mondiale qui s'oppose à l'impérialisme et au militarisme.</i>	Nous devons soutenir les migrants et les réfugiés touchés par le changement climatique, qui fuient la crise même que les États-Unis ont créée, tout en finançant les efforts d'adaptation afin que les communautés n'aient pas à partir.
SOLIDARITÉ : GÉNÉRATIONS			<i>Justice intergénérationnelle : La protection de notre patrimoine planétaire et de nos écosystèmes est essentielle pour la justice intergénérationnelle, pour garantir un avenir à nos enfants, à nos jeunes et à ceux qui ne sont pas encore nés.</i>		<i>Respecter le leadership des jeunes qui se battent pour les générations futures : ... Nous devons (...) laisser la planète dans un meilleur état que nous l'avons trouvée, tirer les leçons des traditions de résistance et embrasser le travail vital mené par les jeunes pour faire face au changement climatique. La justice et notre survie exigent que nous travaillions ensemble, toutes générations confondues, pour opérer rapidement des changements majeurs et profonds.</i>
SOLIDARITÉ : AVEC LA NATURE			<i>Droits de la nature et solutions climatiques naturelles : ... Si nous voulons survivre, toutes les créatures vivantes doivent être respectées. ... L'approche des droits de la nature reconnaît la valeur intrinsèque de toutes les formes de vie non humaines. En outre, la nature a ses propres solutions au changement climatique, dont nous pouvons nous inspirer.</i>		

Notes/éléments manquants?

Quelles sont les idées sur lesquelles le groupe est d'accord ? / Quelles sont les idées qui posent problème au groupe ?
Y a-t-il d'autres principes ou idées qui manquent ? / Quels principes allez-vous adopter pour votre transition juste ?

Fiches de travail

	LIGNES DIRECTRICES DE L'OIT POUR UNE TRANSITION JUSTE	CADRE POLITIQUE DU COSATU	CHARTRE DE LA JUSTICE CLIMATIQUE	ALLIANCE POUR LA JUSTICE CLIMATIQUE	PRINCIPES FÉMINISTES DU GREEN NEW DEAL
GÉOPOLITIQUE/IMPÉRIALISME	<p>(g) Dans la mise en œuvre des stratégies de développement durable, il est important de favoriser la coopération internationale entre les pays. Dans ce contexte, nous rappelons la Conférence des Nations unies sur le développement durable (Rio+20), y compris la section VI sur les moyens de mise en œuvre [y compris le financement].</p>	<p>Le processus de la CCNUCC doit impérativement déboucher sur un accord international ambitieux et juridiquement contraignant visant à limiter l'augmentation de la température à 1,5 °C maximum.</p> <p>Les pays développés doivent payer pour leur dette climatique et le Fonds vert pour le climat doit rendre des comptes.</p>	<p>La décolonialité :</p> <p>La domination coloniale, néocoloniale et impériale nous mène à l'extinction. Ce système repose sur le culte de l'extractivisme, de la technologie, de la finance, de la violence et des marchés. Nous nous détacherons activement de ce système en affirmant une relation émancipatrice entre les humains et la nature non humaine, enracinée dans notre histoire, notre culture, notre savoir et la lutte plus large des opprimés sur la planète Terre.</p>		<p><i>Reconnaître qu'il n'existe pas de politique climatique nationale :</i> Nous ne pourrions éviter une catastrophe climatique que si les États-Unis collaborent avec le reste du monde pour atténuer le changement climatique et promouvoir une politique étrangère féministe ... Cela nécessitera ... la reconnaissance du fait que les États-Unis ont été le plus grand pollueur historique de carbone au monde ... Les États-Unis doivent s'acquitter de cette dette envers le Sud ... mettre fin aux interventions extractivistes des États-Unis dans le monde. ... Nous devons faire face à un complexe militaro-industriel dirigé par les États-Unis qui défend les industries extractives, pollue l'environnement, aggrave le changement climatique et porte atteinte à la paix et aux droits de l'homme.</p>
DÉMOCRATIE PARTICIPATIVE	<p>(a) Un consensus social fort sur l'objectif et les voies de la durabilité est fondamental. Le dialogue social doit faire partie intégrante du cadre institutionnel pour l'élaboration et la mise en œuvre des politiques à tous les niveaux. Toutes les parties prenantes concernées doivent être consultées de manière adéquate, informée et continue.</p>	<p>La position du gouvernement dans les processus de la CCNUCC [et dans la politique et les plans nationaux] doit représenter correctement les intérêts de la population.</p>	<p>Démocratie participative :</p> <p>Toutes les politiques relatives au climat et à la transition juste et profonde doivent s'appuyer sur les voix, le consentement et les besoins de toutes les personnes, en particulier celles qui subissent des préjudices.</p>	<p><i>Une transition juste défend l'autodétermination :</i></p> <p>Tous les peuples ont le droit de participer aux décisions qui ont un impact sur leur vie. Cela nécessite une gouvernance démocratique ... Les communautés doivent avoir le pouvoir de façonner leurs économies, en tant que producteurs, consommateurs et dans nos relations mutuelles. ... l'autodétermination est l'un de nos meilleurs outils pour réaliser le monde dont nous avons besoin. Les personnes les plus touchées ... ont la capacité d'adaptation et l'expertise nécessaires pour jouer un rôle de premier plan dans l'élaboration de solutions.</p>	<p><i>Garantir des solutions contrôlées démocratiquement et dirigées par la communauté :</i> Grâce au leadership des groupes de femmes et des mouvements locaux dans l'élaboration des politiques climatiques locales et mondiales, les résultats seront plus démocratiques, plus solides et plus durables. ... donner la priorité à l'autodétermination des communautés concernant toute politique ou tout projet de développement ayant un impact sur leurs terres et leurs moyens de subsistance, et affirmer la nécessité d'un consentement préalable, libre et éclairé. Les solutions proposées ... doivent être détenues et dirigées par la communauté ... Elles doivent également s'inspirer des solutions existantes à la crise climatique mises en œuvre par les femmes et les communautés, les améliorer et les soutenir ...</p>

Notes/éléments manquants?

- Quelles sont les idées sur lesquelles le groupe est d'accord ?
- Quelles sont les idées qui posent problème au groupe ?
- Y a-t-il d'autres principes ou idées qui manquent ?
- Quels principes allez-vous adopter pour votre transition juste ?

Session 1.3

Réflexion

Réflexion sur les sujets abordés

- **Comprenez-vous mieux ce que signifie une transition juste ?**
- **Quels liens voyez-vous entre les programmes de votre organisation et la campagne pour une transition juste ?**
- **Qu'avez-vous appris sur les moyens de rendre vos projets et campagnes climatiques "justes en termes de genre" ?**
- **Citez deux principes pour une transition juste que vous envisagez d'intégrer dans le travail de votre organisation.**

➤ Sur [le site du cours](#), vous trouverez des études, des vidéos et des sites pertinents pour approfondir les sujets abordés dans cette session. Vous trouverez également toutes les références.

EN BREF

Ne laisser personne de côté

L'Agenda 2030 prévoit de réaliser les Objectifs de développement durable afin d'offrir à tous un développement durable. Les pays se sont engagés à "ne laisser personne de côté" et à "atteindre d'abord les plus éloignés". Cela signifie qu'il faut atteindre les plus pauvres parmi les pauvres et mettre fin aux inégalités et aux discriminations qui maintiennent les personnes et les communautés en arrière, par exemple dans la pauvreté ou sans accès à l'eau, au logement, à l'éducation et à la protection sociale.

5 facteurs croisés à prendre en compte¹

Cinq facteurs sont proposés pour comprendre qui est laissé pour compte et pourquoi - voir les cercles dans le diagramme ci-dessous.

Ces facteurs peuvent être utilisés pour *examiner* les désavantages auxquels les personnes sont confrontées, pour *renforcer les capacités* de ceux qui sont à risque ou laissés pour compte, et pour *adopter des* politiques inclusives et progressistes.

STATUT SOCIO-ÉCONOMIQUE :

Tenir compte de la pauvreté multidimensionnelle et des inégalités entre les femmes, les hommes et les enfants. Prendre en compte les moyens de subsistance, y compris l'emploi informel et vulnérable.

GÉOGRAPHIE :

Tenir compte du lieu de vie, de la mobilité et de l'accès à l'internet, ainsi que de l'isolement, du risque ou de l'exclusion liés à l'emplacement, à la dégradation de l'environnement, au transport et à la technologie.

DISCRIMINATION :

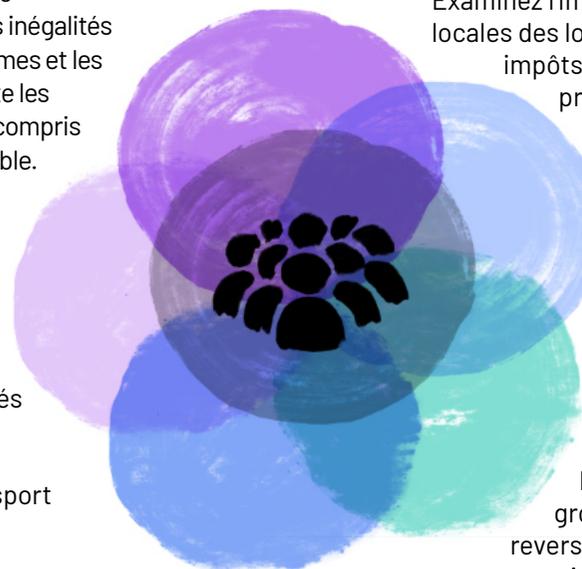
Envisager la discrimination sur la base d'un statut ou d'une identité supposé(e) ou attribué(e), y compris le sexe, l'âge, le handicap et d'autres groupes sociaux.

GOUVERNANCE :

Examinez l'impact sur les communautés locales des lois, des politiques, des impôts, des budgets et des pratiques de gouvernance formelles, traditionnelles ou informelles. Prenez en compte la capacité des communautés à participer au gouvernement et à la prise de décision, ainsi qu'aux espaces civiques.

CHOC ET FRAGILITÉ :

Il s'agit de lieux ou de groupes qui subissent des revers plus fréquents ou plus graves en raison de catastrophes naturelles ou environnementales, de la violence, de la criminalité, de conflits, de chocs économiques ou autres.



L'expérience des programmes de nombreuses organisations à travers le monde a démontré que le fait de placer les personnes marginalisées, telles que les femmes et les communautés indigènes, au cœur de la politique et des initiatives climatiques a des effets positifs durables sur la capacité des communautés à se préparer aux chocs climatiques et à les absorber, et permet d'instaurer la justice sociale. D'autre part, le fait de ne pas inclure d'analyse de genre dans les politiques et les programmes peut renforcer les inégalités, par exemple en perpétuant les stéréotypes.² En plaçant le leadership, les points de vue, les problèmes et les besoins des personnes les plus défavorisées au centre des initiatives, on est sûr de ne laisser personne de côté.

EN BREF :

Questions de justice en matière de genre dans la transition climatique

Les sociétés et les cultures confèrent aux femmes et aux hommes des positions différentes dans la société et l'économie. Les femmes et les hommes peuvent...

- rôles dans la société et l'économie
- emplois et salaires
- les responsabilités et les pouvoirs de décision au sein du ménage, de la communauté et de la société
- l'accès aux ressources, leur utilisation et leur contrôle
- les modes de consommation
- les modes de vie et les activités.

Ces différentes positions signifient que les femmes et les hommes peuvent être affectés différemment par le changement climatique et par la transition climatique - en fonction également d'autres facteurs. Les personnes plus riches disposent de plus de ressources pour faire face aux changements et aux chocs.

Lorsque vous réfléchissez à la question du genre et de la transition climatique, veillez à ne pas renforcer ou perpétuer les stéréotypes. Réfléchissez à ce qui existe en termes de position des hommes et des femmes, et non à une prescription du potentiel inné des femmes et des hommes. Il est vrai que la plupart des soins aux enfants et des travaux ménagers sont effectués par les femmes ; il n'est pas vrai que les femmes sont par nature plus attentionnées que les hommes. Il est vrai que les hommes sont plus nombreux que les femmes à occuper des emplois formels ; il n'est pas vrai que les hommes sont par nature plus intelligents ou plus avisés. Il y aura toujours des exceptions au niveau individuel et des différences entre les cultures, les classes et les économies. Dans l'ensemble, les femmes gagnent moins que les hommes ; cependant, de nombreuses femmes de la classe moyenne gagnent probablement plus que la plupart des hommes de la classe ouvrière. Une publication de 2016 de l'Alliance mondiale pour le genre et le climat intitulée "*Genre et changement climatique : A closer look at existing evidence*" (*Genre et changement climatique : un examen plus approfondi des preuves existantes*) a montré que les preuves infirment certaines affirmations générales, telles que "Les hommes et les garçons ne seront pas autant affectés par le changement climatique que les femmes et les filles" et "Les femmes sont plus susceptibles de mourir pendant les tempêtes et les inondations parce qu'elles ne savent pas nager" (il s'avère que les compétences en natation n'aident pas à survivre pendant les tempêtes et les inondations majeures).⁹

Les changements climatiques et leurs effets potentiels sur les femmes et les hommes

Une publication des Nations unies/ARROW, intitulée *Manuel de formation sur le genre et la résilience au changement climatique*, examine la manière dont les

différents impacts du changement climatique peuvent affecter les femmes et les hommes différemment en fonction de leurs rôles sexospécifiques.¹¹ Il convient de noter que les rôles des hommes et des femmes ne sont donnés qu'à titre indicatif, qu'ils ne sont pas fixes et qu'ils peuvent varier selon les contextes.

SECTEUR	IMPACTS DU CHANGEMENT CLIMATIQUE OU DE LA TRANSITION	EXEMPLES DE RÔLES SEXUÉS POSSIBLES	VULNÉRABILITÉ SEXUÉE À L'IMPACT
L'EAU	<ul style="list-style-type: none"> Augmentation du stress hydrique dû aux sécheresses, aux précipitations irrégulières et à la diminution des nappes phréatiques 	<i>Les femmes</i> <ul style="list-style-type: none"> Cherchent et utilisent l'eau pour la boisson et l'usage domestique Irriguer les cultures vivrières 	<ul style="list-style-type: none"> Augmentation du temps et de la distance parcourus pour trouver de l'eau potable Le détournement de l'eau rare vers d'autres usages signifie qu'il y a moins d'eau disponible pour les cultures vivrières.
		<i>Hommes</i> <ul style="list-style-type: none"> Irriguer les cultures commerciales Utilisation de l'eau dans l'industrie manufacturière 	<ul style="list-style-type: none"> Augmentation des conflits autour des ressources en eau rares
ALIMENTATION	<ul style="list-style-type: none"> Réduction de la production alimentaire et augmentation des prix De mauvaises politiques de conservation peuvent réduire l'accès aux ressources naturelles 	<i>Les femmes</i> <ul style="list-style-type: none"> Gèrent l'alimentation et la nutrition du ménage Cuisiner 	<ul style="list-style-type: none"> Augmentation de la pauvreté car une plus grande partie de l'argent du ménage est consacrée à l'alimentation**. Réduction de la nourriture et de l'alimentation des filles et des femmes, dans les foyers où les hommes sont nourris davantage ou en priorité Les femmes qui dépendent des forêts pour la nourriture et le bois seront confrontées à davantage de problèmes. Augmentation du stress pour assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle de la famille
		<i>Hommes</i> <ul style="list-style-type: none"> Gagner de l'argent pour la nourriture 	<ul style="list-style-type: none"> Augmentation de la pauvreté car une plus grande partie de l'argent du ménage est consacrée à l'alimentation**. Stress accru pour obtenir plus de revenus et gérer les finances
FOURRAGE POUR LES ANIMAUX	<ul style="list-style-type: none"> Les terres sont affectées à d'autres fins que le pâturage libre ou la culture de fourrage, par exemple pour la production de biocarburants. 	<i>Les femmes</i> <ul style="list-style-type: none"> Collectent le fourrage Gérer les animaux de pâturage 	<ul style="list-style-type: none"> Plus de temps et d'efforts consacrés à la collecte de fourrage ou au pâturage libre
		<i>Hommes</i> <ul style="list-style-type: none"> Acheter du fourrage Gérer les animaux de pâturage 	<ul style="list-style-type: none"> Augmentation du coût des fourrages Plus de temps et d'efforts consacrés à l'accès aux pâturages libres

**En général, ce sont les ménages les plus pauvres qui consacrent une part plus importante de leurs revenus à l'alimentation et à l'énergie (les ménages plus riches ont de l'argent à dépenser pour d'autres choses coûteuses comme l'immobilier, les voitures et les vacances, qui peuvent coûter plus cher que ce qu'ils dépensent pour l'alimentation et l'énergie).

SECTEUR	IMPACTS DU CHANGEMENT CLIMATIQUE OU DE LA TRANSITION	EXEMPLES DE RÔLES SEXUÉS POSSIBLES	VULNÉRABILITÉ SEXUÉE À L'IMPACT
ÉNERGIE	<ul style="list-style-type: none"> De mauvaises politiques de conservation peuvent réduire l'accès aux ressources naturelles Les politiques énergétiques à faibles émissions modifient les technologies 	<i>Les femmes</i> <ul style="list-style-type: none"> Utilisent l'électricité, la paraffine, le gaz ou le bois pour cuisiner et chauffer l'eau 	<ul style="list-style-type: none"> Plus de temps et d'efforts consacrés à la collecte du bois de chauffage
		<i>Hommes</i> <ul style="list-style-type: none"> Utilisent ou possèdent des machines et des véhicules qui consomment de l'électricité ou du pétrole 	<ul style="list-style-type: none"> De nouvelles compétences sont nécessaires Il faut pouvoir acheter de nouvelles machines ou de nouveaux véhicules
SANTÉ	<ul style="list-style-type: none"> Augmentation des maladies transmises par l'eau et des maladies véhiculées par les moustiques, les tiques ou les mouches Augmentation des vagues de chaleur Augmentation des catastrophes naturelles 	<i>Les femmes</i> <ul style="list-style-type: none"> Soins aux malades 	<ul style="list-style-type: none"> Augmentation de la charge de travail pour s'occuper des malades Perte de salaire due à l'absence du travail pour s'occuper d'un enfant malade ou d'une personne âgée
		<i>Hommes</i> <ul style="list-style-type: none"> Gagner de l'argent pour les frais médicaux Payer l'assurance médicale 	<ul style="list-style-type: none"> Augmentation des frais médicaux
AGRICULTURE	<ul style="list-style-type: none"> Baisse du rendement moyen des cultures Il faut planter des cultures différentes adaptées au nouveau climat de la région. 	<i>Les femmes</i> <ul style="list-style-type: none"> Produisent et stockent les cultures vivrières Effectuent les travaux agricoles 	<ul style="list-style-type: none"> La baisse des rendements des cultures vivrières entraîne une insécurité alimentaire, en particulier pour les ménages pratiquant l'agriculture de subsistance. La diminution du nombre de jours de travail réduit les revenus
		<i>Hommes</i> <ul style="list-style-type: none"> Travaillent dans la production et la commercialisation de cultures de rente Travailler dans l'agriculture 	<ul style="list-style-type: none"> La baisse des revenus agricoles pousse les hommes à émigrer à la recherche d'autres revenus

SECTEUR	IMPACTS DU CHANGEMENT CLIMATIQUE OU DE LA TRANSITION	EXEMPLES DE RÔLES SEXUÉS POSSIBLES	VULNÉRABILITÉ SEXUÉE À L'IMPACT
ÉLEVAGE DE BÉTAIL	Livestock affected by: <ul style="list-style-type: none"> • La baisse de la disponibilité de l'eau • Changements dans la qualité et la disponibilité des aliments pour animaux • Les températures élevées provoquant un stress thermique • Propagation de maladies • Changements dans la demande de viande • Augmentation du coût du fourrage et de l'eau 	<i>Les femmes</i> <ul style="list-style-type: none"> • Gèrent le petit bétail et la volaille 	<ul style="list-style-type: none"> • Plus de temps consacré à la gestion du bétail
		<i>Hommes</i> <ul style="list-style-type: none"> • Gérer ou travailler dans de grandes exploitations bovines et laitières 	<ul style="list-style-type: none"> • L'élevage de gros bétail pourrait devenir moins rentable, voire non viable
PÊCHE	<ul style="list-style-type: none"> • La disponibilité des produits de la mer ou de l'aquaculture est modifiée ou réduite 	<i>Les femmes</i> <ul style="list-style-type: none"> • Transforment et commercialisent le poisson • Élevage de poissons dans des étangs 	<ul style="list-style-type: none"> • Le poisson se détériore plus rapidement à des températures plus élevées
		<i>Hommes</i> <ul style="list-style-type: none"> • Capturer le poisson en mer 	<ul style="list-style-type: none"> • Plus de temps passé en mer • Frais de carburant plus élevés pour se rendre là où se trouve le poisson • Diminution des revenus ou des bénéfices
TRAVAIL À DOMICILE	<ul style="list-style-type: none"> • Augmentation du nombre de journées chaudes et de vagues de chaleur • Augmentation des inondations fluviales ou côtières 	<i>Les femmes</i> <ul style="list-style-type: none"> • Aller chercher de l'eau et du combustible, nettoyer, cuisiner, s'occuper des enfants • Travaillent à domicile 	<ul style="list-style-type: none"> • Les inondations emportent les biens ménagers • Perte du lieu de travail et du matériel à domicile à la suite de catastrophes
		<i>Hommes</i> <ul style="list-style-type: none"> • Utilisent des outils électriques et des métiers à tisser 	<ul style="list-style-type: none"> • Moins productifs pendant les vagues de chaleur
TRANSPORT	<ul style="list-style-type: none"> • Infrastructures endommagées par la chaleur, les tempêtes extrêmes et les inondations • Politiques et technologies de transport à faibles émissions 	<i>Les femmes</i> <ul style="list-style-type: none"> • Utilisent les transports publics pour aller travailler, faire leurs courses, emmener leurs enfants à l'école ou à la clinique 	<ul style="list-style-type: none"> • Le manque de disponibilité ou le coût élevé des transports publics réduit la mobilité des femmes et leur accès aux services.
		<i>Hommes</i> <ul style="list-style-type: none"> • Utilisent les transports privés et publics pour travailler ou pour se rendre sur place, ou pour faire des excursions 	<ul style="list-style-type: none"> • Moins d'emplois ou de nouvelles compétences nécessaires pour les chauffeurs routiers • L'augmentation des coûts du carburant et du transport réduit l'utilisation des voitures ou des motos.
CATASTROPHES CÔTIÈRES	<ul style="list-style-type: none"> • Augmentation de l'intrusion d'eau salée • Ondes de tempête • Inondations et dommages aux infrastructures 	<i>Les femmes</i> <ul style="list-style-type: none"> • Stocker les articles ménagers et d'urgence • Récupérer de l'eau et cuisiner • S'occuper des enfants et des personnes âgées 	<ul style="list-style-type: none"> • Les femmes et les enfants sont plus susceptibles d'être blessés ou de mourir • Les maisons sont déplacées • La charge de travail pour aller chercher de l'eau et du combustible, nettoyer, cuisiner, s'occuper des enfants devient plus difficile. • Les violences sexuelles et sexistes augmentent après les catastrophes et dans les refuges
		<i>Hommes</i> <ul style="list-style-type: none"> • Comportement à risque • Essayer de sauver des vies et des biens • Obtenir des informations actualisées • Responsable de l'assurance et de la récupération 	<ul style="list-style-type: none"> • Risques professionnels pour les pêcheurs • Pertes en vies humaines • Augmentation des migrations • Augmentation du stress • Les taux d'alcoolisme et de suicide peuvent augmenter

Sur la base des changements climatiques en cours ou à venir dans votre région, demandez-vous si ces idées s'appliquent à votre propre contexte et quels autres effets différenciés peuvent exister pour les femmes et les hommes.

Source: [UN Women](#)

EN BREF :

Vulnérabilités et capacités face aux catastrophes

Ce sont les capacités et les vulnérabilités présentes en chaque personne qui déterminent l'impact qu'un danger peut avoir et la manière dont elle réagit à une crise. Pour comprendre les risques, il faut examiner dans quelle mesure ces personnes sont exposées aux changements climatiques et à leurs répercussions, dans quelle mesure elles sont sensibles aux conséquences et quelles sont leurs capacités de réaction. (Voir les facteurs à prendre en compte dans la section « Ne laisser personne de côté » au début de cette section « En bref »).

Si l'on considère qu'en général les femmes assument une triple charge de travail (moyens de subsistance, tâches ménagères, éducation des enfants), qu'elles se débrouillent avec moins d'argent et qu'elles survivent à la violence domestique, au harcèlement et aux agressions sexuelles, on peut considérer qu'elles sont très résistantes.

Un document s'est penché sur les différences de vulnérabilité des hommes et des femmes face aux catastrophes et sur leurs capacités à réagir à une catastrophe.¹²

Voici ce que suggère ce document :

Différences entre les sexes en matière de vulnérabilité et d'adaptation aux catastrophes

	LES FEMMES	LES HOMMES
Des disparités entre les sexes qui augmentent les risques en cas de catastrophe	<ul style="list-style-type: none">• Manque d'accès à l'éducation, à l'information et à l'alerte précoce• Accès limité au pouvoir politique et aux représentations• Des niveaux de pauvreté plus élevés• L'état nutritionnel détermine la capacité à faire face aux catastrophes : dans certains contextes, les femmes mangent plus ou moins que les hommes.• Responsabilités étendues en matière de soins aux autres• Violence domestique• Les occupations et les tâches typiquement féminines sont sous-payées ou deviennent plus difficiles en cas de sécheresse ou d'inondation :<ul style="list-style-type: none">• petite agriculture• économie informelle• collecte de l'eau• les soins aux malades exposent les femmes aux maladies	<ul style="list-style-type: none">• Le fait d'être absent au travail lorsque des catastrophes se produisent, avec un système de soutien réduit, et d'essayer de rentrer chez soi.• Les normes de masculinité : Les hommes peuvent penser qu'en tant que "sexe fort", ils n'ont pas besoin de prendre de précautions ; ou bien la société attend des hommes qu'ils prennent des risques en menant des actions de sauvetage "héroïques".• Rôles dans la famille et le foyer : les hommes peuvent prendre des risques en jouant le rôle de protecteurs ou en assumant des tâches physiques telles que le déblaiement des maisons démolies.
Expériences sexospécifiques susceptibles d'accroître les capacités de gestion des catastrophes	<ul style="list-style-type: none">• Réseaux sociaux• Expérience des activités de soins• Connaissance approfondie des communautés• Gestion des ressources naturelles et environnementales• Un niveau élevé de sensibilisation aux risques	<ul style="list-style-type: none">• Savoir nager, grimper aux arbres et être physique est davantage enseigné aux garçons• Les garçons sont privilégiés lors des opérations de sauvetage• Contacts professionnels et de travail• Expérience des activités techniques• Responsabilités limitées en matière de garde d'enfants

Il convient de noter qu'un même aspect peut être à la fois un catalyseur et un obstacle pour un même sexe (par exemple, le fait que les femmes soient confinées à la maison et à l'environnement local signifie à la fois qu'elles n'ont pas de réseaux dans le monde extérieur et d'expériences qui élargissent les horizons, et qu'elles ont une connaissance approfondie de leur propre communauté et de solides réseaux sociaux).

La "double catastrophe" pour les femmes

Le document ci-dessus indique que « dans les phases de réhabilitation et de rétablissement à long terme après les catastrophes, il existe également des différences entre les hommes et les femmes. Les femmes et les filles sont particulièrement vulnérables dans les situations d'après-catastrophe, car elles n'ont pas de terres ni d'autres biens qui pourraient les aider à faire face à la situation. Elles sont donc plus susceptibles d'être confrontées à des pénuries alimentaires, au harcèlement sexuel, à des grossesses non désirées, à la traite des êtres humains et à la vulnérabilité aux maladies, et pourraient être contraintes d'abandonner l'école ou de se marier plus tôt. Si le genre n'est pas pris en compte, il y a également un risque que les aides à la reconstruction après une catastrophe favorisent les hommes au détriment des femmes, renforçant ainsi les inégalités entre les sexes ».

🕒 **Réfléchissez :** Demandez-vous si ces idées s'appliquent à votre propre contexte et quels sont les autres risques et capacités liés au genre.

EN BREF :

Questions relatives aux moyens de subsistance, à l'emploi et au travail décent dans le cadre de la transition

Comment le travail évolue en raison de la crise climatique et de la transition climatique

Les changements climatiques physiques et les changements de l'activité économique à faible émission de carbone et à l'épreuve du climat ont une incidence sur la façon dont les gens gagnent leur vie. L'augmentation de la chaleur peut affecter la productivité et les conditions de travail des travailleurs, les machines et les processus de production. Les types de compétences et d'emplois dont nous avons besoin dans une économie à faibles émissions de carbone et résiliente au changement climatique sont

différents de ceux dont nous disposons actuellement. Les moyens de subsistance qui dépendent des ressources naturelles peuvent être remis en cause par le changement ou l'effondrement des écosystèmes. La question de savoir ce qu'il adviendra des travailleurs des secteurs des combustibles fossiles au fur et à mesure de la réduction de leur activité est à l'origine du débat sur la nécessité d'une "transition juste".

Deux documents de l'OIT datant de 2018^{15,16} affirment que l'avenir du travail et de la justice sociale sera défini par deux tendances majeures liées à l'environnement naturel : la dégradation actuelle et future de l'environnement, et la poussée vers la durabilité environnementale. L'OIT a fait des projections sur les secteurs qui connaîtront les plus grandes pertes et les plus grands gains d'emplois. Même si certains secteurs connaîtront un déclin, le tableau général est positif ; une transition juste du secteur de l'énergie créerait à elle seule 16 millions de nouveaux emplois dans le monde. L'OIT a également souligné la manière dont les droits des travailleurs doivent être préservés au cours de la transition, par exemple grâce à la protection sociale et à l'accès au développement des compétences et à la reconversion..

CAMPAGNES POUR L'EMPLOI DANS LE DOMAINE DU CLIMAT

Les campagnes pour l'emploi climatique rassemblent des syndicats, des groupes de défense de la justice climatique et d'autres organisations de la société civile afin de

proposer des investissements publics massifs dans la création « d'emplois climatiques » et de plaider en faveur d'un plan populaire pour une transition juste. Il existe des campagnes nationales pour l'emploi dans le domaine du climat en Norvège, au Royaume-Uni, en Écosse, en France, au Portugal, en Afrique du Sud, au Canada et aux États-Unis. Vous pouvez les trouver sur globalclimatejobs.org.

Les campagnes préconisent des emplois qui ont un impact direct sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre ou sur l'adaptation au changement climatique, y compris la fourniture et la sécurisation de services vitaux :

- nouveaux emplois
- dans le secteur public ou financé par des fonds publics
- des emplois dignes, avec des salaires et des conditions équitables, dans le respect des règles de protection de l'environnement, d'hygiène, de santé et de sécurité au travail

et qui s'accompagnent d'un engagement à recycler et à employer des travailleurs dans des secteurs en perte de vitesse en raison de la transition. Mais la question de l'égalité des chances entre les femmes et les hommes pour obtenir ces emplois ne fait pas partie du concept « d'emplois climatiques » dans les documents de ces campagnes. Ils ne suggèrent pas non plus de donner la priorité à d'autres groupes qui n'ont pas un accès égal à des emplois décents en raison d'une discrimination structurelle, par exemple en raison de leur appartenance ethnique.

TRAVAIL DÉCENT

Les moyens de subsistance et les emplois verts étant de nouveaux domaines de travail, ils peuvent être créés en tant qu'emplois décents dès le départ. Les syndicats doivent veiller à ce que les emplois verts soient conformes à l'Agenda pour le travail décent de l'OIT (Organisation internationale du travail).¹⁷ Cela inclut l'égalité des chances et de traitement pour toutes les femmes et tous les hommes.

Qu'est-ce que le « travail décent » ?



UN TRAVAIL DÉCENT EST UN TRAVAIL QUI...

- ➔ est utile et productif
- ➔ est assorti d'un salaire décent
- ➔ offre des avantages et des protections sociales
- ➔ est protégé par une législation du travail solide qui garantit les droits des travailleurs, y compris la liberté d'association (le droit d'adhérer à un syndicat et d'être représenté par lui).



RESSOURCES

Sur le [site du cours](#), vous trouverez des études, des vidéos et des sites pertinents pour approfondir les sujets abordés dans cette session. Vous trouverez également toutes les références.

MODULE 2

Apprendre de ce que les autres font



Session 2.1

Ce que font les gouvernements

Cette session est consacrée à la principale convention des Nations unies sur le climat et à son fonctionnement. Elle examine les promesses d'action climatique que les pays soumettent dans le cadre de cette convention. Vous trouverez également plusieurs outils permettant d'évaluer ces promesses nationales en matière de climat, sur la base de la justice climatique mondiale, du genre et d'autres aspects.

A l'issue de cette session, les participants seront en mesure de...

- **Trouver les plans et les engagements de leur pays en matière de changement climatique.**
- **Trouver des outils pour évaluer si ces engagements climatiques sont suffisants.**
- **Expliquer le concept de "part équitable" d'un pays.**
- **Donner des exemples de problèmes de transition dans les pays fortement dépendants des combustibles fossiles.**
- **Analyser les actions gouvernementales liées à la transition vers une économie à faibles émissions de carbone et formuler des recommandations sur la manière de rendre la transition équitable**

Bienvenue et récapitulation



Dans l'atelier précédent (Module 1), nous nous sommes assurés de comprendre les causes et les impacts du changement climatique afin de savoir ce qui doit changer. Nous avons analysé les transitions qui se produisent dans les économies et développé nos idées sur ce qu'une transition juste signifie pour nos organisations et les personnes que nous représentons. Dans le module 2, nous allons explorer ce que les gouvernements, les syndicats et les organisations de la société civile font au sujet des transitions liées au climat, afin d'en tirer des enseignements. Cela peut inclure l'apprentissage de ce que nous ne voulons pas voir se produire. << (5 min)



Voyons ce que font les gouvernements en matière de changement climatique et de transition. Une façon de savoir ce qu'un gouvernement prévoit de faire est d'examiner les documents qu'il a soumis à la **Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC)**.

Les pays peuvent fixer des objectifs moins élevés ou moins nombreux dans leurs documents internationaux de la CCNUCC qu'ils ne l'ont fait dans leur politique nationale. Cela s'explique par le fait qu'il s'agit d'engagements volontaires pris dans un forum réunissant de nombreux autres pays et que de nombreux aspects politiques entrent en jeu. Néanmoins, les documents de la CCNUCC fournissent des pistes pour

les politiques nationales que vous pouvez consulter sur les sites web des gouvernements.

L'un des principaux documents à examiner est la **contribution déterminée au niveau national (CDN)**, c'est-à-dire les promesses faites par un pays en matière de climat dans le cadre de la CCNUCC. Il existe de nombreux outils pour évaluer ces promesses. <<



OUTILS POUR LES FORMATEURS :

[Contributions déterminées au niveau national \(CDN\)](#) – faites défiler vers le bas pour rechercher un pays. Tous les pays qui ont signé l'accord de Paris de la CCNUCC doivent soumettre leurs objectifs et plans climatiques nationaux. Ils couvrent à la fois l'atténuation et l'adaptation.

[Plans nationaux d'adaptation](#). Tous les pays n'ont pas fourni ces plans, qui ne sont pas obligatoires.

[Stratégies de développement à faibles émissions](#). Ces stratégies ne sont pas obligatoires et tous les pays ne les ont pas soumises.

Activité 2.1.1 :

Ce que les gouvernements pourraient faire pour une transition juste

1. Travaillez par groupe de trois.
2. Choisissez l'un des rapports ci-dessous sur un pays dans le cadre de l'[examen de l'équité de la société civile 2021](#). (Disponible uniquement en anglais)

Il s'agit de pays où les combustibles fossiles jouent un rôle important dans l'économie. Choisissez votre propre pays ou un pays

PAYS	Retrouvez-le sur les pages
Chine	30/31
Colombie	32/33
Équateur	34/35
Inde	36/37
Indonésie	38/39
Mozambique	40/41
Nigéria	42/43
Russie	44/45
Arabie Saoudite	46/47
Afrique du Sud	48/49
Trinité-et-Tobago	50/51
Royaume-Uni	52/53
États-Unis	54/55

similaire. C'est à vous de décider ce que signifie « similaire » et qui vous est le plus utile : Un pays proche ? Un pays dont l'économie est similaire ?

Si vous ne lisez pas en anglais, vous pouvez effectuer une recherche sur Internet en tapant « fossil fuel industry » + le pays de votre choix, puis « Just Transition » + votre pays pour obtenir des informations et des perspectives similaires.

3. Lisez le rapport national. Si le temps imparti est trop long, ne lisez que les sections « État du secteur des combustibles fossiles » et « Transition juste et débat sur l'élimination progressive ». (10 min)

4. Discutez de ce que vous diriez à ce gouvernement de faire pour faire avancer une transition juste dans ce pays. Chaque personne prend des notes sur les idées clés qui ressortent de la discussion de groupe.

Notez-les sous forme de puces. (20 min)

5. Les groupes rendent compte de leurs activités. (30 min)

- Commencez par faire le tour de tous les groupes et chaque groupe dit quel pays il a choisi.
- Ensuite, le premier groupe ne signale qu'une seule chose qu'il dirait au gouvernement.
- Si un autre groupe voulait dire la même chose au gouvernement qu'il a choisi, il lèverait la main pour que tout le monde puisse le voir - et ensuite il ne rapporterait plus la même chose quand ce serait son tour.
- Continuez à faire le tour des groupes de cette manière. Lorsque le tour d'un groupe arrive, une personne différente doit ajouter l'idée suivante.
- Arrêtez lorsque tous les groupes ont fini d'ajouter de nouvelles idées.

CONSEILS POUR LES FORMATEURS

Vous pouvez envoyer les études de cas par pays en guise de prélecture afin d'utiliser le temps de l'atelier pour la discussion. (Etapas 2 et 3 ci-dessus.)

Session 2.1

Réflexion

- **En savez-vous suffisamment sur la CCNUCC pour les besoins du travail que votre organisation souhaite effectuer sur une transition juste ? Si vous souhaitez vous impliquer davantage dans les questions relatives à la CCNUCC, à qui vous adresseriez-vous ?**
- **Quelle est l'importance du concept de « part équitable » d'un pays ?**
- **Parmi les outils d'évaluation de la CDN d'un pays (et donc de ses politiques nationales en matière de changement climatique), lesquels pourriez-vous utiliser ?**
- **Quelles idées avez-vous eues sur les exigences d'une transition juste que votre organisation pourrait présenter à votre gouvernement ?**

EN BREF :

À propos de la CCNUCC

Qu'est-ce que la CCNUCC ?

La Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC) a été établie en 1992 lors du Sommet de la Terre à Rio de Janeiro et a été signée (« ratifiée ») par 198 pays.

Qui sont les parties prenantes ?

Les parties prenantes sont des gouvernements et des entités gouvernementales comme l'Union européenne, qui ont signé la CCNUCC.

Qu'est-ce qu'une COP ?

Les parties prenantes à la CCNUCC se réunissent chaque année dans le cadre d'une conférence des parties prenantes (COP). Les pays individuels sont représentés par des négociateurs lors des COP, et ils s'expriment et votent pendant les sessions. La COP27 était la 27^e conférence de la CCNUCC, qui s'est tenue en Égypte en 2022.



Quelqu'un d'autre peut-il entrer ?

Les COP se déroulent dans des lieux gérés par la CCNUCC et vous devez être accrédité pour y accéder. La CCNUCC accrédite certaines organisations qui ne sont pas parties prenantes en tant qu'observateurs. Il s'agit des médias, des organisations non gouvernementales, des agences des Nations unies et des organisations intergouvernementales. Il y a également beaucoup de lobbyistes d'affaires aux COP.

Les parties à la CCNUCC se réunissent lors de conférences des parties (COP). Lors de la COP27 qui se tiendra en Égypte en 2022, les délégués des Maldives ont rappelé aux gouvernements participant aux négociations que le temps était compté. Photo : CCNUCC

Quelles sont les circonscriptions ?

Les organisations non gouvernementales s'organisent en collectifs : ONG du commerce et de l'industrie (BINGO), ONG syndicales (TUNGO), ONG de jeunesse (YOUNGO), ONG environnementales (ENGO), ONG de recherche et indépendantes (RINGO), gouvernements locaux et autorités municipales (LGMA), organisations de peuples indigènes (IPO), et Femmes et égalité des sexes.¹

Les travaux du groupe consultatif pour les femmes et l'égalité des sexes ont abouti au programme de travail de Lima sur l'égalité des sexes et à son plan d'action pour l'égalité des sexes, qui ont été approuvés par les parties prenantes en 2014 et renforcés en 2019. Ce plan vise à favoriser une action climatique sensible au genre dans le cadre de la CCNUCC, notamment en soutenant les pays en développement et en améliorant l'accès au financement des communautés locales, des organisations de femmes et des populations autochtones. Le plan souligne la nécessité d'une participation égale des femmes à tous les niveaux de l'action climatique. Il soutient également le rôle central des savoirs autochtones, locaux et traditionnels.

Qu'est-ce que l'accord de Paris ?

Il s'agit d'un traité international juridiquement contraignant entre les pays sur le changement climatique. Il a été adopté lors de la COP21 à Paris en 2015. Son objectif est de limiter le réchauffement climatique bien en dessous de 2°C et de préférence à 1,5°C, par rapport aux niveaux préindustriels.



Célébration de l'adoption de l'accord de Paris en 2015.
Photo : CCNUCC.

Que sont les contributions déterminées au niveau national (CDN) ?

Dans le cadre de l'Accord de Paris, les pays sont tenus de soumettre des contributions déterminées au niveau national tous les 5 ans à partir de 2020. Dans sa CDN, un pays communique les mesures qu'il prendra pour réduire les émissions de gaz à effet de serre et pour renforcer la résilience afin de s'adapter aux impacts du changement climatique. L'idée est que chaque CDN doit être meilleure que la précédente.

Quels sont les autres éléments soumis par les pays ?

Les pays soumettent également des **plans nationaux d'adaptation** et l'accord de Paris les invite à présenter des **stratégies de développement à faible émission de gaz à effet de serre à long terme**. Il s'agit de plans à plus long terme, et les CDN quinquennales s'inscrivent dans les stratégies à plus long terme. Ces deux documents ne sont pas obligatoires.

Qu'en est-il du suivi et de l'évaluation ?

Les pays doivent rendre compte des progrès accomplis dans la mise en œuvre des actions prévues par leur CDN. Les CDN et les rapports d'avancement alimenteront un **bilan mondial**, qui évaluera les progrès collectifs accomplis dans la réalisation des objectifs climatiques à long terme.

Les CDN étant déterminées par les pays, il n'est pas garanti que leur somme totale corresponde à ce qui est nécessaire pour stabiliser le réchauffement de la planète à 1,5 °C maximum. Il n'existe aucun moyen d'obliger un pays à améliorer sa CDN, et aucune sanction n'est prévue s'il ne la respecte pas.



Les Amis de la Terre International et la Confédération Syndicale Internationale ont organisé un événement à la COP23 pour discuter de la nécessité d'une transition juste. Des représentants des mouvements syndicaux et environnementaux ont parlé de leur vision commune pour faire face à la crise climatique et assurer une transition économique qui soit juste pour les travailleurs affectés et leurs communautés. Photo : Theiva Lingham, Amis de la Terre International

EN BREF :

Le concept de « part équitable » d'un pays

- Une approche de « **partage des ressources** » : Le **budget carbone mondial** nous indique la quantité d'émissions de gaz à effet de serre que nous pouvons encore nous permettre d'émettre pour avoir une chance raisonnable de rester en dessous de 1,5°C. Le budget carbone est une ressource rare qui doit être répartie entre les pays. L'approche du « partage des ressources » consiste à déterminer la part des émissions restantes que chaque pays devrait être autorisé à émettre. Chaque pays dispose de son propre budget carbone, qu'il ne doit pas dépasser.
- Une approche de « **partage de l'effort** » : pour rester dans les limites du budget mondial, la science nous dit que nous devons réduire les émissions de manière à ce qu'elles atteignent leur maximum d'ici 2025, diminuent de 43 % d'ici 2030 et s'arrêtent à zéro vers 2050. (Il convient de noter que ce calendrier est critiqué par de nombreuses personnes qui le jugent trop généreux. Il nous permet d'émettre trop de carbone au cours de la première moitié du siècle, de sorte que nous devons ensuite « nettoyer » l'atmosphère grâce à des émissions



Godwin Ojo de Friends of the Earth Nigeria campagne pour des parts équitables à la conférence sur le climat à Paris 2015. Photo: Luka Tomac / Friends of the Earth International

dites négatives. Nous n'avons pas encore trouvé le moyen de le faire à grande échelle). L'effort de réduction est ce qui est nécessaire pour ramener les émissions aux niveaux souhaités. L'approche du « partage de l'effort » consiste à déterminer dans quelle mesure chaque pays doit réduire ses émissions. Différents pays ou secteurs font des efforts différents pour réduire les émissions.

Que l'on utilise l'approche du partage des ressources (budget carbone) ou celle du partage des efforts (objectifs de réduction), la méthode d'allocation doit garantir un partage équitable entre les pays. Dans les deux cas, le total mondial des budgets carbone des pays, ou des efforts de réduction, doit nous permettre de rester dans les limites du budget carbone mondial et des objectifs de réduction. Si nous relâchons les émissions d'un pays, un autre pays doit réduire ses émissions pour compenser.

Comment devons-nous répartir les ressources en émissions, ou les efforts de réduction requis, entre les pays ? C'est une question de justice climatique mondiale.

En 1992, la CCNUCC a adopté le principe des « **responsabilités communes mais différenciées et des capacités respectives** ». Le changement climatique est un problème commun à tous les pays qui doivent faire quelque chose pour y remédier. En même temps, on peut s'attendre à ce que différents pays en fassent plus ou moins que d'autres. Les pays dits « développés » émettent déjà beaucoup depuis longtemps, contribuant ainsi au réchauffement déjà en cours, et portent donc une plus grande responsabilité. Les pays en développement estiment qu'ils devraient être autorisés à émettre pour poursuivre leur développement économique, au moins jusqu'à un certain seuil. Il convient également de tenir compte des différences de situation et de capacité entre les pays. Certains pays ont une capacité d'action beaucoup plus grande que d'autres, en raison de leurs revenus et de leur richesse plus élevés, de leur niveau de développement et de leur accès aux technologies.

Cependant, aucune méthode n'a été adoptée dans le cadre de la CCNUCC pour quantifier la « responsabilité et la capacité » d'un pays ou pour répartir le budget carbone mondial ou l'effort requis entre les pays. Vous trouverez [ici](#) une liste de différentes propositions de chercheurs concernant des méthodes équitables de partage de l'effort.

Les questions qui se posent dans le débat sur la manière d'y parvenir sont notamment les suivantes :

- responsabilité des émissions historiques
- l'état de développement économique et le droit de pouvoir se développer jusqu'à un certain niveau
- taille de la population et émissions par habitant
- la capacité financière, technologique et autre à réduire les émissions.

EN BREF :

Outils d'évaluation des CDN des pays

L'outil de suivi de l'action climatique (Climate Action Tracker)

(Disponible en anglais)

Le Climate Action Tracker est une analyse scientifique indépendante qui suit les promesses et les actions des gouvernements en matière d'atténuation du changement climatique. Il les évalue par rapport à ce qui est nécessaire pour limiter le réchauffement de la planète à 1,5 °C ou, au moins, à un niveau nettement inférieur à 2 °C. Il couvre tous les plus grands pays émetteurs et un échantillon représentatif des plus petits émetteurs couvrant environ 85 % des émissions mondiales.

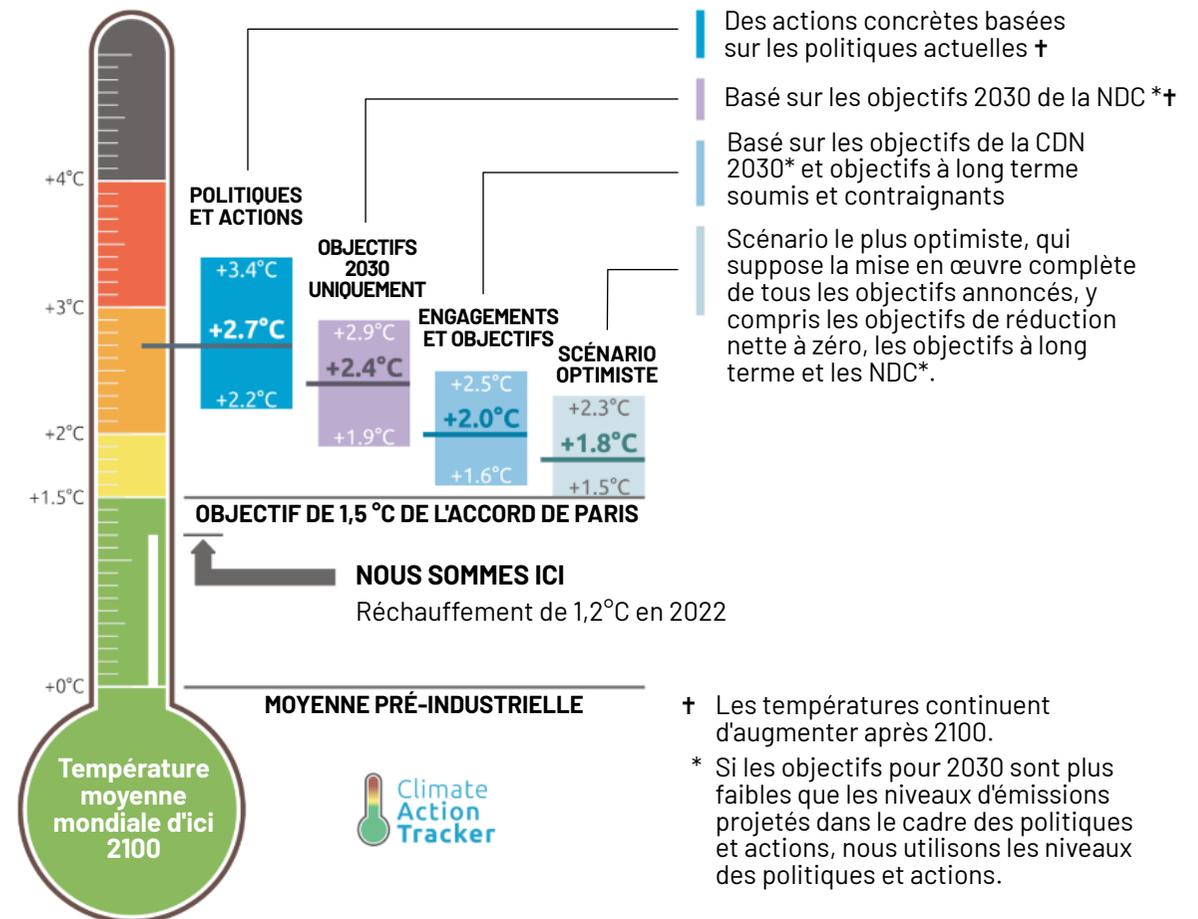
VUE D'ENSEMBLE

Le Climate Action Tracker analyse l'effet combiné des engagements nationaux individuels afin de vérifier si les émissions mondiales sont sur la bonne voie pour atteindre les objectifs de 1,5°C-2°C.

Il utilise un thermomètre pour montrer les plages de réchauffement climatique auxquelles nous sommes confrontés avec les CDN des pays et les politiques actuelles. Il mesure également l'écart entre les émissions nécessaires en 2030 et les émissions que l'on peut attendre des CDN des pays et des politiques actuelles.

PROJECTIONS DE RÉCHAUFFEMENT DE LA CAT

Mise à jour de novembre 2022



ÉVALUATIONS PAR PAYS

L'Observatoire de l'action climatique :

- **évalue les objectifs de réduction des émissions de chaque pays et détermine si les politiques et actions actuellement mises en œuvre lui permettront d'atteindre ces objectifs.** Les terres et les plantes étant des puits de carbone, l'évaluation indique également si les émissions de gaz à effet de serre provenant de l'utilisation des terres ont un impact important sur l'ensemble des émissions du pays.
- Vérifie si les pays qui sont censés **fournir des financements** à d'autres pays le font.
- Évalue si le pays fait sa **juste part** de l'effort mondial de réduction des émissions requis. Il détermine la « fourchette de la part équitable » du pays à partir d'une longue liste d'études publiées avec différents principes et méthodes de partage de l'effort.

Exemple de notation d'un pays :

ÉCHELLE D'ÉVALUATION DU CLIMATE ACTION TRACKER	Si les efforts de tous les gouvernements atteignaient ce niveau, il y aurait deux tiers de chances que le réchauffement climatique se produise d'ici la fin du siècle...
 Critiquement insuffisant	dépasser 4°C
 Très insuffisant	être supérieure à 3°C et inférieure à 4°C
 Insuffisant	être supérieure à 2°C et inférieure à 3°C
 Presque suffisant	être inférieure à 2°C
 1,5°C compatible avec l'Accord de Paris	être inférieure à 1,6°C au cours du 21e siècle et à 1,5°C en 2100



Gender Climate Tracker

(Disponible en anglais, espagnol et français)

Le Gender Climate Tracker est géré par la WEDO (Women's Environment and Development Organisation), une organisation mondiale de défense des droits. Il examine les aspects de genre liés à la CCNUCC et est utile pour ceux qui travaillent avec les décideurs politiques et les négociations de la CCNUCC.

Le Gender Climate Tracker se penche sur :

- Références au genre dans les décisions officielles de la CCNUCC.
- Statistiques sur la participation des femmes aux processus de la CCNUCC, y compris par pays.
- [Profils des pays](#) Une analyse de genre de la CDN de chaque pays. Les pays suivants disposent de plans nationaux spécifiques en matière de genre et de changement climatique, qui sont [rassemblés ici](#) : Bangladesh, Costa Rica, Cuba, Égypte, Haïti, Jamaïque, Jordanie, Liberia, Mozambique, Népal, Pakistan, Panama, Pérou, République dominicaine, Tanzanie, Zambie.

CE QUI EST ÉVALUÉ DANS LES PROFILS DE PAYS :

a) **Gouvernance**

- i) Référence au genre ou aux femmes dans la CDN et dans les politiques ;
- ii) De quel type de référence il s'agit, par exemple sur l'atténuation, l'adaptation, le renforcement des capacités, la mise en œuvre ou la transversalité ;

iii) La manière dont les femmes sont positionnées dans la CDN. Les femmes sont-elles considérées comme un groupe vulnérable aux effets du changement climatique, comme des bénéficiaires de projets ou de politiques, comme des agents du changement ou comme des parties prenantes dans la prise de décision liée au changement climatique ?

b) **Planification**

- i) Un budget de la CDN prend-il en compte les aspects liés à l'égalité des sexes ?
- ii) Existe-t-il un processus de planification participative pour la CDN ?

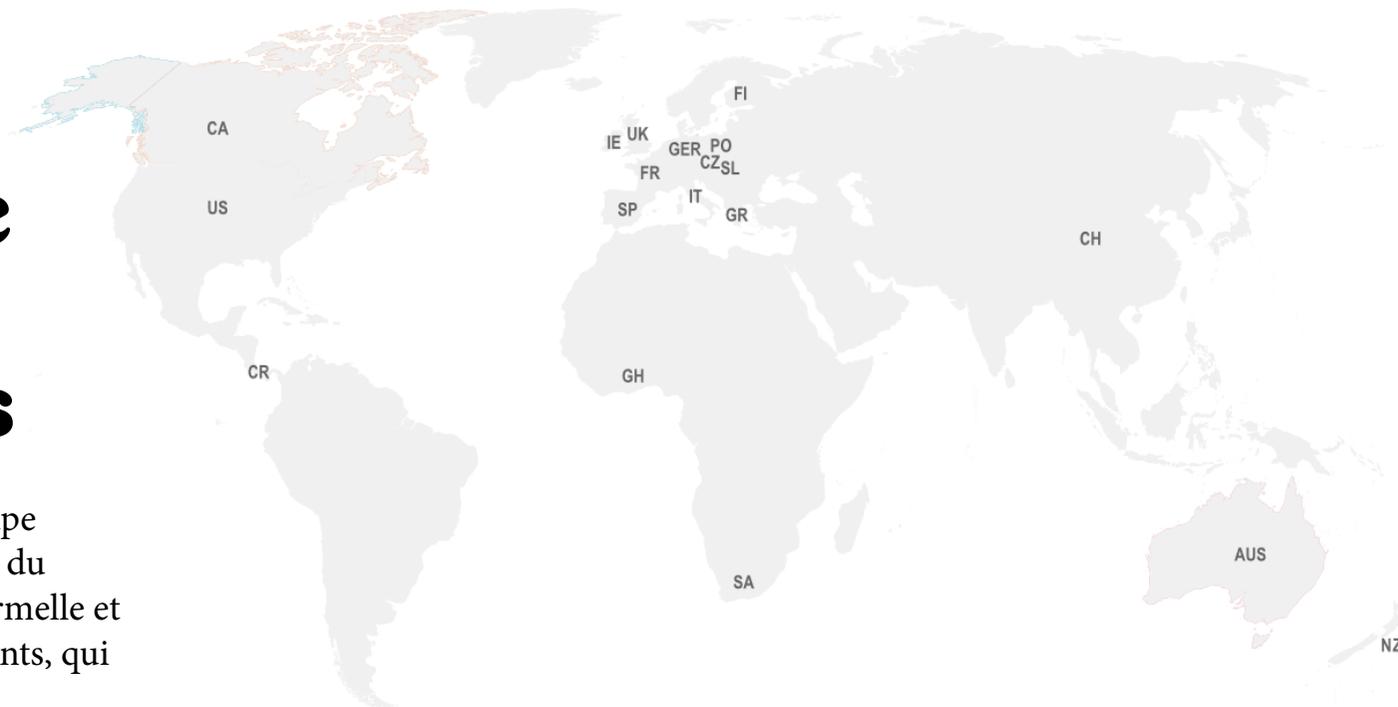
c) **Mise en œuvre et renforcement de la politique climatique**

- i) Existe-t-il un moyen ou un processus de suivi ou de mise en œuvre de la CDN ?

EN BREF :

Initiatives de transition juste menées par les gouvernements

L'organe scientifique de la CCNUCC, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, identifie les processus de transition formelle et équitable suivants, menés par les gouvernements, qui sont en cours :

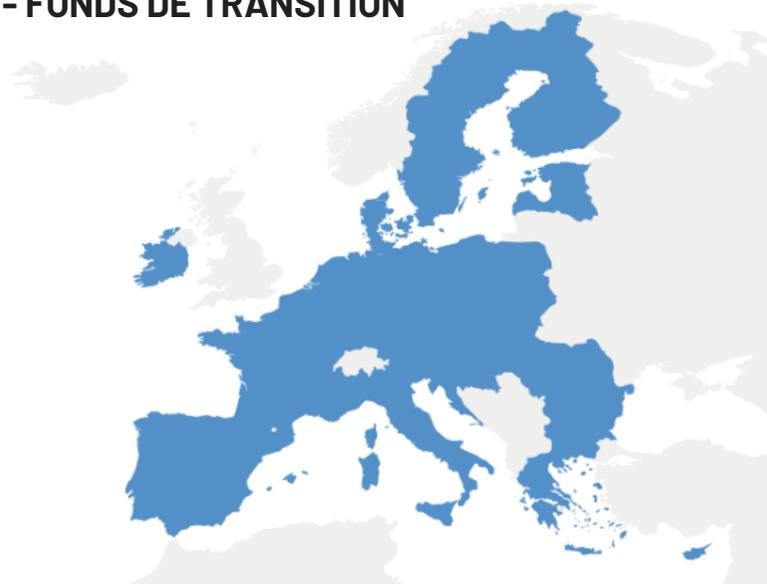


COMMISSIONS, GROUPES DE TRAVAIL ET DIALOGUES SUR LA TRANSITION ÉQUITABLE

- **Australie** : Autorité de la vallée de La Trobe
- **Canada** : Groupe de travail sur la transition équitable pour les travailleurs canadiens de l'industrie du charbon
- **Chine** : Dispositions relatives à la fermeture des mines dans le 13e plan quinquennal pour le développement de l'industrie du charbon (2016-2020)
- **Costa Rica** : Plan national de décarbonisation 2018-2050
- **République tchèque** : Commission tchèque du charbon
- **Finlande** : Groupe de travail pour assurer une transition juste et équitable et l'acceptabilité des mesures climatiques
- **France** : programme 2018 des contrats **de transition écologique**
- **Allemagne** : Commission allemande sur la croissance, les changements structurels et l'emploi ("Commission allemande du charbon")

- **Ghana** : Dialogue national sur le travail décent et la transition équitable vers une économie et une société durables
- **Grèce** : Fonds national de transition équitable pour les zones de lignite
- **Irlande** : Fonds de transition juste Irlande
- **Italie** : Le cadre de transition juste d'Enel et le projet Futur-e
- **Nouvelle-Zélande** : Just Transitions Unit au sein du ministère des affaires, de l'innovation et de l'emploi
- **Pologne** : Le paquet social minier de 1998 et les privilèges spéciaux accordés aux communes minières
- **Slovaquie** : Plan d'action pour la transformation de la région houillère de Haute-Nitra
- **Afrique du Sud** : Commission présidentielle sur le climat
- **Espagne** : Accord-cadre pour une transition juste sur l'exploitation du charbon et le développement durable
- **Royaume-Uni** : Commission écossaise pour une transition juste
- **États-Unis** : Partnership for Opportunity and Workforce and Economic Revitalisation Plan (POWER+) (Partenariat pour l'égalité des chances et plan de revitalisation de la main-d'œuvre et de l'économie)

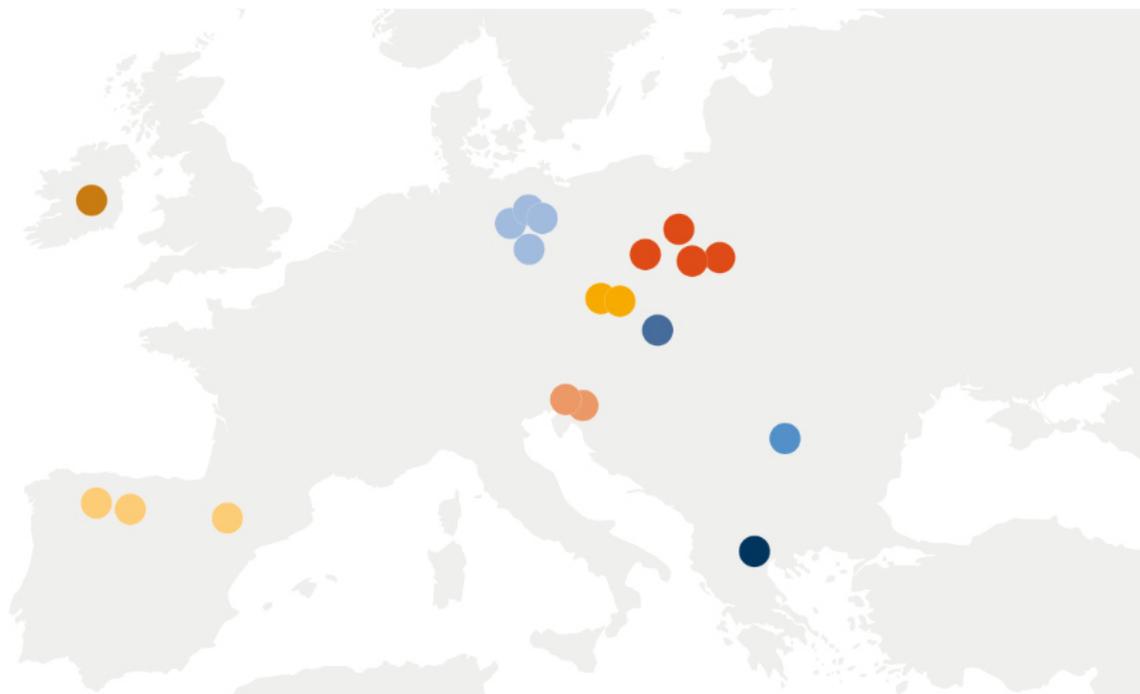
GREEN DEAL EUROPÉEN - FONDS DE TRANSITION



La carte montre les fonds liés à la Just Transition dans le cadre du Green Deal de l'Union européenne.

PLATE-FORME DE L'UNION EUROPÉENNE POUR LES RÉGIONS CHARBONNIÈRES EN TRANSITION

- Silésie, Basse-Silésie, Grande Pologne, Petite Pologne
- Moravie-Silésie, Usti, Karlovy Vary
- Macédoine occidentale
- Vallée de la Jiu
- Régions métropolitaines
- Brandebourg, Saxe, Saxe Anhalt, Rhénanie du Nord-Westphalie
- Asturies, Aragon, Castille-et-León
- Haute Nitra
- Zasavska, Savinjsko-Šaleška



Session 2.2

Ce que font les syndicats

Cette session se concentre sur ce que les fédérations syndicales internationales pensent et font (ou ne font pas !) au sujet du changement climatique. Par exemple, vous trouverez de nombreuses vidéos de syndicalistes du monde entier s'exprimant sur les questions de transition juste.

A l'issue de cette session, les participants seront en mesure de...

- Distinguer les différents points de vue syndicaux sur ce qu'est une transition juste, depuis les questions liées à l'atelier jusqu'à la transformation systémique profonde.
- Mettre en évidence les idées des syndicalistes du monde entier pour les utiliser dans le travail de votre propre organisation.
- Expliquer comment le travail pour la liberté d'association, le travail décent et la protection sociale est pertinent pour la transition juste, et inversement.
- Négocier une convention collective sur les questions de transition sur le lieu de travail, afin d'améliorer la situation des travailleurs.
- Donner des exemples de fédérations syndicales auxquelles ils pourraient s'adresser.

Activité 2.2.1 : Écouter des syndicalistes

Recherchez sur YouTube ou d'autres plateformes ouvertes des vidéos gratuites dans les langues de votre pays avec des syndicalistes parlant de la transition. Si l'atelier se déroule en personne, passez une vidéo sur un écran pour tout le monde.

Ou invitez un syndicaliste à prendre la parole.

SI L'ATELIER EST EN LIGNE :



Chacun peut regarder sa propre vidéo sur son propre appareil. Rappelez à chacun d'éteindre son microphone.

Activité 2.2.2 : Intégrer le changement climatique dans les programmes de travail décent

1. SOLIDAR apporte une contribution au programme sur le travail décent, la protection sociale et la liberté d'association au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, mené par 20 organisations de la société civile.² (10 min)

2. Les participants font un brainstorming : (10 min)

- Comment les enseignements tirés de ce programme peuvent-ils contribuer aux campagnes en faveur du travail décent et de la protection sociale dans le cadre d'une transition juste ?

- Comment les considérations relatives au changement climatique et à la transition équitable pourraient être intégrées dans ce programme.

CONSEILS POUR LES FORMATEURS

Peut-être ne pouvez-vous pas inviter SOLIDAR ou l'une des autres organisations susmentionnées du programme pour le travail décent à apporter sa contribution. Demandez alors aux syndicalistes de votre pays quels sont les programmes qu'ils connaissent autour de l'agenda du travail décent. Demandez à une personne impliquée dans ces programmes de participer à votre atelier.



Activité 2.2.3 :

Jeu de rôle sur les négociations collectives

1. Étudier quelques idées d'action syndicale : (10 min) En 2013, en Afrique du Sud, le SA Transport and Allied Workers Union (SATAWU) et le WWF ont organisé une série d'ateliers sur le changement climatique et les transports, axés sur la réduction des émissions de carbone. Les syndicalistes ont ensuite développé des idées d'actions syndicales pour faire avancer ces questions à différents niveaux.

L'UNION AU NIVEAU NATIONAL

- **Élaborer une politique et une stratégie syndicales nationales** en vue d'une transition. Cela impliquerait de renforcer les mandats syndicaux pour agir sur le climat et d'étudier les tendances internationales.
- **Coordonner les responsables syndicaux nationaux**, en convoquant des réunions conjointes ou des réunions de coordination des conseils de négociation concernés. Il est alors plus facile pour les coordinateurs sectoriels de reprendre la discussion sur le climat.
- **Travailler collectivement sur toute question intersyndicale.**
- **Aborder le sujet dans le cadre du dialogue social** : Engager le Conseil national du développement économique et du travail (le forum de coopération entre le gouvernement, les syndicats, les entreprises et les organisations communautaires) à modifier toute législation pertinente.
- **Créer un fonds de perte d'emploi pour les travailleurs licenciés et âgés.**
- **Proposer à la fédération syndicale (COSATU en Afrique du Sud)** de coordonner un processus national de transfert des membres d'un syndicat à l'autre en cas de changement de secteur, afin que les membres ne soient pas perdus.

SUR LE LIEU DE TRAVAIL/AU NIVEAU LOCAL

- **Inscrire à l'ordre du jour des réunions mensuelles avec les employeurs des mises à jour sur le changement climatique ainsi que des actions d'information et de sensibilisation.**
- **Demandez à la direction de toutes les entreprises quels sont leurs plans de réduction des émissions de carbone.** Cela peut également impliquer de négocier avec la direction des changements sur le lieu de travail et dans le processus de travail afin de réduire les émissions.
- **Encouragez le lieu de travail à économiser l'énergie.** Présentez une analyse coûts-avantages à la direction pour lui montrer comment elle économisera sur les coûts d'électricité et de carburant si des changements sont apportés.
- **Négocier le partage avec les travailleurs des économies réalisées par l'entreprise grâce aux mesures de réduction des émissions de carbone.**
- Utiliser les forums sur le lieu de travail et les forums de négociation pour **s'assurer que la direction tient les travailleurs informés** des changements technologiques.
- **Négocier avec la direction la formation aux compétences vertes**, en l'occurrence la formation des chauffeurs afin qu'ils puissent conduire plus efficacement.
- **Recruter de nouveaux membres** – plus les membres du syndicat sont nombreux, plus les demandes et les projets du syndicat ont du poids.
- **Engager et sensibiliser les membres sur les possibilités de pertes et de gains** d'emplois liés aux mesures de réduction des émissions de carbone.
- Travailler avec les médias, les écoles, le public, les ONG et la société civile **pour sensibiliser le public au niveau provincial.**

AU NIVEAU SECTORIEL

- **Inciter les grandes entreprises à élaborer un « plan de mobilité »** pour rendre les déplacements vers et depuis le lieu de travail plus efficaces sur le plan énergétique et moins chronophages pour les travailleurs.
- **Identifier le secteur qui contribue le plus aux émissions au niveau provincial et mener des campagnes locales pour éduquer ce secteur.**
- **Former des équipes syndicales dans les secteurs** à fortes émissions et être à l'avant-garde de la défense de la cause du changement climatique.

NÉGOCIATIONS COLLECTIVES

- **Élaborer une stratégie de négociation nationale, provinciale et locale** sur les questions de transition équitable.
- **Engager la direction à commencer à budgétiser les réductions d'émissions et la formation des travailleurs en vue de la transition.** (Fait par shopstewards)
- **Inclure des politiques vertes dans toutes les négociations** – les entreprises n'ont pas de telles politiques.
- **Défendre les conditions de travail lorsque les entreprises procèdent à des changements à faible émission de carbone.**
- **Intégrer les arguments de la protection du climat dans les négociations sur les trajets domicile-travail et les horaires flexibles.**
- **Encourager les employeurs à créer des incitations à l'utilisation des transports publics.** Promouvoir la bicyclette et la marche.
- **Préparez-vous à d'éventuelles réductions** dues à la transition en compilant les demandes dès à présent.
- L'une de ces exigences doit être que **tous les travailleurs qui perdent leur emploi soient requalifiés pour un autre travail.**
- En cas de licenciements, **les entreprises devraient aider les travailleurs à créer des coopératives et soutenir activement ces dernières** en leur achetant des produits.
- **Exiger que les nouveaux emplois soient décents et non précaires.** Nombre d'entre eux peuvent se situer au sein des communautés, par exemple en accompagnant les enfants à l'école.

LA RECHERCHE AU SERVICE DE LA STRATÉGIE SYNDICALE

- **Rechercher les activités des entreprises où nous sommes présents et qui sont à l'origine d'émissions, ainsi que les plans qu'elles ont mis en place pour réduire ces émissions.**
Ces plans peuvent affecter les conditions de travail, modifier les processus et les technologies, ou impliquer une restructuration.
- **Effectuer des recherches sur le lieu de travail et au niveau provincial afin d'obtenir des informations sur les travailleurs,** sur les catégories d'entreprises susceptibles de commencer à réduire leurs effectifs et sur les nouveaux emplois qui se profilent à l'horizon.
- **Analyser quels emplois seront perdus ou gagnés, et par qui.**

ÉDUCATION ET FORMATION

- **Lancer un processus d'initiation pour les travailleurs,** en l'occurrence les chauffeurs de bus, afin qu'ils sachent qu'ils fournissent un service public et qu'ils doivent donc travailler dur pour s'assurer que les bus circulent à l'heure et sont fiables.
- **Engager l'autorité compétente,** en l'occurrence l'autorité chargée de l'éducation et de la formation dans le secteur des transports, à fournir aux travailleurs les compétences requises dans une économie à faibles émissions de carbone.
- **Négocier l'éducation et la formation des travailleurs aux nouvelles technologies et aux compétences** qui seront nécessaires.
- **Utiliser les prélèvements sur les compétences pour le recyclage.** (En Afrique du Sud, les entreprises doivent cotiser à un fonds national de formation professionnelle. L'entreprise récupère l'argent lorsqu'elle forme ses propres travailleurs).

2. Jouer le rôle d'une réunion de négociation collective du Conseil national de négociation de l'industrie du transport routier de marchandises et de la logistique. (1 heure)

- Les participants dont les noms commencent par A à M seront les syndicalistes, ceux dont les noms commencent par N à Z seront les chefs d'entreprise.
- Les syndicalistes ont mis à l'ordre du jour :
 - Plans de l'entreprise pour réduire les émissions et s'adapter au changement climatique
 - Changements dans les emplois et les conditions de travail
- Syndicalistes, préparez vos revendications ! Vous aimerez peut-être les idées de SATAWU ci-dessus dans la rubrique "Négociation collective".
- Patrons - certaines de ces questions concernent-elles les entreprises elles-mêmes, et non les travailleurs ? Voulez-vous que les travailleurs vous aident à effectuer la transition de manière rentable ?

CONSEILS POUR LES FORMATEURS

Vous pouvez donner aux participants 10 minutes dans leurs groupes séparés pour faire un peu de préparation, ou vous pouvez simplement commencer le jeu de rôle.

Demandez à l'un des organisateurs de la formation de jouer le rôle du président de la réunion du conseil de négociation et laissez-le donner le coup d'envoi du jeu de rôle. Le président peut commencer par demander si les points de l'ordre du jour sont adoptés par les patrons et les syndicalistes, mais ne vous attardez pas trop sur ce point.

Demandez aux syndicalistes d'expliquer ce qu'ils veulent discuter pour chaque point à l'ordre du jour, puis demandez aux patrons de répondre. Le président peut autoriser les caucus. On parle de caucus lorsque les syndicalistes ou les patrons demandent une interruption de la réunion pour se réunir et discuter d'une question entre eux, par exemple pour sortir d'une impasse ou élaborer une réponse commune à une proposition de l'autre partie.

Essayez de mettre d'accord les syndicalistes et les patrons, mais en cas de blocage, arrêtez la discussion car chacun doit retourner dans sa structure et discuter.

Tous les pays n'ont pas de système de négociation collective, vérifiez auprès des participants. Vous devrez peut-être expliquer qu'un conseil de négociation est un organe établi par une ou plusieurs organisations d'employeurs et un ou plusieurs syndicats, couvrant un secteur ou une zone géographique. Le conseil de négociation accueille des forums lorsque ces parties négocient des conventions collectives entre elles, et toutes sont ensuite liées par ces conventions.

Si la formation est en ligne :



Si vous souhaitez donner aux participants un certain temps de préparation, répartissez-les au hasard en deux groupes, appelés "patrons" et "syndicalistes" (la répartition ne se fera donc pas par ordre alphabétique des noms, mais simplement en fonction du groupe dans lequel ils se trouvent). Après un temps de préparation, ramenez-les à la réunion principale et le « président » commence le jeu de rôle. Si l'un ou l'autre groupe demande un caucus, et que le président est d'accord, ils peuvent choisir de retourner dans leurs groupes respectifs.

Session 2.2

Réflexion

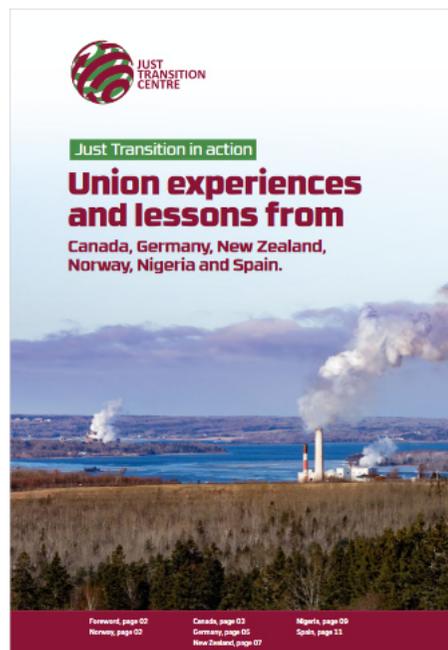
- **Comment concilieriez-vous la nécessité de protéger les droits des travailleurs dans le cadre du système économique actuel et l'organisation d'une transformation économique plus profonde ?**
- **Dans votre contexte, comment cet équilibre fonctionnera-t-il dans la pratique lorsqu'il s'agira de réunir des syndicats et des organisations de justice sociale ?**

EN BREF :

Une analyse des travaux et des ressources des fédérations syndicales internationales sur le changement climatique

CSI – Confédération syndicale internationale

338 affiliés qui sont des fédérations syndicales nationales, représentant 200 millions de travailleurs dans 168 territoires



SE CONCENTRER SUR LA TRANSITION

La CSI plaide depuis longtemps en faveur d'une « transition juste ». La CSI et ses partenaires ont créé [le Centre pour la transition juste](#) en 2016. Vous trouverez des nouvelles sur les actions syndicales [ici](#). (anglais, espagnol, français)

IWA – Association internationale des travailleurs^[4]

Les membres sont inconnus, les affiliés :

- **Argentine** : Federacion Obrera Regional Argentina
- **Brésil** : Confederação Operária Brasileira
- **France** : Confédération nationale du travail
- **Allemagne** : Freie Arbeiterinnen- und Arbeiter-Union (Union libre des travailleurs et travailleuses)
- **Italie** : Unione Sindacale Italiana
- **Norvège** : Norsk Syndikalistisk Forbund (Fédération norvégienne des syndicats)
- **Pologne** : Związek Syndykalistów Polski (en anglais)
- **Portugal** : AIT-Secção Portuguesa
- **Russie** : Konfederatsiya Revolyutsionnikh Anarkho-Sindikalistov
- **Serbie** : Anarho-sindikalistička inicijativa
- **Slovaquie** : Priama Akcia
- **Espagne** : Confederación Nacional del Trabajo (Confédération nationale du travail)
- **Royaume-Uni** : Fédération de solidarité

SE CONCENTRER SUR LA TRANSITION

Extrait de la [déclaration du syndicat](#) slovaque [Priama Akcia sur la grève mondiale pour le climat du 22/10/21](#) :

« Les écosystèmes ne sont que l'une des victimes du capitalisme et de l'État. Aujourd'hui plus que jamais, nous devons remplacer le capitalisme par une production et une prestation de services sans but lucratif et sans travail salarié. Cela devrait être au cœur de notre réflexion future sur le changement climatique. Le capitalisme et l'État ne

détruisent pas seulement la nature, mais aussi nos vies. Tous les jours. Au travail et dans nos relations avec les autres. Ils nous empoisonnent avec leurs hiérarchies et leur pouvoir. C'est pourquoi nous nous organisons.

Ensemble, nous sommes plus forts et pouvons accomplir davantage. Nous prenons des décisions horizontalement, sans le soutien de l'État, en dehors de la politique parlementaire ou municipale et de l'influence des entreprises. Nous nous efforçons de résoudre les problèmes au travail, mais nous nous occupons également des problèmes liés à la crise climatique, même au niveau international au sein de l'IWA. »



Grève mondiale pour le climat à Bratislava, 22 octobre 2021.



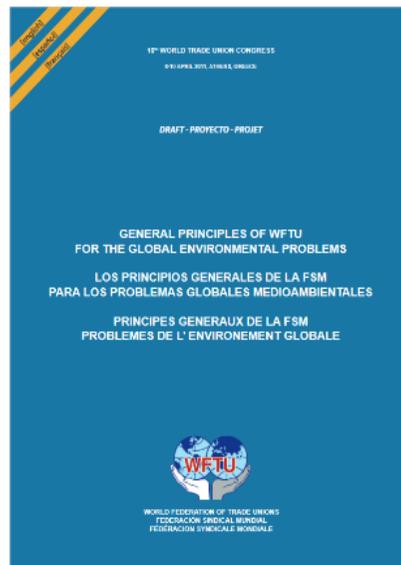
FSM – Fédération syndicale mondiale

105 millions de membres en 2022

Les fédérations syndicales nationales sont affiliées.

La FSM s'organise également dans le cadre d'[internationales syndicales sectorielles](#) :

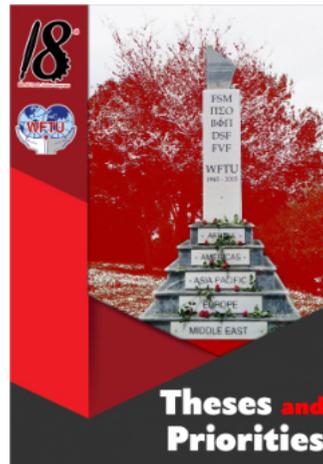
- Industries agroalimentaires, alimentaires, commerciales, textiles et connexes
- Banques, assurances, syndicats financiers
- Industries de la construction, du bois et des matériaux de construction
- Hôtel, Tourisme
- Industries chimiques, énergétiques, métalliques, pétrolières et connexes
- Mines, métallurgie, industries métallurgiques
- Travailleurs des services publics et assimilés
- Fédération mondiale des syndicats d'enseignants
- Transport



SE CONCENTRER SUR LA TRANSITION (1/2)

Extrait des « [Principes généraux de la FSM concernant les problèmes environnementaux mondiaux](#) » (citation abrégée) :

« Au cours des 50 dernières années, l'environnement a subi une pression croissante de la part des forces productives du nouvel ordre impérialiste. Les conséquences sont de plus en plus graves pour la classe ouvrière, les agriculteurs, les couches pauvres et moyennes de la ville, en d'autres termes, la majorité des habitants de la planète, qu'ils appartiennent aux pays développés ou aux pays en voie de développement. La cause profonde n'est autre que la nature même du système d'exploitation. Cependant, l'impérialisme, le capital, les monopoles et les gouvernements qui les servent ne jouent pas sans adversaire. Ils ont contre eux la classe ouvrière, les paysans pauvres et moyens, les travailleurs indépendants, les petits entrepreneurs, l'intelligentsia laborieuse des pays développés et en voie de développement, dont les intérêts vitaux sont identiques à la nécessité d'une cohabitation harmonieuse entre l'homme et la nature. »



SE CONCENTRER SUR LA TRANSITION (2/2)

Extrait du document « [Thèses et priorités](#) » pour discussion au Congrès mondial des syndicats en 2022 (citation abrégée) :

« [L]e nombre de chômeurs de longue durée augmente dans les secteurs touchés par la transition verte, par exemple la fermeture des centrales au lignite, et les familles populaires assument la charge de la reconversion des travailleurs.

Le soi-disant nouveau paradis de la croissance verte comprend une électricité coûteuse, des relations de travail flexibles et une main-d'œuvre bon marché, de nouvelles charges sur les épaules des familles populaires pour l'achat de véhicules et d'appareils écologiques, des impôts indirects écologiques et la ponction globale de la population, afin que l'État soutienne les nouveaux investissements écologiques des groupes d'entreprises.

Dans le même temps, les investissements de la soi-disant croissance verte conduisent à la dégradation environnementale des zones protégées ... aggravant les économies locales et la vie de la classe ouvrière. En conclusion, l'exploitation de la classe ouvrière s'accroît, afin d'encourager de nouveaux investissements capitalistes rentables sous le prétexte de lutter contre le changement climatique. »

BWIBB - Internationale des travailleurs du bâtiment et du bois

360 syndicats affiliés représentant environ 12 millions de membres dans 117 pays dans les secteurs de la construction, des matériaux de construction, du bois, de la sylviculture et des secteurs connexes.



SE CONCENTRER SUR LA TRANSITION

L'IBB a adopté des résolutions sur le climat lors de son congrès mondial en 2022.



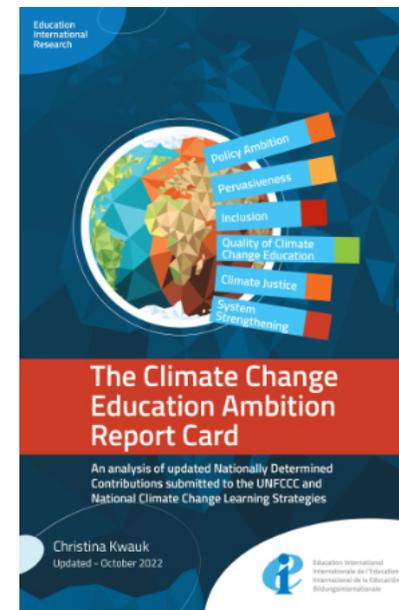
EI - Internationale de l'éducation

383 organisations membres, représentant plus de 32 millions d'enseignants et de personnel d'appui à l'éducation dans 178 territoires



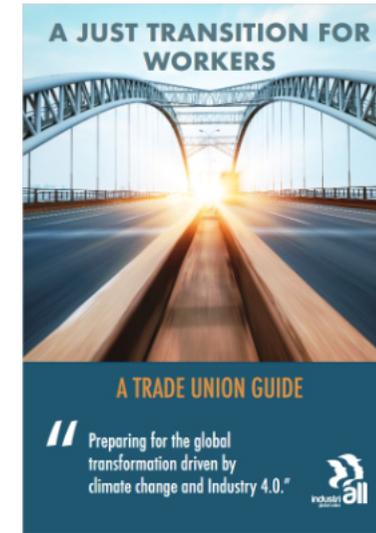
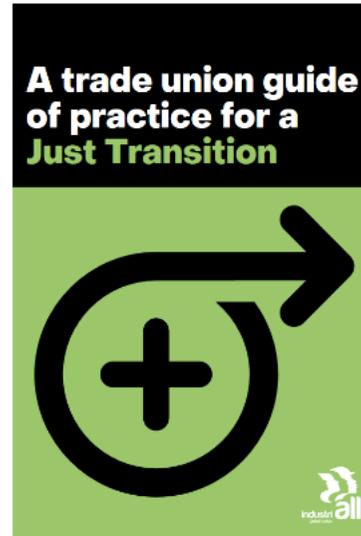
SE CONCENTRER SUR LA TRANSITION

[Manifeste](#) de la campagne Teach for the Planet en faveur d'une éducation climatique fondée sur la science et axée sur l'action civique.



IndustriALL

Les affiliés représentent plus de 50 millions de travailleurs dans 140 pays dans les secteurs de l'exploitation minière, de l'énergie et de l'industrie manufacturière.



SE CONCENTRER SUR LA TRANSITION

[Just Transition](#) | [IndustriALL](#)

Faites défiler la page ci-dessus pour trouver :

Un guide sur la manière d'élaborer une stratégie/un plan de transition juste dans votre syndicat (disponible en anglais, espagnol, français et russe).

Une transition juste pour les travailleurs : un guide syndical. (Disponible en [anglais](#), [espagnol](#), [français](#).)

En avril 2022, avec la CSI et LO Norvège, et 121 participants issus de syndicats de 32 pays, IndustriAll a lancé l'**Initiative pour une transition juste dans le secteur de l'énergie**.

AIEA - Alliance internationale des arts et du spectacle

Composé de fédérations mondiales :

- FIA (Acteurs)
- FIM (Musiciens)
- UNI-MEI (Divertissement, médias, arts)

IFJ - Fédération internationale des Rapporteurs

Représente 600 000 professionnels des médias issus de 187 syndicats et associations dans plus de 140 pays.

SE CONCENTRER SUR LA TRANSITION

[Groupe de travail sur le changement climatique](#)



ITF - Fédération internationale des ouvriers du transport

670 syndicats affiliés dans les secteurs du transport, avec 18 millions de membres dans 150 pays.



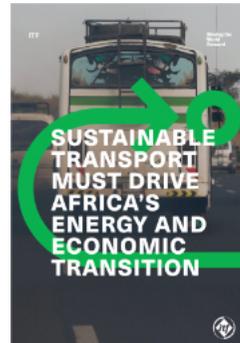
SE CONCENTRER SUR LA TRANSITION

L'ITF travaille depuis longtemps sur les questions du changement climatique et de la transition juste en rapport avec le transport et dispose d'excellentes ressources.

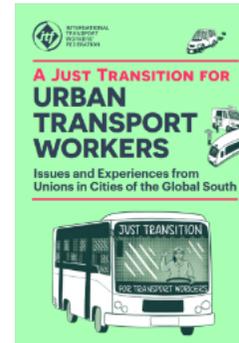
[Transport durable - ITF Global](#)

[Campagne "L'avenir est dans les transports publics"](#)

[Publications](#) Quelques exemples :



[download](#)



[download](#)



[download](#)



[download](#)



[download](#)



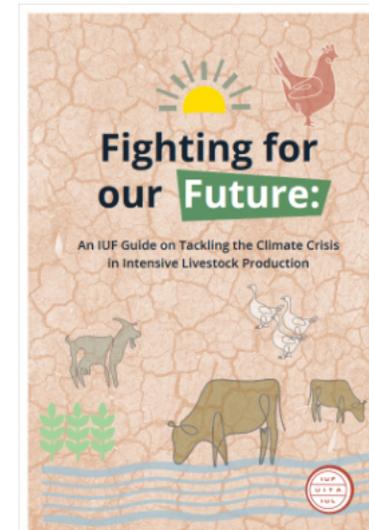
[download](#)

UITA - Union internationale des travailleurs de l'alimentation, de l'agriculture, de l'hôtellerie-restauration, du tabac et des branches connexes

407 affiliés pour les travailleurs de la chaîne alimentaire dans 126 pays.



The food, farm, hotels and more global union



SE CONCENTRER SUR LA TRANSITION

« [Lutter pour notre avenir](#) », le premier guide de l'UITA sur la crise climatique destiné aux affiliés (disponible en anglais, allemand, portugais, espagnol, suédois et français).

PSI - Internationale des services publics

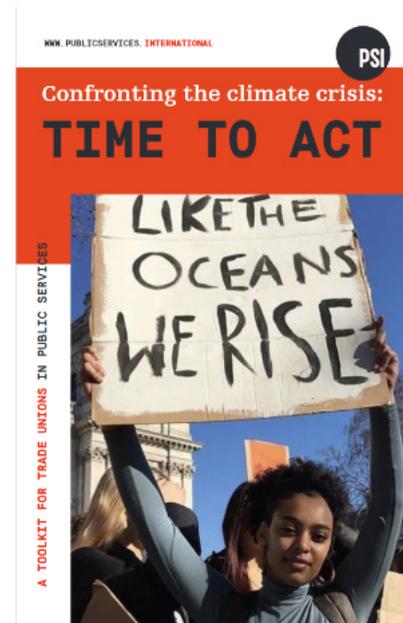
30 millions de membres travaillant dans le secteur public et 700 affiliés dans 163 pays.



SE CONCENTRER SUR LA TRANSITION

[Crise climatique - un dossier de l'ISP](#) (disponible en anglais, français, espagnol, allemand, suédois et japonais)

Boîte à outils avec activités d'atelier (disponible en anglais, français, espagnol, portugais, suédois, russe et arabe)

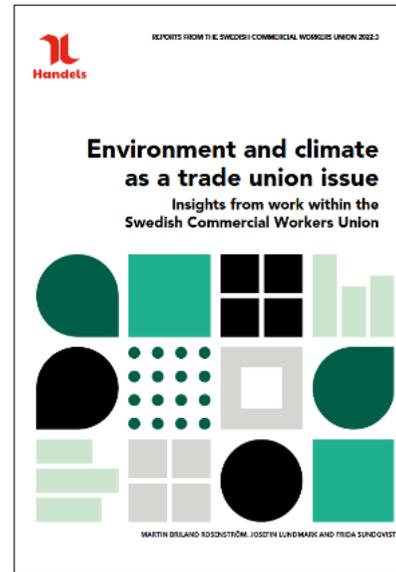


UNI - UNI Global Union

Représentant plus de 20 millions de travailleurs des secteurs des services dans 150 pays



SE CONCENTRER SUR LA TRANSITION



[Environment et le climat comme un sujet syndical](#)

Wikipédia [propose une liste de fédérations régionales](#), par exemple la Confédération internationale des syndicats arabes et la Confédération syndicale des Amériques, et de fédérations nationales. Ces fédérations régionales pourraient être le point de départ pour établir des alliances dans votre pays ou votre région.

Session 2.3

Ce que font les organisations de la société civile

Cette session se concentre sur la manière dont la société civile peut contribuer au mouvement pour une transition juste. Vous trouverez ici un exemple de mouvement national pour la justice climatique, au Pérou. La session décrit également comment vous pouvez découvrir d'autres alliances, mouvements ou réseaux pour la justice climatique.

A l'issue de cette session, les participants seront en mesure de...

- **Rechercher comment d'autres ont organisé des mouvements pour la justice climatique afin de susciter des idées sur ce que leur propre organisation pourrait faire.**
- **Trouver des contacts pour relier leur organisation à d'autres organisations travaillant sur la justice climatique dans leur région et dans le monde.**
- **Utiliser des techniques de présentation plus efficaces.**

Activité 2.3.1 : Tirer des enseignements des études de cas

Le manuel contient une étude de cas d'un mouvement de la société civile en faveur de la justice climatique :

- **National** : TierrActiva Pérou

1. Travaillez en binôme.
2. Lisez vous-même l'étude de cas.
3. Discutez ensuite entre vous : qu'est-ce qui vous intéresse dans cette étude de cas ?
4. Revenez en groupe complet. Les groupes soulignent à tour de rôle les éléments de l'étude de cas que vous pourriez appliquer dans votre propre

CONSEILS POUR LES FORMATEURS

Si l'atelier se déroule en personne, les binômes peuvent être formés en se tournant vers la personne à côté de soi.

Laissez 10 minutes aux participants pour lire tranquillement, puis rappelez à tous les binômes de commencer à discuter.

Donnez aux paires un peu de temps pour préparer leur présentation ; davantage si vous voulez qu'elles montrent des images ou des diapositives.

Si l'atelier est en ligne

Vous devrez créer des groupes aléatoires et y envoyer les participants deux par deux.

CONSEILS POUR LES FORMATEURS

Il est bon d'apprendre de ce que font les autres en dehors de son propre contexte. Mais si les études de cas fournies dans le manuel ne conviennent pas aux participants, vous pouvez modifier l'activité 2.3.1 pour que les participants recherchent leurs propres études de cas dans leur propre langue. Ils peuvent passer par les antennes du site web du RCA pour trouver des réseaux régionaux et des organisations nationales, ou simplement faire des recherches sur Internet.

Activité 2.3.2 :

Parlez de vos propres alliances ou mouvements

Faites le tour de tous les participants :
Quelles sont les alliances ou les mouvements (en dehors de votre propre organisation) dans lesquels vous êtes impliqués et qui sont ou pourraient adopter un programme de transition juste ?

Session 2.3

Réflexion

- **Parmi vos collègues stagiaires, lesquels pourriez-vous contacter en dehors de la formation, afin d'établir de nouveaux liens entre leurs programmes et les vôtres ?**
- **Comment relier les luttes locales, nationales et mondiales ?**
- **Identifiez les réseaux mondiaux ou régionaux de la société civile climatique que vous explorerez.**

EN BREF :

Réseaux mondiaux de la société civile sur le climat

Réseau d'action pour le climat (CAN)

Réseau mondial d'environ 1 900 organisations de la société civile, dont 34 sont des organisations internationales. Il compte des organisations membres dans plus de 130 pays, avec 10 antennes régionales et 12 antennes nationales. Contactez-les ici

Le CAN affirme qu'il est « le moteur d'une action collective et durable pour lutter contre la crise climatique et parvenir à une justice sociale et raciale. »

Le RCA est l'organisateur reconnu de la société civile dans le cadre de la CCNUCC et d'autres forums internationaux. Il soumet des propositions basées sur les contributions de ses membres, prend des mesures



lors des conférences des parties (COP) et équipe ses membres pour qu'ils puissent s'occuper des questions techniques liées au climat au sein des Nations unies. Il fait partie du groupe qui produit l'examen annuel des engagements nationaux en matière de climat (NDC) et des sujets d'actualité liés à la CCNUCC.

Lors des conférences climatiques de haut niveau (les COP), le Réseau Action Climat annonce chaque jour le Fossile du jour, c'est-à-dire le pays qui a le plus freiné les progrès en matière d'ambition et d'action climatiques.

Tout en menant des actions de plaidoyer à l'échelle mondiale, le réseau d'action pour le climat vise à s'appuyer sur les mouvements de base et les communautés locales, et à les mettre en relation les uns avec les autres ainsi qu'avec les forums internationaux.

Le RCA s'aligne sur d'autres mouvements et parties prenantes dans l'espace climatique et au-delà, tels que

Lors des conférences climatiques de haut niveau (les COP), le Réseau Action Climat annonce chaque jour le Fossile du jour, c'est-à-dire le pays qui a le plus freiné les progrès en matière d'ambition et d'action climatiques. Photo : CAN

les syndicats, les groupes de justice, les mouvements de jeunesse, les groupes de femmes et de genre, les groupes confessionnels et les réseaux de populations autochtones.

Le RCA agit dans 5 domaines :

- Centrer les personnes et les impacts climatiques, par exemple par le biais de la campagne #WorldWeWant.
- Mettre fin aux combustibles fossiles
- Plans d'action nationaux transformateurs en matière de climat
- Renforcer le pouvoir grâce aux mouvements
- Processus multilatéraux et plaidoyer

Ils disposent de groupes de travail qui se penchent sur des questions spécifiques importantes pour ces domaines de travail.

[Retrouvez leurs vidéos ici](#) (principalement en anglais, mais certains intervenants s'expriment dans leur propre langue).



Photo: Gender CC

GenderCC – les femmes pour la justice climatique

Réseau mondial de 44 organisations et personnes travaillant sur le climat et le genre, ou sur les questions relatives aux femmes. [Contactez-les ici](#)

GenderCC se concentre sur l'influence des espaces politiques climatiques pour les rendre sensibles au genre. « **Not without us** » est une initiative en cours lancée en 2017 pour veiller à ce que la justice de genre soit intégrée dans la politique climatique internationale et au sein du mouvement mondial pour la justice climatique.

GenderCC a joué un rôle clé dans la création du **groupe de travail sur les femmes et le genre** au sein de la CCNUCC.

Elle organise des événements d'éducation et de sensibilisation afin de promouvoir une politique climatique nationale respectueuse de l'égalité entre les hommes et les femmes. Elle défend les aspects sexospécifiques des interventions climatiques dans les domaines de l'agriculture, de la biodiversité, de la consommation, des catastrophes, de l'énergie, des forêts, de l'extractivisme, de la santé, des migrations, de la population, du tourisme, des transports, des déchets et de l'eau. ([Plus d'informations ici](#))

Au cours de la période 2015-2021, elle a dirigé l'**initiative « Gender into Urban Climate Change »** sur l'intégration du genre et des aspects sociaux dans les politiques de planification urbaine dans des villes pilotes au Mexique, en Inde, en Afrique du Sud et en Indonésie. Les activités actuelles comprennent « **Youth, Gender and Climate Justice** » et « **LGBTQI+ and Climate Justice** ». [Vous trouverez ici des vidéos sur le GenderCC](#). Les vidéos sont en anglais.

TierrActiva Pérou

TierrActiva Peru est un réseau national de militants d'organisations de justice sociale qui se coordonnent et se soutiennent mutuellement dans leur travail sur la justice climatique et la lutte contre la crise environnementale. Des membres d'organisations de femmes, des membres de communautés indigènes et des militants pour le droit à la terre y participent.

Comment ont-ils commencé ?

L'élément déclencheur a été un atelier intitulé « Global Power Shift » organisé par la plateforme mondiale 350.org en juin 2013. Il a duré deux semaines et a rassemblé 500 militants de 130 pays. L'un de ces militants péruviens a ensuite organisé une réunion nationale à Lima en 2014, sous l'égide des initiatives Power Shift financées par 350.org. L'objectif de cette première réunion était de créer un espace pour les activistes du pays qui souhaitaient trouver des solutions durables pour le climat. Au Pérou et en Bolivie, ces réunions ont été appelées TierrActiva et c'est là que le réseau a été fondé.¹

Perspectives

TierrActiva considère la crise climatique comme une crise économique, politique et sociale, qui nécessite un changement systémique pour qu'il y ait une justice climatique pour tous. Ils s'opposent à un modèle économique poursuivi par le gouvernement et les entreprises qui est extractiviste et qui nuit aux populations vulnérables et aux communautés indigènes. La justice climatique est abordée comme l'intersection entre la lutte contre la destruction de l'environnement et la lutte contre les inégalités qui sont encore aggravées par la crise climatique. Le mouvement estime que les nations les plus « développées » ont une dette historique plus élevée à payer pour les fonds d'adaptation au climat. Ces fonds devraient financer des projets d'adaptation dans les pays en développement afin de les aider à opérer une transition juste et à mettre en place des communautés locales résilientes.

Le mouvement se bat pour :

- la sécurité et la souveraineté alimentaires
 - l'ensemble de la réforme agraire
 - la récupération des territoires indigènes
 - des alternatives systémiques au développement industriel et extractif
- et pour trouver de nouvelles façons d'exister et d'entrer en relation les uns avec les autres par le biais d'un activisme collectif et responsabilisant, en se réappropriant



Activités de Casactiva, l'espace pour l'activisme et la créativité que Tierractiva a créé lors de la Conférence internationale sur le climat à Lima en 2014.

le pouvoir à partir de la base. Cela inclut le soutien au commerce local et aux formes d'art.

Ils amplifient la voix des femmes, des jeunes et des communautés marginalisées. De nombreux membres s'identifient à des écoféministes.²

Ils ne se limitent pas aux questions climatiques, mais font des déclarations sur la politique, la répression, la corruption et le racisme.

L'un des cofondateurs parle de l'héritage politique : « Au Pérou, des années 80 à 2000, nous avons connu un conflit armé interne au cours duquel un groupe appelé le Sentier lumineux a déclaré la guerre à l'État péruvien, et la guerre qui s'en est suivie entre ces groupes et les forces armées a fait plus de 69 000 morts. Nous vivons toujours les séquelles et les conséquences de ce conflit. Les groupes perçus comme étant de gauche et progressistes au Pérou sont aujourd'hui encore associés au marxisme et au terrorisme, comme un tout, en raison des récits du gouvernement et des médias, et du traumatisme dans lequel nous vivons encore en tant que société ».

Comment s'organisent-ils ?

Les militants de TierrActiva Peru sont impliqués dans leurs propres initiatives de justice sociale. TierrActiva leur permet de mettre en commun leurs diverses expériences et connaissances, et de relier les différentes luttes. Cela permet de créer un débat entre les organisations et de renforcer la solidarité. Ils organisent des ateliers, des dialogues et des réunions nationales. Outre la collecte de fonds auprès de 350.org et d'autres organisations, ils ont eu recours au crowdfunding : voir cette vidéo (en espagnol et en anglais) qui décrit leur approche et leurs projets.³

Initiatives et campagnes

Renforcer la jeunesse

TierrActiva Peru cherche à renforcer le mouvement des jeunes pour le climat dans le pays. En 2014, ils ont réuni une centaine de jeunes de tout le pays pour 4 jours d'ateliers, d'échanges, de dialogue et de travail en commun.⁴



Photo: Pavel Martiarena, TierrActiva Peru

souvent que l'appel Skype soit coupé, que l'électricité soit coupée ou qu'il pleuve et que le signal téléphonique ne fonctionne pas. Tous ces problèmes logistiques prennent une signification plus importante lorsque vous les considérez dans le contexte de l'inégalité [rurale/urbaine] et de la centralisation. »⁶

Récemment, TierrActiva a publié une déclaration appelant à remédier à l'absence de représentation féminine et indigène au sein du gouvernement péruvien.

Soutenir les voix de la base

Les gouvernements d'Amérique latine ont organisé une série de consultations avec la société civile dans la perspective de la COP20 qui s'est tenue à Lima en 2014. TierrActiva y a participé, soutenant les points de vue des communautés marginalisées qui sont les plus touchées par le changement climatique.

TierrActiva et d'autres ont créé CasActiva dans une maison de Lima pour servir de plaque tournante aux activistes en dehors de la COP. Outre les ateliers, les échanges, l'élaboration de stratégies et de plans, une grande partie de la création artistique s'est déroulée dans cette maison.⁵

Le réseau rencontre des difficultés pour atteindre les régions situées en dehors de Lima : « Lorsque nous essayons d'organiser des réunions avec des personnes dans des régions situées en dehors de Lima, il arrive



Ateliers sur l'écoféminisme

Les ateliers placent la crise climatique dans le contexte de l'histoire de l'oppression et de l'action des femmes. De nombreuses femmes travaillent directement avec la terre et sont donc les premières à subir les effets du climat.

Des militants participant à la marche pendant la COP20 à Lima. Photo: Page Facebook de Tierractiva.

des luttes locales dans leurs régions, par exemple la monoculture de la canne à sucre et la fracturation hydraulique. Ces questions ont ensuite été intégrées à des problèmes systémiques plus larges, tels que le mépris des femmes, la marchandisation et le consumérisme.⁸

Au niveau national, chaque réseau TierrActiva se concentre sur des questions et des luttes locales, et le réseau régional leur permet de discuter de questions régionales et mondiales plus larges lorsqu'ils se réunissent. De cette manière, ils mettent en relation des expériences et des impacts locaux uniques avec des problèmes systémiques dans la région, pour un bénéfice mutuel. Leurs luttes locales et nationales bénéficient de la solidarité transfrontalière.

En 2019, un dialogue entre l'État et les peuples autochtones a eu lieu dans le cadre du processus d'élaboration de la loi-cadre péruvienne sur le changement climatique. Le portail TierrActiva a été utilisé pour diffuser et rallier le soutien des organisations communautaires autochtones aux propositions. TierrActiva est l'une des 70 organisations qui ont signé [une déclaration](#). L'État péruvien a notamment accepté de créer une plateforme autochtone sur le climat.

**PLATAFORMA CLIMÁTICA INDÍGENA (PCI)
CONTRA EL CAMBIO CLIMÁTICO**

- 1 Los pueblos indígenas protegemos el 80% de la biodiversidad del planeta, gracias a nuestros saberes ancestrales
- 2 Con nuestros conocimientos promovemos la adaptación a los impactos del cambio climático
- 3 El Acuerdo de París de la ONU, estableció el 2015 la Plataforma Climática Indígena a nivel internacional
- 4 La PCI es un mecanismo para intercambiar conocimientos y las mejores prácticas de los pueblos indígenas sobre mitigación y adaptación de manera "holística e integrada"
- 5 Para que la PCI no quede en el aire y tenga cimientos sólidos, las organizaciones indígenas exigimos su creación a nivel nacional, regional y local

¡Con la Plataforma Climática gana el Perú!

Logos: AIDSESP, CNA (Federación Nacional de Agricultores y Ganaderos - PERU), ONAMIAP, CCP (Confederación Campesina del Perú), CONAP (Comisión Nacional de Comunidades Indígenas), FENWCARINAP, UNICA - PERU

Module 2

Travail pour le module 2

Choisissez l'un des sujets suivants et rédigez deux pages sur celui-ci.

1. CONSTRUIRE UN MOUVEMENT POUR UNE TRANSITION JUSTE

- a. **Expliquez pourquoi les syndicats et les organisations de la société civile doivent travailler ensemble à une transition juste.**
Comment expliquer cette vision ? Qu'est-ce que chacun gagnerait à travailler ensemble ? Pourquoi est-ce urgent ?
- b. **Décrivez les syndicats et les organisations de la société civile dans votre pays.** Quelle est leur situation ? Dans quelle mesure sont-ils actifs sur les questions climatiques ?
- c. **Dressez la liste des campagnes communes** aux syndicats et aux organisations de la société civile, relatives à une transition juste.
- d. **Dressez la liste des mesures que votre organisation peut prendre** pour lancer ce mouvement dans votre contexte.

2. PARVENIR À UN ACCORD NATIONAL DE TRANSITION ÉQUITABLE

Il s'agit ici d'un accord entre les "partenaires sociaux". Il s'agit des entreprises et des syndicats et, dans certains contextes, des gouvernements et de la société civile. C'est ce qu'on appelle un pacte social.

- a. **Expliquez pourquoi il s'agit d'une voie utile pour votre pays** (si ce n'est pas le cas, ne choisissez pas ce sujet).
- b. **Formulez des arguments susceptibles de persuader la société civile, les syndicats, les entreprises et le gouvernement de suivre cette voie dans votre pays.** Comment expliqueriez-vous cette vision ? Qu'est-ce que chacun d'entre eux peut en retirer ? Pourquoi est-ce urgent ?
- c. **Définir les étapes à suivre** pour obtenir un large accord social sur une transition juste dans votre contexte.
- d. **Describe what the role of your organisation could be.**

MODULE 3

Prendre des mesures collectives

 **Pré-lecture** : Choisissez l'une des ressources du module 3 qui se trouve sur le [site web du cours](#) et parcourez-la pour trouver des idées et des outils pour construire des mouvements, développer des stratégies et entreprendre des campagnes.

Bienvenue et récapitulation



Dans le premier atelier (module 1), nous avons appris pourquoi nous avons besoin d'une transition urgente respectueuse du climat et quels changements sont nécessaires – tout en veillant à ce que les transitions soient justes et créent le développement dont nous avons besoin.

Dans le deuxième atelier (module 2), nous avons appris ce que font certains gouvernements, syndicats et organisations de la société civile pour assurer la transition vers une économie et une société respectueuses du climat. Nous devons également savoir ce que font les entreprises.

Dans ce dernier atelier (module 3) de la formation, nous allons entamer le processus d'organisation et de renforcement du pouvoir des citoyens pour garantir des transitions justes. <<

Session 3.1

Démarrer avec une alliance pour une transition juste

Cette session a pour but d'inciter les participants à créer une alliance ou un mouvement en faveur de la transition juste. Les activités de la session peuvent fournir des expériences sur la manière dont ils peuvent s'y prendre ou l'atelier peut lui-même faire partie du processus de démarrage.

A l'issue de cette session, les participants seront en mesure de :

- Décider si une alliance de transition juste est la meilleure solution dans leur contexte et pour leur organisation.
- Élaborer des propositions concernant les objectifs d'une alliance et les campagnes que l'alliance pourrait mener, en vue d'une discussion au sein d'un collectif d'organisations souhaitant créer une alliance.
- Concevoir un programme pour une réunion afin de lancer une alliance.

Bienvenue et récapitulation

» Le Centre international Olof Palme et SOLIDAR ont produit une étude intitulée [A Just Transition for the Global South : Learning from Alliances and Movements in the Philippines and South Africa](#).¹ Des activistes philippins y ont partagé un processus qu'ils ont utilisé pour former des alliances autour de campagnes. Ce

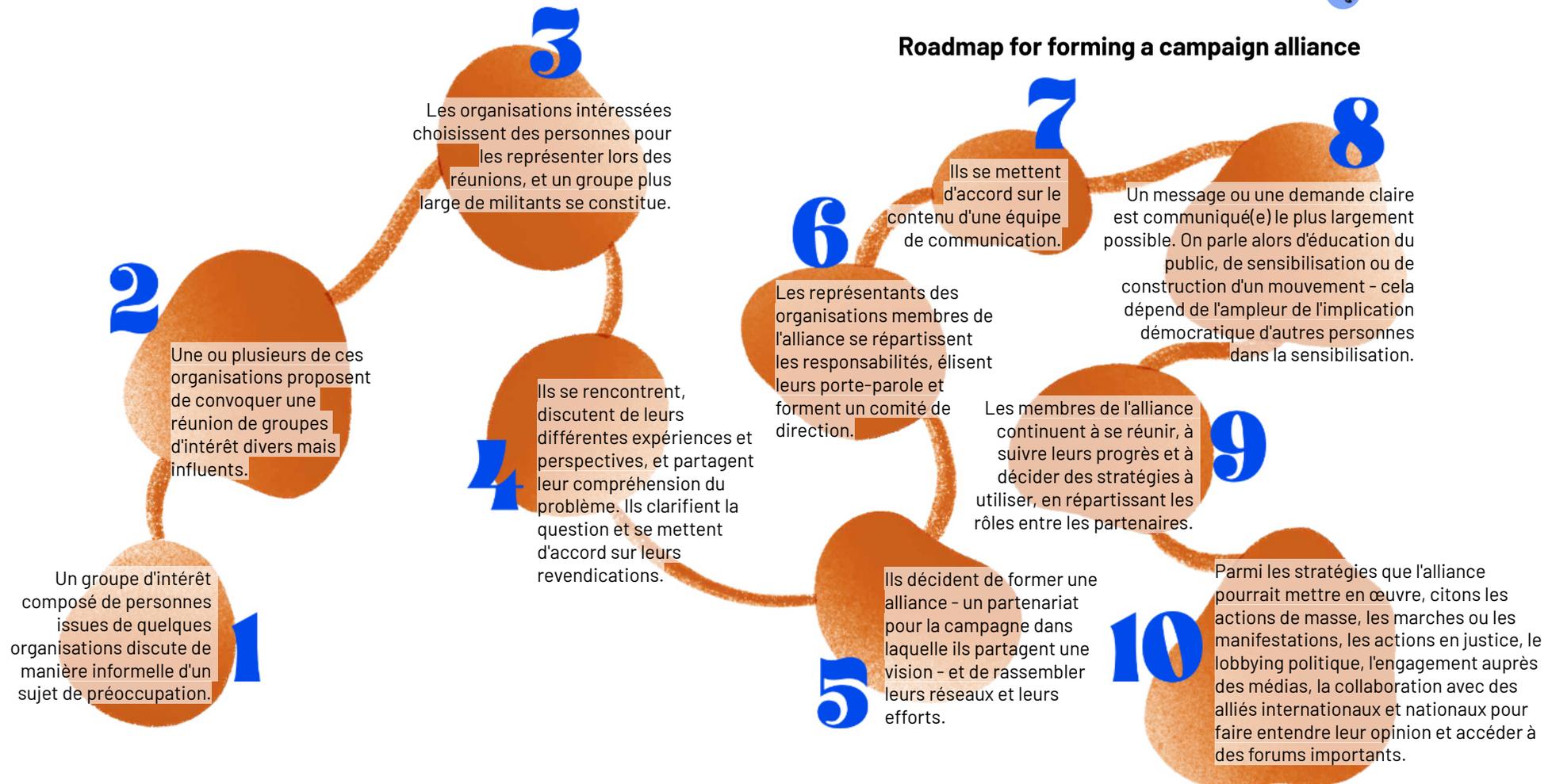
processus n'est pas le seul à pouvoir être suivi pour construire une alliance, mais nous allons l'utiliser comme un guide général dans cette session.

Consultez les « Outils pour les formateurs - Feuille de route pour la formation d'une alliance de campagne » ci-dessous.

OUTILS POUR LES FORMATEURS



Roadmap for forming a campaign alliance



Regardez l'étape 1. Nous pouvons supposer que les participants assistent à cette formation parce qu'ils souhaitent aborder l'une ou l'autre question relative aux transitions justes. Dans le module 1, activité 1.3.1, chaque participant ou organisation participante a parlé d'une question de justice dans la transition climatique qui lui tient à cœur. Nous avons donc dépassé l'étape 1 et nous envisageons de mener une action collective.

L'activité 3.1.1 du module 3 nous aide à décider de la forme que doit prendre l'organisation. Cela peut se faire avant l'étape 4 ou faire partie de **l'étape** 4 de la feuille de route. Dans le module 1, activité 1.3.3, nous avons discuté de nos principes communs. Cela ferait également partie de l'étape 4.

L'activité 3.1.2 de ce module étudie la création d'un mouvement reliant les syndicats et les organisations de la société civile dans les contextes concrets des participants, et explore ce que pourraient être les campagnes communes. La conclusion d'un accord sur ces campagnes clôturerait l'étape 4. Dans la pratique, plusieurs réunions et processus peuvent être nécessaires pour convenir de principes partagés, d'une vision de ce vers quoi l'alliance veut tendre et de campagnes communes.

Dans l'activité 3.3.1, nous terminons le cours de formation en examinant si l'objectif d'un **pacte social** (un accord de transition juste entre les partenaires sociaux - les syndicats et les entreprises et, dans certains pays, le gouvernement et la société civile également) pourrait être une bonne idée pour l'alliance. <<

Activité 3.1.1 :

Débattre de la manière de s'organiser pour une transition juste

Organiser un débat sur la question : **Avons-nous besoin d'une alliance pour la transition juste ou devons-nous intégrer le travail de transition juste dans les structures existantes ?**

1. Il y a deux équipes de débat, chacune avec deux participants. Une équipe propose que nous ayons besoin d'une alliance pour une transition juste. L'autre équipe propose d'intégrer le travail sur la transition juste dans les structures existantes. Ils s'expriment dans l'ordre suivant :

- **Équipe A Intervenant 1 (Soumissionnaire) :** Motive le fait que nous devons construire une alliance axée sur une transition juste.
- **Équipe B Intervenant 1 (Soumissionnaire) :** Motive le fait que nous devons utiliser les structures et les alliances existantes et inclure le travail de

transition dans leurs programmes. Cette personne n'est pas censée contrer les arguments avancés par l'orateur de l'équipe A, mais seulement présenter ses propres arguments.

- **Orateur 2 de l'équipe A (Réfutateur) :** Présente des arguments contre ce que l'orateur de l'équipe B a dit.
- **Orateur 2 de l'équipe B (Réfutateur) :** Présente des arguments pour contrer les propos de l'orateur de l'équipe A.

2. Une fois que tous les orateurs sont intervenus, les participants de l'assemblée peuvent présenter leurs propres points de vue ou poser des questions à l'une ou l'autre des équipes, et les orateurs peuvent y répondre.

3. Les participants (y compris les orateurs) votent pour l'équipe la plus convaincante.

Après le débat, les participants devront parvenir à un véritable consensus sur la marche à suivre, comme dans toute réunion.

CONSEILS POUR LES FORMATEURS

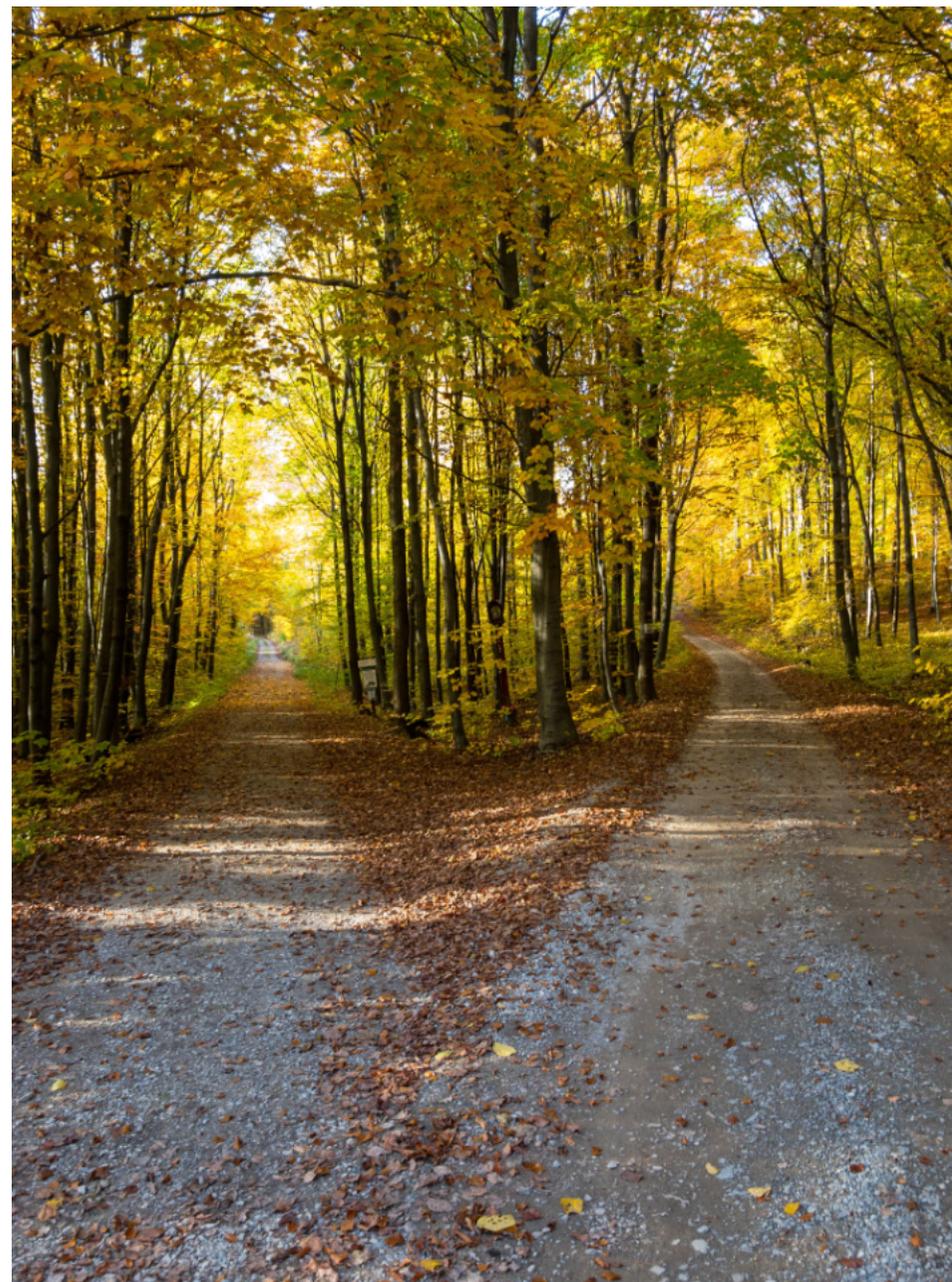
Avant l'atelier, demandez aux participants de se porter volontaires pour être les quatre orateurs. Chaque équipe doit se réunir avant l'atelier pour réfléchir à ses arguments. Les orateurs du Soumissionnaire devront préparer leurs motivations. Les orateurs réfractaires ne peuvent pas se préparer, car ils réagissent à ce qu'a dit le proposant de l'autre équipe.

Le vote est juste pour s'amuser et pour donner aux équipes un retour d'information. Le vote n'est pas toujours un bon moyen de prendre une décision qui renforce l'unité. Les organisations qui se sont réunies pour s'attaquer à une transition juste devront se persuader les unes les autres et parvenir à une décision consensuelle sur la marche à suivre.

Si l'atelier est en ligne :



Vous pouvez utiliser une application comme [Mentimeter](#) pour effectuer le vote et afficher les résultats.



Quelle est la meilleure façon d'organiser la transition juste dans votre contexte ?

Photo : Damian Siodlak, Unsplash

Activité 3.1.2 :

Lancer un mouvement qui relie les syndicats et les organisations de la société civile

1. A la fin du module 2, il y avait un travail écrit. Les participants qui ont choisi le thème "Construire un mouvement" présentent ce qu'ils ont écrit.
2. Tout le monde discute des idées issues des contributions.

CONSEILS POUR LES FORMATEURS

Une fois que vous avez reçu les travaux du module 2, avant l'atelier, prévenez les participants qu'ils doivent être prêts à présenter ce qu'ils ont écrit. Les participants qui ont choisi le thème "Construire un mouvement" se présentent à l'activité 3.1.2. Les participants qui ont choisi le thème "Construire un pacte social national pour une transition juste" présenteront l'activité 3.3.1.

Si le nombre de présentateurs est trop élevé pour tenir dans le temps imparti à l'atelier, déterminez le nombre de personnes pour lesquelles vous avez du temps. Sélectionnez ensuite ce nombre d'essais et ne

prévenez que ces auteurs. Sélectionnez les essais en fonction de la diversité des contextes et des idées.

Chaque personne ayant écrit sur ce sujet peut présenter l'ensemble de son essai. Vous pouvez également passer en revue les rubriques du devoir et laisser chaque auteur présenter cette rubrique. Passez ensuite à la rubrique suivante et répétez l'opération. Vous pouvez également laisser différents auteurs présenter chaque titre et demander aux autres d'ajouter ce qui était différent dans leur essai sous ce titre.

Une liste de contrôle des rubriques, qui se rapportent chacune au contexte du rédacteur :

- Pourquoi les syndicats et les organisations de la société civile doivent-ils travailler ensemble à une transition juste ?
- Esquisse de syndicats et d'organisations de la société civile
- Liste des campagnes communes possibles
- Les mesures que votre propre organisation peut prendre pour lancer ce mouvement



ACTIVITÉS DE CAMPAGNE POSSIBLES

Pour vous inspirer dans vos activités de plaidoyer et de construction de l'opinion, consultez le site <https://beautifultrouble.org/toolbox/tactic/> (disponible en anglais, en français, en espagnol, en portugais, en russe, etc.)

Ou sur [198 méthodes d'action non violente](#)

Activité 3.1.3 :

Organiser une réunion qui permette de réaliser les étapes 4 et 5 du processus de création d'alliances

Vous allez maintenant organiser une réunion pour mettre en place une alliance pour une transition juste.

1. Répartissez-vous en quatre groupes, intitulés « Ordre du jour », « Principes et objectifs », « Revendications et campagnes » et « Sensibilisation ».

2. Choisissez dans chaque groupe une personne chargée de prendre des notes et de faire un rapport, ainsi qu'une personne chargée de présider le groupe. Ne choisissez pas quelqu'un qui vient de faire une contribution dans le cadre de l'activité 3.1.2.

- **Le groupe chargé de l'ordre du jour** doit planifier le programme de la réunion. Quel est le contenu de la réunion ? Notez que vous devez prévoir des sessions pour discuter des propositions émanant du groupe « Principes et objectifs » et du groupe « Revendications et campagnes ».

Pour chaque point du programme, ils doivent réfléchir à la manière dont la réunion couvrira ce point. Faut-il un président de séance ? Comment choisir cette personne (vous n'avez pas encore de dirigeants élus). Une contribution ? Une discussion en plénière ? Des discussions de groupe ? Du temps pour que les différents groupes s'expriment entre eux ? Certaines idées tirées des activités de ce cours de formation peuvent s'avérer utiles.

- **Le groupe « Principes et objectifs »** doit élaborer une proposition sur ce que l'alliance souhaite réaliser dans un délai de cinq ans. Quel est l'objectif général de l'alliance ? Ils ne doivent pas proposer plus de deux objectifs. D'après les fiches de travail et la discussion de l'activité 1.3.3, y a-t-il trois principes essentiels et/ou qui créeront l'unité ?
- **Le groupe Demandes et campagnes** doit élaborer une proposition concernant une campagne que l'alliance peut mener ensemble au cours de sa première année d'existence. Pour quel résultat ou changement l'alliance fera-t-elle campagne ? Comment y parvenir ? Qui doit être ciblé pour changer quoi ?

- **Le groupe de sensibilisation** doit dresser une liste des organisations qui doivent être invitées à la réunion et de la manière dont elles seront contactées. Qu'allez-vous faire pour les organisations qui sont exclues parce qu'elles n'ont pas été invitées ? Y a-t-il des organisations que vous voulez exclure ? Quels sont les critères d'inclusion et d'exclusion ? Quels arguments présenterez-vous aux différents types d'organisations pour les inciter à adhérer ?

3. Revenir ensemble. Chaque groupe présente sa proposition.

4. Tous discutent.

5. Les participants peuvent se demander si cette activité les a aidés à se préparer à organiser une réunion réelle pour réaliser les étapes 4 et 5.

CONSEILS POUR LES FORMATEURS

Cette activité servira différents objectifs en fonction du processus dans lequel se trouvent les participants à l'atelier. S'ils suivent une formation sur la manière de mettre en œuvre la construction d'une alliance ou d'un mouvement, l'activité leur permet d'acquérir une expérience sur la manière de planifier une réunion pour former une alliance et sur ce que cela implique.

S'il s'agit d'activistes qui sont déjà en train de construire une alliance ou un mouvement, les résultats de cette activité sont des éléments concrets qu'ils peuvent utiliser.

Si des personnes de différents pays ou régions du monde participent à l'atelier, regroupez les participants par pays, région ou langue. L'objectif est de réunir dans un groupe des personnes qui pourraient décider de faire quelque chose ensemble dans leur région.

Si l'atelier se déroule en personne, prévoyez des feuilles de papier journal et des marqueurs pour que les participants puissent rédiger leurs propositions.

Si l'atelier se déroule en ligne :



Créer un document Google partagé pour tous les groupes où chacun des groupes a sa propre page, dans lequel ils peuvent taper pendant qu'ils se réunissent. Chacun peut ainsi voir ce qui est décidé et ce qui figurera dans sa proposition. Expliquez-leur comment cela fonctionne avant de les envoyer dans leurs groupes.

Vous pouvez utiliser un graphique Mentimeter ou un cloud de travail pour obtenir les réponses des participants sur l'utilité de l'activité.

Session 3.1

Réflexion

- **Qu'est-ce qui convient le mieux aux objectifs et aux méthodes de travail de votre organisation : créer une alliance pour la transition juste ou intégrer le travail de transition juste dans les structures et les programmes existants ?**
- **En ce qui concerne la feuille de route pour la formation d'une alliance, à quelle étape se trouvent les organisations de votre pays ? Et votre propre organisation ?**
- **Notez trois bonnes idées que vous avez acquises pour faire avancer une alliance ou un mouvement de transition juste avec d'autres organisations dans votre contexte.**

Session 3.2

Analyse des parties prenantes

Cette session fournit un ensemble d'outils que les participants peuvent utiliser pour analyser les parties prenantes dans les transitions à faible émission de carbone et résilientes au changement climatique.

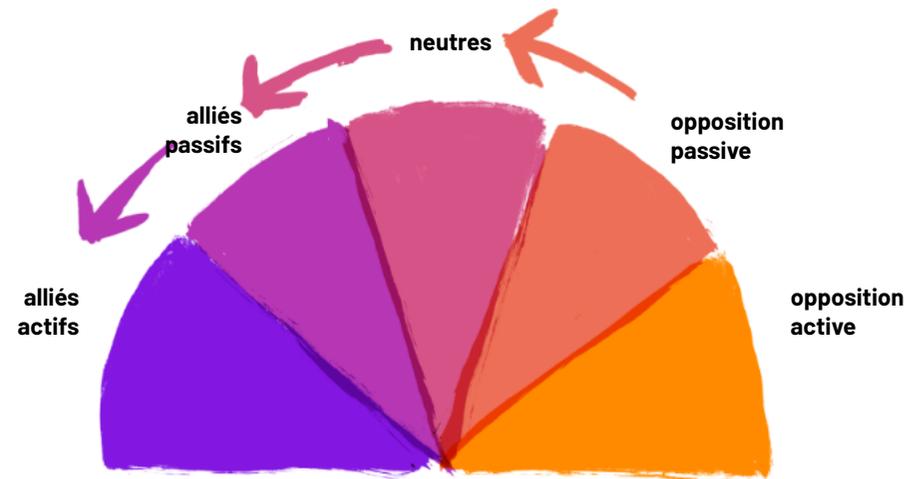
A l'issue de cette session, les participants seront en mesure de :

- **Utiliser des outils pour cartographier les positions des différents acteurs par rapport aux objectifs de la transition juste.**
- **Élaborer une stratégie sur la manière d'entrer en relation avec les différents acteurs.**



Afin de réaliser une transformation économique juste, nous devons comprendre le paysage des acteurs pertinents et leur position par rapport à notre programme pour une transition juste. Cela nous montrera quels sont les acteurs qu'il est important d'essayer de changer. Nous pourrions alors concevoir des stratégies pour les changer ou les recruter. Nous allons explorer trois outils : Le spectre des alliés, les piliers du pouvoir et la matrice intérêt/pouvoir.

Un « acteur » est une entité qui a la capacité d'agir dans la société, l'économie ou la gouvernance. Cette action peut être utile ou constituer un obstacle à notre mission de transition juste. Vous devez rassembler des informations sur les acteurs qui existent, qui occupent telle ou telle position, qui font telle ou telle chose et qui défendent leurs intérêts de telle ou telle manière. Vous ne pouvez pas vous contenter d'être dans une bulle d'organisations partageant les mêmes idées. <<



Activité 3.2.1 :

Explorer un ensemble d'outils d'analyse des parties prenantes

1. L'animateur explique chacun des trois outils ci-dessous. Expliquez le raisonnement qui sous-tend ces outils, leur utilité et la manière de les utiliser.
2. Répartissez-vous en trois groupes. Chaque groupe va essayer l'un des outils.
 - Choisissez une personne qui présentera votre analyse au groupe principal.
 - Faites un brainstorming sur les acteurs de votre contexte et intégrez-les dans l'outil.
 - Une fois que vous avez fait cela, discutez de ce que vous allez faire pour chaque catégorie de parties prenantes, s'il y a lieu.
3. De retour à la réunion principale, chaque groupe présente son analyse et dit ce qu'il a trouvé d'utile ou de moins utile dans l'outil qu'il a utilisé.

CONSEILS POUR LES FORMATEURS

Les lignes directrices pour l'utilisation de la Matrice Intérêt/Pouvoir sont fournies dans les Outils pour les formateurs, ci-dessous. Cet outil fournit une image tridimensionnelle des acteurs pertinents pour votre objectif, sur la base de leur pouvoir de déterminer les résultats, de leur intérêt pour la question de l'objectif et de leur alignement sur votre agenda. Ce qui est utile, c'est que vous obtenez une image de la position de toutes les entités pertinentes pour l'objectif dans le paysage des acteurs.

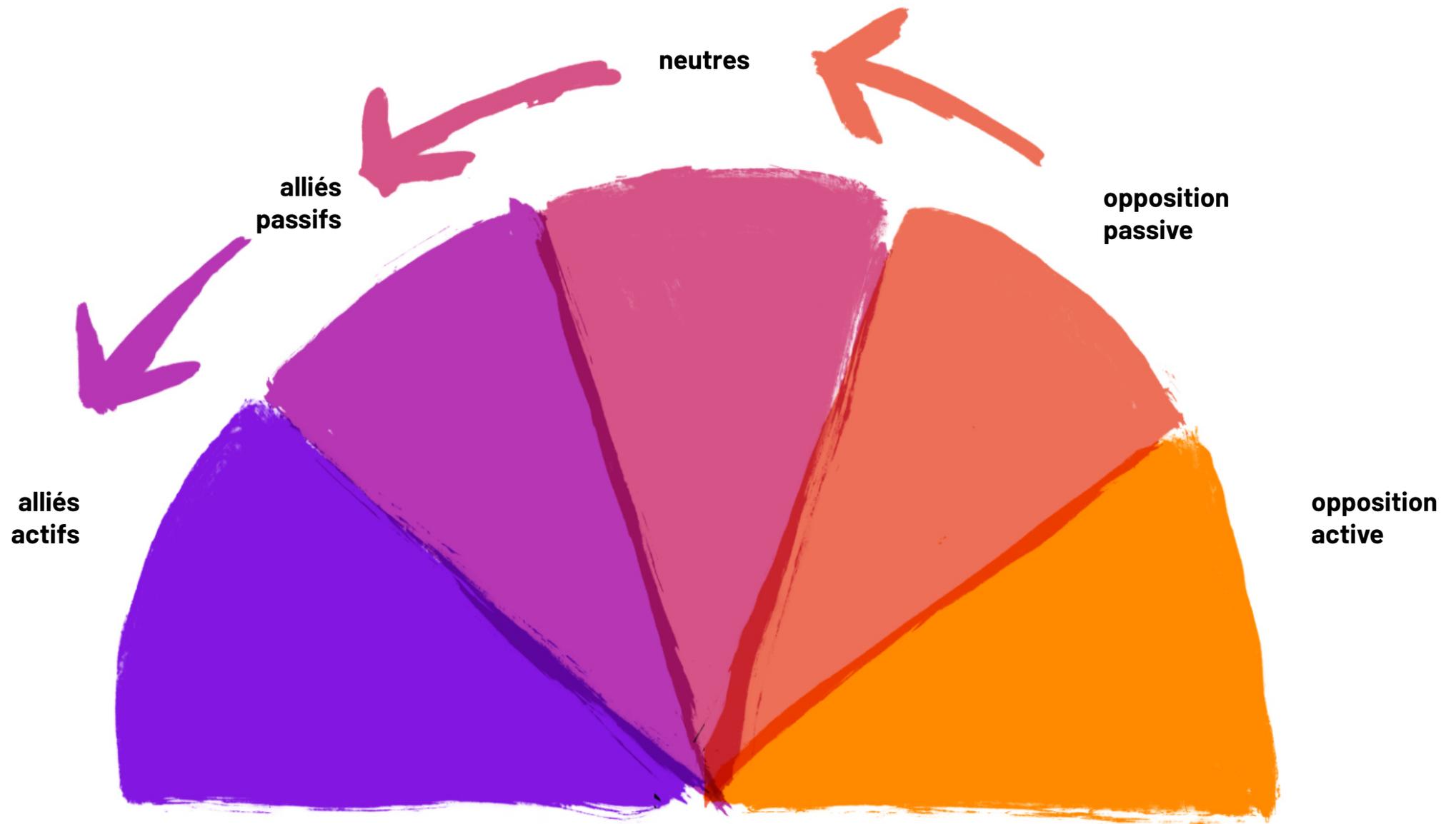
Si vous avez des participants de différents pays ou régions du monde dans l'atelier, renvoyez les gens dans les mêmes groupes que ceux dans lesquels ils étaient pour l'activité 3.1.3.

Si l'atelier est en ligne :



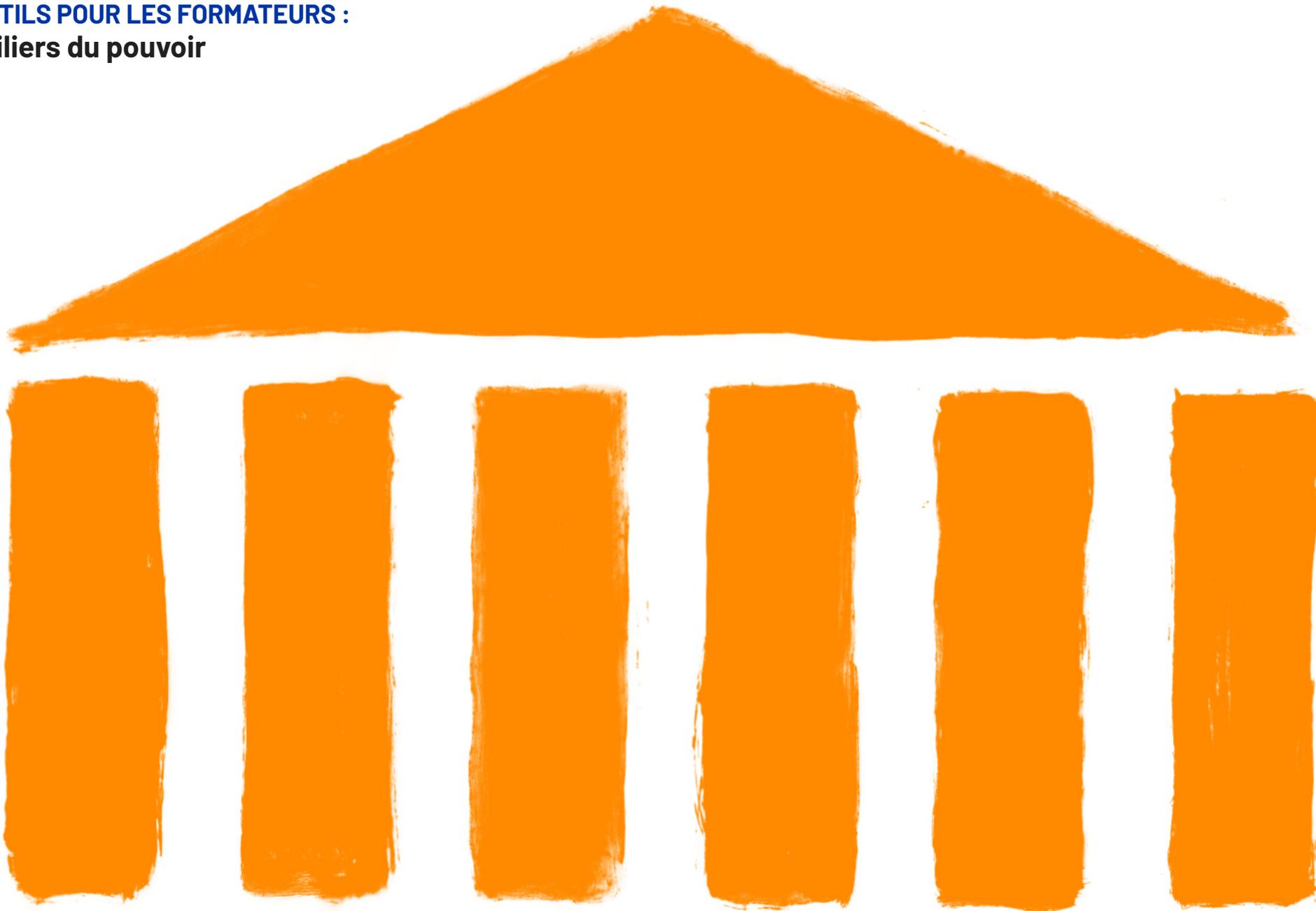
Utilisez des tableaux blancs en ligne, comme Mural ou Google slides, sur lesquels vous avez déjà dessiné les outils et sur lesquels les participants peuvent écrire virtuellement. Le plus simple est de faire une capture d'écran des modèles de ce manuel. Les tableaux blancs doivent être sauvegardés pour pouvoir être utilisés dans les rapports.

Spectre des alliés



Adapté de : <https://beautifultrouble.org/toolbox/tool/spectrum-of-allies/>

 **OUTILS POUR LES FORMATEURS :**
Les piliers du pouvoir



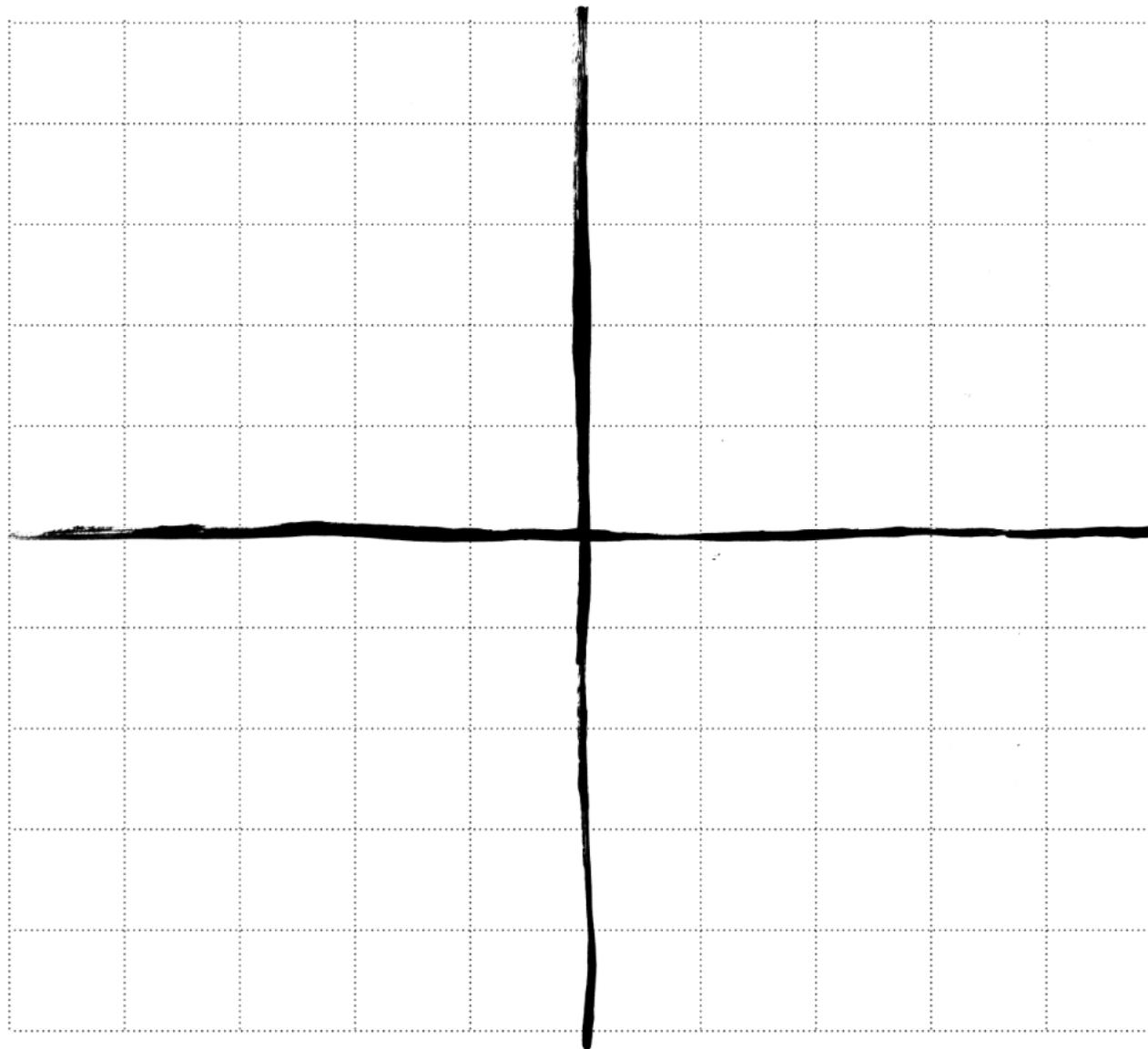
Adapté de : <https://beautifultrouble.org/toolbox/tool/pillars-of-power/>, qui explique également pourquoi et comment l'utiliser.

 **OUTILS POUR LES FORMATEURS :**

Matrice intérêt/pouvoir

**POUVOIR
(POLITIQUE ET
ÉCONOMIQUE)**

Quel est le pouvoir de la partie prenante d'influencer les développements et les résultats de la transition ?



**(MATÉRIEL)
INTÉRÊT** Quelle importance la partie prenante accorde-t-elle à la transition ?

La position de la partie prenante par rapport à nos objectifs

-  Opposé
-  Contesté
-  Alliés

Outils pour les formateurs :

Lignes directrices pour l'utilisation de l'outil de cartographie des intérêts et des pouvoirs

1. Utilisez l'un des objectifs proposés par le groupe « Principes et objectifs » dans l'activité 3.1.3. Ou si vous voulez être plus précis, utilisez la campagne proposée par le groupe « Demandes et campagnes ».
2. Par rapport à cet objectif, faites un brainstorming sur les parties prenantes. Il ne s'agit pas seulement des personnes avec lesquelles vous travaillez, mais de tous les acteurs concernés par l'objectif.
3. Ce faisant, inscrivez les parties prenantes dans la matrice. Placez-les sur les axes du pouvoir et de l'intérêt, et utilisez des couleurs pour l'affinité.

- Le pouvoir représente la capacité d'une partie prenante à influencer les développements et les résultats en rapport avec votre question. Si vous voulez être plus précis, vous pouvez le noter de 0 à 10, 0 le plaçant en bas de l'axe et 10 en haut.
- L'intérêt représente l'importance de la question pour la partie prenante. Vous pouvez attribuer une note de 0 à 10, 0 plaçant la question à l'extrême gauche de

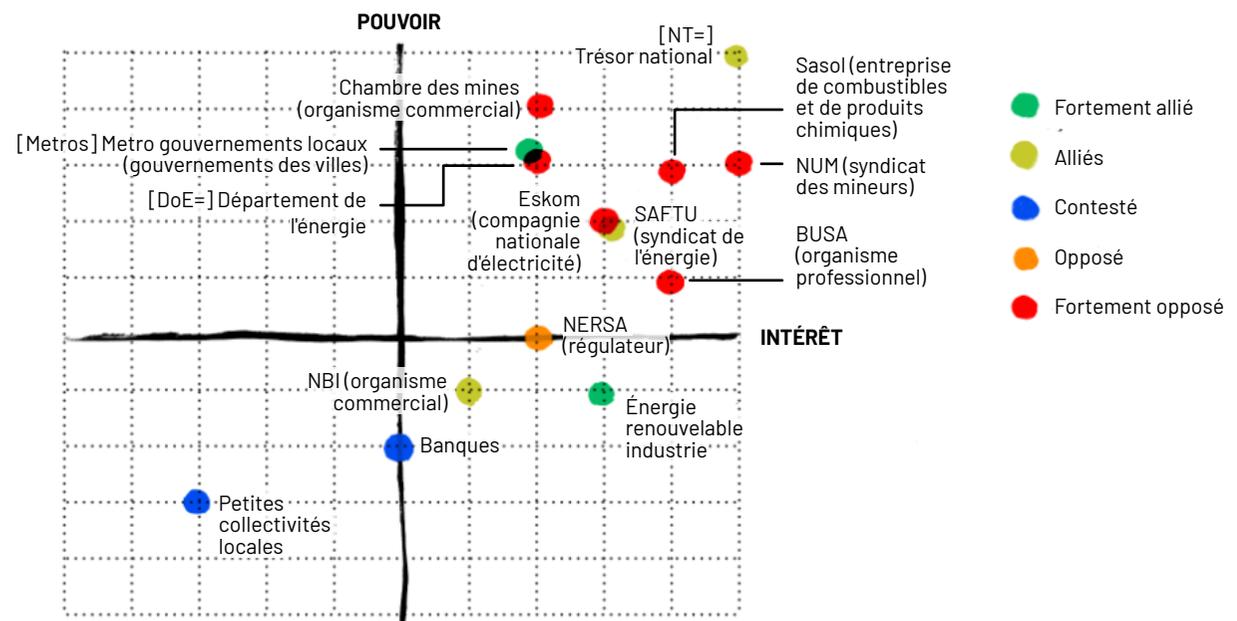
l'axe et 10 à l'extrême droite.

- L'affinité indique si la partie prenante soutient votre agenda ou votre objectif, ou si elle s'y oppose. Vous pouvez noter -1 pour Opposé, 0 pour Contesté (ils vont parfois dans un sens ou dans l'autre), ou +1 pour Allié.

Ensemble, le pouvoir et l'intérêt se traduisent par une position sur la grille des parties prenantes.

Pour Affinity, codifiez les parties prenantes par couleur comme suit :

-  **OPPOSÉ À NOTRE PROGRAMME** (score -1)
-  **NEUTRE** (score 0)
-  **ALLIÉ À NOTRE AGENDA** (score +1)



Session 3.2

Réflexion

- **Qu'avez-vous appris des autres participants sur les acteurs de la transition que vous ne connaissiez pas auparavant ?**
- **Quel outil d'analyse des parties prenantes vous convient le mieux et pourquoi ?**
- **Comment l'utilisation de cet outil pourrait-elle modifier la manière dont votre organisation aborde les questions de transition ?**

Session 3.3

Envisager un pacte social

Cette session est l'occasion d'examiner l'idée d'une alliance pour une transition juste travaillant à l'élaboration d'un « pacte social » national, et d'écouter les uns et les autres sur la manière dont ils pourraient s'y prendre.

Après cette session et le travail de fin de session, les participants seront en mesure de :

- Décider si un pacte social national ou plus local fonctionnerait dans leur contexte.
- Proposer des idées sur la manière de procéder, s'ils le souhaitent.
- Rédiger un plan étape par étape pour faire avancer les questions relatives à la transition équitable au sein de leur organisation et avec leurs alliés.

Activité 3.3.1 : Construire un accord social national entre les principaux groupes d'acteurs



Un **pacte social** est un accord négocié entre les syndicats et les entreprises et dans certains pays la société civile et le gouvernement aussi, pour réaliser une transition en travaillant ensemble et en jouant chacun son rôle, malgré les différences qu'ils peuvent avoir. Il peut être conclu au niveau national ou infranational. Le fait que l'accord crée ou non une transition juste dépend de la force et de la persuasion des forces qui défendent la justice. L'idée d'un pacte social repose sur une vision du monde selon laquelle nous pouvons négocier et parvenir à des accords, même si nous avons des programmes très différents. D'autres diront que de tels accords ne peuvent dissoudre les intérêts matériels sous-jacents en jeu et qu'il faut plutôt renverser les régimes ou le système économique.

Certains d'entre vous ont pensé que c'était une bonne idée de viser un pacte social dans leur contexte, et nous allons les écouter. <<

1. A la fin du module 2, il y avait un travail écrit. Les participants qui ont choisi le sujet "Parvenir à un accord national de transition équitable " (un pacte social) présentent ce qu'ils ont écrit.

2. Tout le monde discute des idées issues des contributions.

CONSEILS POUR LES FORMATEURS

Chaque personne ayant écrit sur ce sujet présente l'ensemble de son essai. Étant donné que les questions relatives à un accord social entre le gouvernement, les syndicats, les entreprises et la société civile sont très spécifiques à un contexte national, il ne sera pas possible, dans le cadre de cette activité, de faire le tour des sous-titres.

Si le nombre de présentateurs est trop élevé pour tenir dans le temps imparti à l'atelier, déterminez le nombre de présentateurs pour lesquels vous avez du temps. Sélectionnez ensuite ce nombre d'essais et ne prévenez que ces auteurs. Sélectionnez les essais en fonction de la diversité des contextes et des idées.

Au cours de la discussion, il sera intéressant d'entendre les personnes qui pensent que cela ne fonctionnera pas dans leur pays et d'en connaître les raisons.

Activité 3.3.2 : Clôture de l'atelier

1. Les participants peuvent contacter d'autres participants avec lesquels ils souhaitent entrer en contact, en échangeant leurs coordonnées. Si l'atelier se déroule en personne, cet échange se fera de manière informelle pendant les pauses.

Si l'atelier est en ligne : 

cela se fait dans le chat.

2. Faites le tour de tous les participants. Chaque personne dit en une phrase une chose qu'elle retiendra de la formation et qu'elle mettra en œuvre.

3. Remarques finales des organisateurs de la formation.

Session 3.3

Réflexion

- **Avez-vous décidé si un accord social entre le gouvernement, les syndicats, les entreprises et la société civile est un objectif significatif pour une alliance de transition juste dans votre contexte ?**
- **Avec ou sans cet objectif, comment voyez-vous votre organisation ou votre alliance s'engager auprès des gouvernements et des entreprises ?**

Module 3

Travail pour le module 3

- Rédigez une page sur vos plans pour faire avancer les questions de transition juste dans votre organisation et avec vos alliés. Précisez les étapes et les personnes que vous contacterez. N'oubliez pas de penser aux organisations mondiales et régionales abordées dans le module 2 (tant du côté des syndicats que de la société civile). Partagez-le avec l'organisateur du cours.
- Remplir le formulaire d'évaluation de la formation et l'envoyer à l'organisateur de la formation.

OUTILS POUR LES FORMATEURS :

Formulaire d'évaluation du cours de formation "Construire des alliances sur la transition juste".

Vous trouverez un exemple de formulaire d'évaluation sur le [site web du cours](#) sous Ressources pour le module 3.

OUTILS POUR LES FORMATEURS :

Organiser cette formation dans vos propres réseaux

L'idée de cette formation des formateurs est que vous puissiez maintenant organiser cette formation, ou des parties de celle-ci, vous-même. Utilisez les sessions qui vous semblent intéressantes pour former des militants et organiser une alliance Just Transition dans votre pays ou votre région.

Sur le [site web de cette formation de formateurs](#), à la toute fin, sous la rubrique "Organisez cette formation vous-même", vous trouverez des ressources que vous pourrez utiliser pour organiser cette formation. Vous y trouverez un formulaire d'invitation et d'inscription pour inviter des personnes à la formation ainsi que des outils pour organiser la formation : le programme de chacun des trois ateliers avec des suggestions de temps pour chaque activité, des diapositives pour chaque module, etc.

N'hésitez pas à nous contacter au [Centre international Olof Palme](#) et [SOLIDAR](#) si vous avez des commentaires ou si vous avez

besoin de quelque chose pour diffuser cette formation ! Vous trouverez nos coordonnées sur le site web de la formation (lien ci-dessus).

Bonne chance dans vos efforts d'organisation pour une transition juste !



Photo: Ivan Dostál, Unsplash